



acv

analyse et cartographie de la vulnérabilité



M République Islamique de Mauritanie

Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)

Données de décembre 2005



Strengthening Emergency Needs
Assessment Capacity (SENAC)

MAURITANIE : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)

Préparée par Birane Wane, consultant VAM
Papa Moussa Ndoye, consultant VAM/OSA
Cédric Charpentier, Assistant Chargé de crise SENAC/VAM

Juin 2006

© Programme alimentaire mondial, Service de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ODAV)

Cette étude a été préparée dans le cadre du projet "Renforcement de la capacité d'évaluation des besoins d'urgence" (*Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity* - SENAC). Le projet SENAC a pour but de renforcer la capacité du PAM à évaluer les besoins humanitaires dans le domaine de l'alimentation au cours des opérations d'urgence et immédiatement après, grâce à des évaluations précises et impartiales.

Pour de plus amples renseignements sur le projet SENAC, nous contacter à l'adresse odan_info@wfp.org

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur la division VAM et les rapports en format électronique sur <http://vam.wfp.org/main/index.jsp>

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de l'Union européenne.

MAURITANIE: Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité

Données collectées en décembre 2005

Remerciements

Ce rapport est le résultat d'une collaboration inédite qui a commencé en octobre 2005 et qui n'aurait pu voir le jour sans la contribution de nombreux individus et organisations.

En premier lieu, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'UNICEF sont très reconnaissants au gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et tout particulièrement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) pour leur soutien.

De nombreux collègues travaillant pour les Nations Unies (FAO, OCHA), le FEWS-NET et les agences non gouvernementales (ACORD, ADICOR, ARDM, AU SECOURS, FLM, OXFAM-GB, World Vision) ont aussi participé activement au bon déroulement de cette étude par le biais du Comité de Pilotage (CP) en prodiguant leurs expériences et leurs points de vue qui ont servi de base à la réalisation de cette étude.

Mettre en œuvre un tel exercice ne s'est pas fait sans l'aide logistique et technique du Bureau de pays du PAM en Mauritanie et de l'UNICEF dans le cadre du MOU.

Dans une plus large mesure, l'enquête n'aurait jamais pu aboutir sans l'active participation des Bureaux régionaux du PAM et de l'UNICEF à Dakar et de la division de l'Analyse cartographique de la vulnérabilité (VAM) à Rome. Ainsi, nos plus sincères remerciements vont aux personnes suivantes :

Margot VanderVelden, Jan Delbaere, Andrea Berardo, Louise Agathe Tine, Cédric Charpentier, Papa Moussa Ndoeye, Claudia Natali, Abdouleye Dieye, Geert Beekhuis, Mark Gordon, Cinzia Papavero, Caroline Chaumont, Victor Agnayo.

Un remerciement particulier pour ECHO qui a financé une partie de cette étude et qui permet ainsi au PAM, à l'UNICEF et à leurs partenaires de posséder une base solide pour mener à bien ses importantes missions de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Mauritanie.

Sory Ouane
Représentant
Programme Alimentaire Mondial
Nouakchott, Mauritanie

Dr. Souleymane Diallo
Représentant
UNICEF
Nouakchott, Mauritanie

Table des matières

Liste des tableaux, figures et cartes	7
Liste des abréviations.....	8
Résumé	11
Partie I – Introduction, Objectifs et Méthodologie	15
1. Introduction de l'étude	15
2. Vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire	16
3. Problématique	17
4. Méthodologie et source des données.....	17
4.1 Collaboration	17
4.2 Concepts de base	17
4.3 Collecte et analyse des données secondaires	18
4.4 Collecte et analyse des données primaires.....	19
4.5 Etudes de marchés	22
4.6 Etude nutritionnelle.....	22
4.7 Groupes de mode de vie	23
4.8 Limites de l'étude	23
Partie II – Contexte Socio-économique	25
1. Contexte historique et politique.....	25
1.1 Brève histoire de la Mauritanie	25
1.2 Pauvreté et politiques gouvernementales de lutte.....	25
2. Population et données démographiques.....	26
2.1 Contexte mauritanien.....	26
2.2 Caractéristiques démographiques des ménages enquêtés	27
3. Migrations.....	27
3.1 D'où partent les migrants ?.....	27
3.2 Qui part et pour combien de temps ?.....	28
3.3 Que font les migrants et combien cela rapporte-t-il ?	29
4. Données socio-économiques des ménages.....	29
4.1 Economie mauritanienne	29
4.2 Conditions de vie des ménages.....	30
5. Principales activités des ménages et groupes de mode de vie	31
5.1 Introduction aux groupes de mode de vie.....	31
5.2 Caractéristiques des groupes de mode de vie.....	31
5.3 Répartition géographique des groupes de mode de vie	33
6. Mode d'accès au crédit.....	33
7. Education et alphabétisation.....	34
7.1 Education faible mais en progrès.....	34
7.2 Analphabétisme.....	35
Partie III - Déterminants de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire	37
1. Accès à la nourriture	37
1.1 Contexte en Mauritanie.....	37
2. Moyens de production.....	38
2.1 Productions agricoles	38
2.2 Elevage.....	40
2.3 Production de lait.....	41
3. Marchés	41
4. Accessibilité alimentaire	43
4.1 Méthodologie d'analyse des données d'accessibilité.....	43
5. Consommation alimentaire	45
5.1 Fréquence de consommation et diversité alimentaire	45
5.2 Groupes de consommation alimentaire et profils.....	46

5.3	Sources alimentaires des ménages.....	46
5.4	Distribution géographique des groupes de diversité et de consommation alimentaire.....	48
6.	Sécurité alimentaire et groupes vulnérables.....	48
6.1	Méthodologie.....	48
6.2	Insécurité alimentaire et vulnérabilité par groupe de mode de vie...	49
6.3	Répartition géographique de l'insécurité alimentaire.....	49
7.	Evaluation des causes de l'insécurité alimentaire en Mauritanie.....	51
7.1	Sélection des variables.....	51
7.2	Principaux résultats.....	52
8.	Chocs et stratégies de compensation.....	53
8.1	Sécheresse et stratégie de compensation.....	53
8.2	Péril acridien et ennemis de cultures.....	53
8.3	Fréquence des maladies et cérémonies.....	53
8.4	Autres chocs.....	54
8.5	Stratégies de compensation.....	54
Partie IV - Statut nutritionnel.....		55
1.	Accès aux soins de santé en Mauritanie.....	55
2.	Santé des femmes et pratiques de soins.....	56
2.1	Soins prénataux des femmes actuellement enceintes.....	56
2.2	Maladie des femmes et prévention du paludisme.....	57
2.3	Hygiène des mères s'occupant des enfants.....	58
3.	Situation nutritionnelle des enfants.....	58
3.1	Morbidité infantile.....	60
3.2	Les causes de la malnutrition infantile.....	61
Partie V - Résumé des résultats.....		63
1.	Profils et données principales par wilaya.....	63
2.	Projections sur les caractéristiques de la vulnérabilité en Mauritanie...	68
Recommandations.....		69
1.	Recommandations sur la sécurité alimentaire.....	69
2.	Recommandations sur la nutrition.....	69
3.	Recommandations sur les marchés.....	70
Références.....		71

Liste des tableaux, figures et cartes

Tableau 1 – Méthode d'échantillonnage par zone administrative (Wilaya).....	21
Tableau 2 - Statistiques démographiques – Mauritanie 2004	26
Tableau 3 - Evolution de la population mauritanienne (urbaine et rurale) en %.....	26
Tableau 4 – Evolution de l'éducation en Mauritanie	34
Tableau 5 - Ratio élève/enseignant dans les écoles primaires.....	35
Tableau 6 - Répartition du potentiel en terres agricoles selon les Wilaya	37
Tableau 7 – Ménages pratiquant l'agriculture par wilaya	38
Tableau 8 – Production agricole par ménage.....	38
Tableau 9 – Production agricole et céréalière	39
Tableau 10 – Achat et production de céréales par groupe de mode de vie	40
Tableau 11 - Sources de revenus tirés de l'élevage selon les wilaya	40
Tableau 12 – Décomposition de la production de lait en Mauritanie (en milliers de tonnes équivalent lait).....	41
Tableau 13 - Groupes d'accessibilité alimentaire	44
Tableau 14 – Groupes de consommation alimentaire	47
Tableau 15 – Groupes de sécurité alimentaire.....	48
Tableau 16 – Principaux chocs recensés.....	53
Tableau 17 - Maladies des femmes de 15-50 ans et utilisation d'antipaludéen	57
Tableau 18 - Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6-59 mois.....	59
Figure 1 – Cadre analytique de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaire	19
Figure 2 – Répartition de la pauvreté en Mauritanie	25
Figure 3 – Evolution de la population mauritanienne 2000- 2010	27
Figure 4 - Caractéristiques de groupe de mode de vie	32
Figure 5 - Impact du manque d'intérêt des parents sur la scolarisation des enfants.....	35
Figure 6 – Influence de l'éducation du chef de ménage sur l'alphabétisme du conjoint	35
Figure 7 - Moyenne des achats de céréales par ménage agricole (en Kg)	39
Figure 8 – Accessibilité par groupe de mode de vie.....	44
Figure 9 - Consommation hebdomadaire de céréales et légume par wilaya.....	45
Figure 10 – Répartition géographique de la consommation alimentaire	48
Figure 11 – L'insécurité alimentaire par groupe de mode de vie.....	49
Figure 12 - Statut nomadique et sécurité alimentaire.....	52
Carte 1 – Mauritanie, carte politique.....	15
Carte 2 - Carte de répartition des villages échantillonnés.....	21
Carte 3 – Groupes de mode de vie	33
Carte 4 – Accessibilité alimentaire des ménages au niveau des wilayas	45
Carte 5 – Consommation alimentaire des ménages au niveau des wilayas.....	47
Carte 6 – Répartition géographique des ménages en insécurité alimentaire.....	50
Carte 7 – Répartition géographique des ménages en insécurité alimentaire.....	50
Carte 8 – Carte des communes rurales à risque alimentaire établie par l'Observatoire à la sécurité alimentaire en octobre 2005.....	51
Carte 9 - Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans	60

Liste des abréviations

ACORD	Organisation Non Gouvernementale Mauritanienne
ACP	Analyse en Composantes principales
ACV	Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité
ADDATI	Analisi Dei Dati ou analyse des données
ADICOR	Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales
AGR	Activités Génératrices de revenus
ARDM	Association pour la Recherche et le Développement en Mauritanie
AU SECOURS	Organisation Non Gouvernementale Mauritanienne
BM	Banque Mondiale
CA	Centre d'Alphabétisation
CAC	Centre d'Alimentation Communautaire
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
CMJD	Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie
CP	Comité de Pilotage
CREN	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
ECHO	European Commission for Humanitarian Aid
EDSM	Enquête Démographique et de Santé en Mauritanie
ENV	Enquête Nationale sur la Migration
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages
FAO	U.N. Food and Agriculture Organization
FEWSNET	Famine Early Warning System Network (USAID)
FLM	Fédération Luthérienne Mondiale Mauritanie
FMI	Fond Monétaire International
GTS	Groupe Technique Spécialisé
IB	Initiative de Bamako
IF	Indice de Fertilité
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
IRA	Infection Respiratoire Aiguë
ISF	Indice Synthétique de Fécondité
JNV	Journées Nationales de Vaccination
MAED	Ministère des Affaires Economiques et du Développement
MDRE	Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MOU	Memorandum of Understanding
MSAS	Ministère de la Santé et des Affaires Sociales
ODAN	Emergency Needs Assessment Branch (WFP)
ODD	Bureau Régional de Dakar
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONS	Office National de la Statistique
OSA	Observatoire à la Sécurité Alimentaire
OXFAM-GB	Oxford Committee for Famine Relief - Grande Bretagne
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCA	Principal Components Analysis
PEV	Programme Elargie de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut

PMLCD	Programme Multisectoriel de Lutte Contre la Désertification
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
RGPH	Recensements Général de la Population et de l'Habitat
SAU	Superficie Agricole Utile
SIM	Système d'Information sur les Marchés
UBT	Unité de Bétail Tropical
UE	Union Européenne
UM	Ouguiya Mauritanien
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children Fund
US	United States
USB	Unité de Santé de Base
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience Humaine/Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
WV	World Vision

Résumé

La Mauritanie est un pays du Sahel très exposé aux aléas climatiques, son territoire est dès lors soumis à des fluctuations de la production agricole du fait de plusieurs facteurs : une pluviométrie faible et irrégulière ; une dégradation des conditions climatiques et une désertification très importante ; une superficie de terres cultivables très réduite ainsi qu'au péril acridien et autres insectes.

Dans le cadre de son projet de renforcement de la capacité d'évaluation des besoins d'urgenceⁱ, le Programme alimentaire mondial a conduit en décembre 2005 une analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité alimentaire (CFSVA) en Mauritanie en enquêtant auprès de 1953 ménages dans tout le pays. Cette enquête, menée conjointement avec l'UNICEF en collaboration avec le gouvernement et bon nombre de partenaires locaux, a pour but de dresser un portrait de la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie. Celle-ci a été complétée par une enquête nutritionnelle et par une analyse des marchés qui a permis de mettre en exergue les interactions entre l'évolution des marchés et l'accès économique des ménages aux produits alimentaires. Les enquêtes cumulent de multiples données secondaires et primaires.

Sur la base de ces données, les ménages ont été classés en fonction de leur accès et de leur consommation alimentaire afin de déterminer leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et de répondre aux cinq questions suivantes : Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ? Combien sont-ils ? Où se trouvent-ils ? Quelles sont les causes de leur insécurité alimentaire ? Quelle assistance préconiser ?

Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

L'étude a permis de distinguer plusieurs groupes de mode de vie dans la population rurale mauritanienne grâce aux revenus et activités de ces ménages (agriculture, artisanat, etc.). Tout en gardant en mémoire que les ménages pratiquent l'agriculture et après avoir cumulé leurs activités, on a pu distinguer 10 groupes de mode de vie.

Le mode de vie prédominant en Mauritanie est celui des éleveurs qui représente 18% de la population. Ensuite viennent les agriculteurs (17%), plus étonnant, le troisième mode de vie est celui des dépendants de transferts d'argent (11%). Cela se rapporte à la forte tradition migratoire du peuple mauritanien (l'enquête offre à ce sujet des données inédites sur l'immigration en Mauritanie). Marquant un fort taux de chômage, le groupe des travailleurs journaliers se trouve être le quatrième avec 10%. Les groupes des dépendants d'aide et de dons (9%) et de "pauvres activités" (8%) ont en commun le fait de ne pas dépendre d'activités productives à proprement dites, leur revenu est en général faible et fluctuant. Les autres groupes (artisans, petits commerces, commerçants, salariés et autres) ne représentent que de faibles proportions de la population (6% au maximum).

Groupe de mode de vie	Insécurité alimentaire	Fortement vulnérable
Agriculteurs	7%	11%
Éleveurs	2%	8%
Travailleurs journaliers	12%	12%
Artisans	1%	1%
Petit Commerce	2%	7%
Dépendants transferts	2%	6%
Salariés	1%	9%
Commerçants	4%	0%
Dépendants des aides/ dons	2%	8%
Pauvres activités	60%	22%
Autres activités	7%	20%

Les ménages dont les activités sont pauvres représentent 60% des ménages en insécurité alimentaire loin devant les travailleurs journaliers et les agriculteurs.

En ce qui concerne les ménages fortement vulnérables, ils sont répartis de manière plus homogène. Cela montre que si l'insécurité est très localisée, la plupart des ménages mauritaniens sont concernés par la vulnérabilité.

ⁱ Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity - SENAC

Combien de Mauritaniens sont en insécurité alimentaire ?

Pour la période décembre 2005 - janvier 2006, l'étude a révélé que plus de **10% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire et que 10% sont fortement vulnérables, soit respectivement 165 000 et 180 000 personnes.**

Wilaya	Insécurité	Fortement vulnérable	Modérément vulnérable	Sécurité	Total
Hodh El Chargui	13%	9%	19%	59%	100%
Hodh El Gharbi	22%	13%	16%	48%	100%
Assaba	10%	13%	11%	66%	100%
Gorgol	11%	14%	14%	60%	100%
Brakna	1%	11%	20%	69%	100%
Trarza	5%	2%	13%	81%	100%
Adrar	1%	4%	16%	79%	100%
Tagant	2%	7%	17%	74%	100%
Guidimakha	7%	12%	19%	62%	100%
Inchiri	5%	5%	14%	77%	100%
Moyenne pondérée	10%	10%	15%	65%	100%

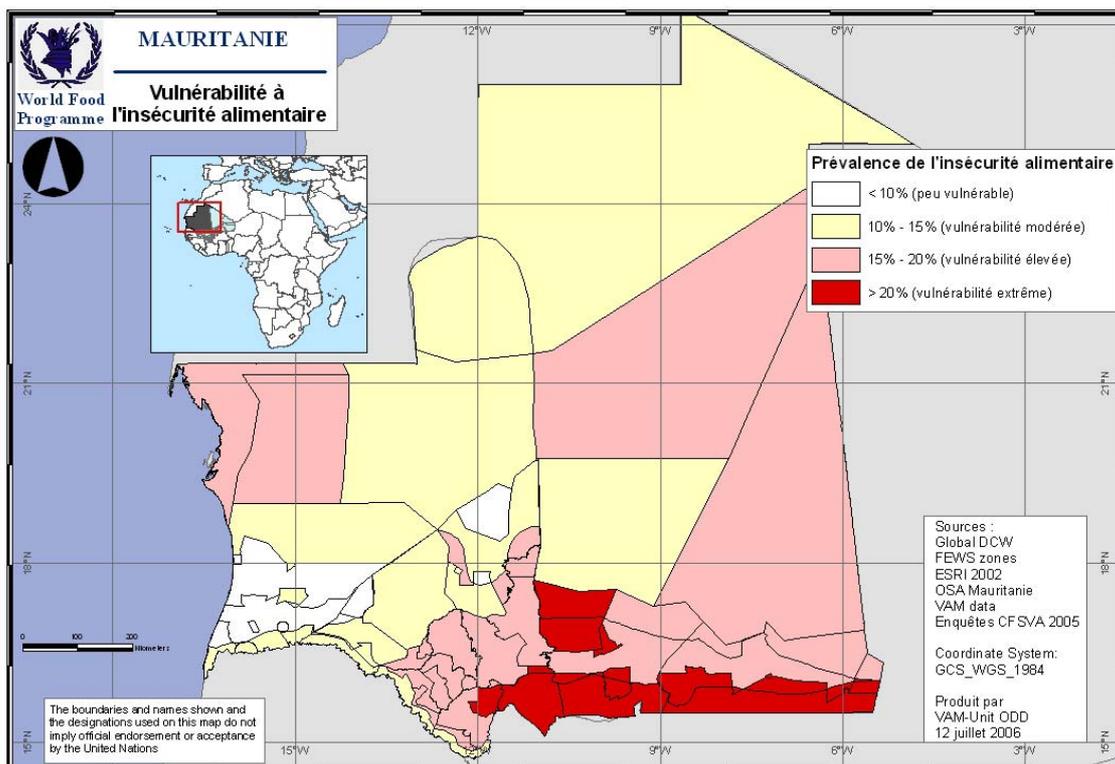
Si l'on reporte la prévalence d'insécurité alimentaire au nombre d'habitants par wilaya¹, on s'aperçoit que les wilayas des deux Hodh arrivent en tête avec **37.000** et **47.000** (respectivement dans le Hodh El Chargui et le Hodh El Gharbi) suivies de près par le Gorgol avec **27.000** et l'Assaba avec **24.000**.

Wilaya	Insécurité	Fortement vulnérable	Modérément vulnérable	Sécurité
Hodh El Chargui	36 608	25 344	53 504	166 144
Hodh El Gharbi	46 674	27 580	33 945	101 835
Assaba	24 227	31 494	26 649	159 895
Gorgol	26 698	33 980	33 980	145 627
Brakna	2 470	27 171	49 401	170 434
Trarza	13 411	5 364	34 869	217 258
Adrar	695	2 782	11 127	54 938
Tagant	1 532	5 363	13 025	56 699
Guidimakha	12 439	21 325	33 764	110 178
Inchiri	575	575	1 610	8 855
Total	165 330	180 978	291 874	1 191 863

Où sont les ménages à risque ?

Comme décrit plus haut, les ménages à risque se situent dans le sud-est du pays principalement dans les wilayas des deux Hodh, du Gorgol et de l'Assaba. Ces zones sont reconnues par de nombreuses études comme des zones à risque. Cette répartition géographique des ménages à risque ou en insécurité alimentaire rejoint en grande partie celle faite par l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire de Mauritanie en mars 2006 qui définit le sud du pays comme à risque.

Pour détailler l'analyse géographique, les cartes d'insécurité alimentaire – par wilaya, par zone agro-écologique (zone FEWSNET) et par zone PAM – ont été superposées et la prévalence d'insécurité alimentaire au niveau de moughataa a été déterminée (Cf. carte ci-après). Il ressort que la zone la plus touchée par l'insécurité alimentaire est principalement celle située au sud-est du pays, à la frontière avec le Mali, dans la zone agricole du pays.



Pourquoi ces ménages sont-ils en insécurité alimentaire ?

L'enquête a relevé un bon nombre de données permettant de mesurer l'accès des ménages à la nourriture ainsi que leurs habitudes de consommation alimentaire. On connaît mieux le nombre de repas consommés par les ménages, ce qu'ils mangent et en quelle quantité. Les habitudes liées aux croyances et aux coutumes sont aussi considérées dans l'analyse causale.

En combinant ces données, le CFSVA a conduit une analyse afin de déterminer les causes de l'insécurité alimentaire en Mauritanie. L'analyse a montré que les ménages du groupe de mode vie "pauvres activités" sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire, suivis par le groupe des travailleurs journaliers. Les ménages des groupes artisans et commerçants semblent être les moins à risque. Il ressort par exemple que les ménages dont le chef peut lire ou écrire un simple message, tendent à avoir un score de sécurité alimentaire plus élevé que ceux dont le chef de ménage est illettré voir analphabète.

Le CFSVA a aussi pris en compte de multiples risques et impacts liés aux chocs vécus par les ménages. De même l'enquête a pris soin de relever les stratégies de compensations développées par ces mêmes ménages pour y faire face. Ces données permettent de définir si les ménages vulnérables sont capables de développer des stratégies de vie et de survie.

Quelles sont les interventions recommandées ?

Dans le cadre de cette étude et afin de combattre et de prévenir l'insécurité alimentaire, plusieurs recommandations ont été avancées. Bien que la dernière partie du rapport y soit consacrée, il est néanmoins important de retenir que la mise en place d'une politique de sécurité alimentaire et la définition des stratégies de lutte sont nécessaires en Mauritanie. La distribution de l'insécurité alimentaire a défini un ordre de priorité des zones d'intervention : Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba, Gorgol, Guidimakha et Trarza en plus du Brakna et du Tagant selon l'OSA. Les interventions devraient être menées selon une approche intégrée et qui adhère au mieux à la mise en pratique du programme de lutte contre la pauvreté.

Il est aussi recommandé de continuer à collecter et à fournir des informations et des données à travers un système de suivi de la sécurité alimentaire. Suivre régulièrement les

indicateurs liés à la vulnérabilité alimentaire (bilan alimentaire, nutrition, bétail, marchés, pluviométrie, ennemis des cultures, etc.) et de collecter les signes d'alerte précoce en collaboration avec toutes les structures œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

La malnutrition aiguë des enfants et interventions proposées

La prévalence de malnutrition aiguë était déjà très inquiétante en décembre 2005 avec 12% d'enfants de moins de cinq ans touchés, soit environ 63 000 enfants. Ce taux dépasse largement le seuil sérieux de 10% établi par l'OMS indiquant une situation inquiétante qui nécessite une réponse urgente de prise en charge des enfants malnutris. Cette prévalence est d'autant plus préoccupante qu'elle reflète uniquement la situation de post hivernage.

Les wilayas du Guidimakha, de l'Inchiri, de l'Assaba, du Gorgol et du Hodh El Charbi sont les régions les plus touchées avec des taux de malnutrition aiguë dépassant le seuil critique de 15% établi par l'OMS.

Compte tenu de ce taux de malnutrition aiguë élevée en Mauritanie, il est essentiel d'informer et sensibiliser la communauté internationale et notamment les bailleurs de fonds sur la nécessité de financer les projets dans le cadre de la Politique nationale de développement de la nutrition par un plaidoyer conjoint PAM/UNICEF/ONG/gouvernement.

Il est aussi recommandé d'ouvrir pour les zones de malnutrition élevée (malnutrition aiguë > 15%), des CREN au niveau des centres de santé, redynamiser et renforcer ceux qui existent, en ressources humaines, formation, équipements, matériels, moyens logistiques et financiers, pour assurer les conditions de référence et de prise en charge curative.

Enfin il est à considérer d'urgence l'instauration d'un système national d'information en matière de surveillance nutritionnelle (base de données, système d'information géographique) dans le cadre du plan national du développement de la nutrition.

Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6-59 mois		
	Malnutrition aiguë	Intervalle de confiance à 95%
WILAYA		
Adrar	5,50%	[3,6-8,1]
Assaba	16,10%	[12,7-20,1]
Brakna	6,90%	[5,0-9,3]
Gorgol	15,30%	[12,6-18,4]
Guidimakha[1]	20,20%	[17,8-22,4]
Hodh El Chargui	9,30%	[7,0-12,2]
Hodh El Gharbi	15,30%	[12,4-18,7]
Tagant	7,40%	[5,3-10,2]
Tiris Zemmour	13,30%	[9,1-18,1]
Trarza	8,30%	[6,0-11,2]
Inchiri	19%	[12,4-27,1]
Nouadhibou	9,50%	[6,7-13,4]
Nouakchott	11,60%	[9,1-18,4]
MILIEU		
Urbain	11,80%	[9,9-14,0]
Rural	12,10%	[11,0-12,9]
Total	12,00%	[11,2-12,7]

[\[1\] Certaines données collectées au mois de Décembre 2005 ont été rectifiées au mois de Mai 2006](#)

Partie I – Introduction, Objectifs et Méthodologie

1. Introduction de l'étude

La Mauritanie est un pays sahélo-saharien qui couvre une superficie de 1 030 700 Km². Situé à la charnière entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Noire (voir carte ci-dessous) le pays est divisé en 13 régions administratives (wilayas) et 53 départements (moughataa).

Carte 1 – Mauritanie, carte politique



Le relief de la Mauritanie est plat, constitué essentiellement de plaines et d'étendues désertiques. Les reliefs caractérisés par leur régularité ne dépassent guère 500 mètres d'altitude, à l'exception de la Kedia d'Tdjil (915 m).

Le pays connaît un climat chaud et sec avec une pluviométrie faible et irrégulière (dans le temps et dans l'espace). Les pluies sont enregistrées entre juillet et septembre variant de 500 mm au sud à 50 mm au nord, cette répartition pluviométrique montre que seule la partie sud du pays permet la pratique de l'agriculture pluviale. Ces pratiques de culture pluviale (le diéri et le bas-fond en particulier), restent tributaires de la quantité et de la qualité des pluies enregistrées. En Mauritanie, les quantités moyennes des pluies reçues dépendent en grande partie des positions géographiques (latitude et longitude) et de l'influence de l'Atlantique. Les ressources hydriques d'origine pluviale restent rares et aléatoires, ce qui en impose un mode de gestion réfléchi.

2. Vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire

Le pays accuse un déficit alimentaire structurel, le potentiel et les moyens de production limités ne permettent pas la poursuite d'objectifs d'autosuffisance alimentaire. L'agriculture irriguée n'est pratiquée que dans le sud du pays, dans la vallée du fleuve Sénégal ; elle demeure peu performante. Ce secteur, malgré les lourds investissements consentis, est caractérisé par la réduction du potentiel aménagé et par un environnement global de l'hydro agriculture peu développéⁱⁱ.

Les cultures traditionnelles dans le bas-fond et le diéri assurent pour l'essentiel, la production céréalière, mais restent fortement dépendantes du niveau de la pluviométrie et d'une série de contraintes et risques structurels. Le walo - ou décrue - au niveau de la vallée constitue l'autre forme de culture et participe à la production céréalière. Malgré son insuffisance, la production agricole reste un pilier important de la sécurité alimentaire (assurant près du tiers de la couverture des besoins).

En 1996, un Mauritanien sur deux (50% de la population mauritanienne) vivait en dessous du seuil de pauvreté (seuil de pauvreté égal à 53.841 UM²). L'extrême pauvreté touche 60% des ménages ruraux du fleuve et 72% des autres ménages ruraux en général.

Depuis la sécheresse des années 70, les ménages ruraux ont développé des stratégies d'accès à l'alimentation à travers des activités génératrices de revenus (AGR). Cependant, les opportunités relatives aux AGR sont très limitées. L'élevage et le transfert d'argent demeurent les remparts essentiels des populations pour s'assurer l'achat de la nourriture.

L'analyse des données secondaires a permis de comprendre d'une part les deux principaux types de vulnérabilité à la sécurité alimentaire (structurelle et conjoncturelle) et d'autre part les causes multifformes de cette vulnérabilité. Ces causes englobent la sécheresse, la désertification, la pression des ennemis de la culture, les problèmes de santé, le manque d'éducation, les facteurs démographiques défavorables, la faiblesse des opportunités d'emploi et de développement des activités génératrices de revenus ainsi que les problèmes liés à l'environnement.

Selon le niveau de sécurité alimentaire, les ressources disponibles, les types et les degrés de risques liés à l'insécurité alimentaire, des zones ont été identifiées comme vulnérables et ont été ciblées dans le cadre du programme pays du PAMⁱⁱⁱ. Ces zones avaient fait l'objet des enquêtes depuis 2002 afin de mieux appréhender les facteurs de vulnérabilité, de mesurer le niveau et de caractériser les populations et les localités vulnérables en utilisant les méthodes quantitatives et qualitatives : enquêtes ménages et nutritionnelles d'une part et les « focus groupes » pour détecter des facteurs exogènes d'autre part. Néanmoins, des manquements ont été constatés au niveau de la méthodologie de ces enquêtes : d'abord au niveau de la couverture géographique, ensuite concernant l'intégration des marchés, des enquêtes au niveau des villages et des aspects nutritionnels, et enfin au niveau d'une base solide de comparaison.

ⁱⁱ Faible performance du mécanisme de crédit, timidité relative des filières de transformation et de commercialisation, faible maîtrise des paquets technologiques, sécurisation foncière inachevée.

ⁱⁱⁱ Voir le rapport VAM, Mauritanie, 2002.

3. Problématique

L'analyse globale sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire (CFSVA) a pour but de renforcer les connaissances de base sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité en Mauritanie. A cette fin, l'analyse cherche à répondre aux questions suivantes :

- Qui sont les personnes en insécurité alimentaire ?
- Combien sont-elles ?
- Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?
- Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire ?
- Quelle est la façon la plus appropriée d'intervenir ?

En répondant à ces questions, le rapport espère fournir des informations aux décideurs du PAM et aux autres intervenants actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire sur la meilleure façon de programmer l'aide alimentaire et non alimentaire au niveau national.

4. Méthodologie et source des données

4.1 Collaboration

Le PAM et l'UNICEF ont mener conjointement cette enquête grâce à la collaboration du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et particulièrement l'Observatoire à la Sécurité Alimentaire du CSA.

Cette étude a été menée avec la participation d'agences des Nations unies (FAO, OCHA), le FEWS-NET et les agences non gouvernementales (ACORD, ADICOR, ARDM, AU SECOURS, FLM, OXFAM-GB) par la mise en place d'un Comité de Pilotage (CP).

Les rencontres régulières de ce comité ont permis de suivre le bon déroulement de cette étude. Ces réunions ont largement contribué à la validation de la méthodologie et des outils de collecte de données. Les différents partenaires ont eu à participer aux activités de collecte de données à travers un appui technique, logistique et financier pour la réussite de cette enquête.

Cette l'enquête n'aurait jamais pu aboutir sans la participation active des bureaux régionaux du PAM (ODD) et de l'UNICEF à Dakar et de la division de l'Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité (VAM) à Rome.

4.2 Concepts de base

L'analyse se base sur des standards reconnus et sur des concepts développés par l'unité VAM du PAM à Rome^{iv}.

Lors du Sommet mondial pour l'alimentation de 1996, la sécurité alimentaire a été définie comme suit : « *tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* ».

Ainsi, la sécurité alimentaire est axée sur trois concepts fondamentaux ³:

- Approvisionnement ou **disponibilité** alimentaire suffisant, c'est la quantité de nourriture qui est disponible dans un pays ou une zone en tenant compte de toutes les formes de production domestique et industrielle, les importations commerciales et l'aide alimentaire ;
- **Nourriture accessible** ou abordable, c'est la possibilité pour tout ménage de pouvoir régulièrement acquérir la quantité nécessaire de nourriture grâce à la combinaison de sources telles que sa propre réserve et production, les achats, le troc, les dons, l'emprunt ou l'aide alimentaire ;
- **Utilisation** appropriée de la nourriture : (a) l'utilisation par les ménages de la nourriture à laquelle ils ont accès et, (b) satisfaction des besoins en éléments protéino-énergétiques et en micronutriments.

La **vulnérabilité à l'insécurité alimentaire** se définit par « l'exposition au risque atténué par la capacité de faire face »⁴, cette vulnérabilité peut avoir un caractère structurel ou conjoncturel. Une autre manière de formuler le concept de vulnérabilité serait : « Est

^{iv} Ces concepts se trouvent à l'adresse www.vam.wfp.org.

vulnérable, celui qui, se trouvant confronté à un environnement à haut risque, n'est pas prémuni par rapport au risque encouru »⁵.

L'étude fait grandement référence au terme de **ménage**, il est utilisé dans plusieurs sens en fonction du contexte opérationnel et institutionnel dans lequel il est employé. Dans le cadre de cette analyse, la définition suivante a été retenue :

« C'est un groupe de personnes (ou une seule personne) apparentées ou non, vivant ensemble dans le même logement ou concession, et satisfaisant ensemble leurs besoins économiques et sociaux essentiels (nourriture en particulier). Ils reconnaissent en général l'autorité d'un chef de ménage. »

En général, la majorité des ménages ont développé des stratégies de vie. Le but de ces stratégies est d'améliorer les conditions de vie du ménage de plusieurs façons: (a) manger à sa faim ; (b) stabiliser les sources de revenus ; (c) s'assurer que les enfants bénéficient d'une éducation ; (d) accéder au crédit et aux services de santé ; ou (d) mieux gérer et utiliser les ressources naturelles.

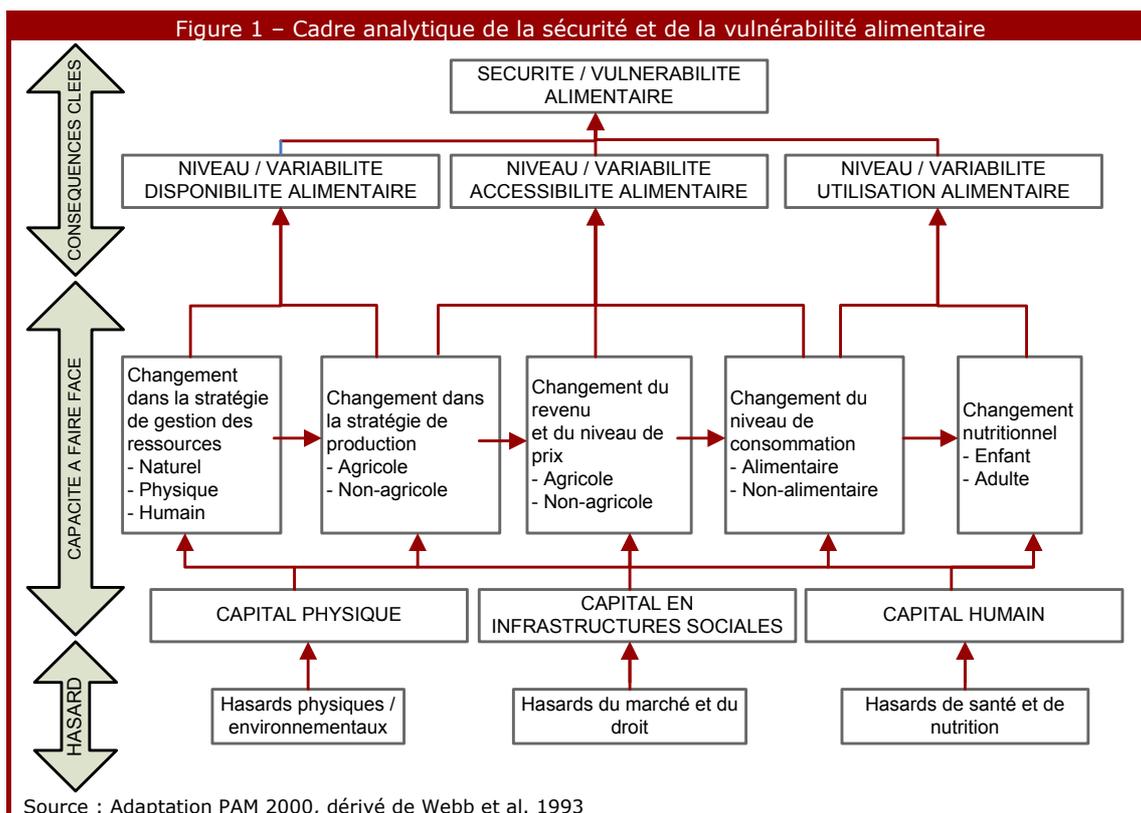
Les stratégies de mode de vie sont souvent basées sur une palette de ressources disponibles et accessibles pour le ménage. Ces ressources sont à la fois concrètes (la terre, le travail, le crédit, le cheptel) ou immatérielles (qualifications, savoir, réseau social). A travers une combinaison et une transformation de ces ressources, le ménage est en principe capable de mettre en place des stratégies pour améliorer son niveau de vie.

4.3 Collecte et analyse des données secondaires

De nombreuses études ayant trait à la sécurité alimentaire et à ses causes et conséquences ont été faites en Mauritanie depuis une quinzaine d'années. L'étude CFSVA Mauritanie a cherché à compiler une variété de sources secondaires incluant à la fois des enquêtes quantitatives et qualitatives, des statistiques gouvernementales et des conversations informelles avec des personnes clés. Ces données sont incorporées dans le rapport afin de valider et de comparer les résultats de l'enquête ou tout simplement d'ajouter des informations sur la sécurité alimentaire non comprises dans cette étude. Ces sources sont citées en fin de rapport. Les chiffres non référencés dans le texte proviennent de cette enquête (données primaires).

A partir des données disponibles en Mauritanie et des « directives de réalisation d'une analyse de données secondaires dans le cadre d'une analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité⁶ », les facteurs de risques et les principales sources de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ont été identifiés et ont permis de guider et de renforcer l'exercice de collecte des données primaires.

Il est à noter qu'il découle de l'inventaire des données secondaires que le dispositif de collecte des données souffre encore d'un manque de fiabilité. En l'absence d'enquêtes spécifiques réalisées avec plus de rigueur, le problème de la réhabilitation de l'outil statistique se pose. En effet, en dehors des enquêtes réalisées par l'Office national de la statistique (ONS) et le Service des statistiques agricoles, les autres sources sont des sources occasionnelles ou des sources dont la fiabilité peut être grandement améliorée.



4.4 Collecte et analyse des données primaires

La collecte des données primaires s'est déroulée en décembre 2005 auprès de 1953 ménages dans 196 villages au niveau national à l'aide de trois instruments.

4.4.1 Instruments de collecte des données

- **Le questionnaire village^v** : le questionnaire village a été structuré et conçu pour collecter des informations qualitatives sur (1) les infrastructures de transport et de marché, (2) les infrastructures d'éducation, (3) les infrastructures sanitaires et d'hygiène, (4) l'approvisionnement en eau potable, (5) les prix des produits de consommation courante et du bétail, (6) l'assistance et l'aide alimentaire. Le questionnaire village a pour but de mettre en contexte et de comparer l'information collectée au niveau des ménages. Il est administré en séance publique (focus groupe) et les questions suscitent souvent un débat contradictoire au sein de l'assistance. Les réponses faisant le consensus sont alors notées. Les options de réponses n'ont pas été systématiquement divulguées aux enquêteurs. A la place, il a été demandé aux enquêteurs d'enregistrer exactement les réponses fournies par les enquêtés.
- **Le questionnaire ménage^{vi}** : le questionnaire ménage a été conçu pour collecter des informations d'ordre quantitatif dans 10 domaines: (1) démographie, (2) migration, (3) habitat et équipement du ménage, (4) agriculture et élevage, (5) revenus, (6) dépenses, (7) consommation alimentaire et source des aliments consommés, (8) chocs et sécurité alimentaire, (9) santé maternelle, (10) santé et nutrition des enfants. L'outil est un questionnaire structuré utilisant des questions ouvertes. Les options de réponses étaient données aux enquêteurs mais pas aux enquêtés. Dans plusieurs cas, les personnes interrogées pouvaient fournir plus d'une réponse.
- **Le questionnaire anthropométrique^{vii}** : il concerne les enfants de 0 à 59 mois et les femmes en âge de procréer. L'outil permet de collecter les données anthropométriques (âge, poids, taille, et éventuellement présence d'œdèmes) et les données contextuelles de l'enfant (rang dans la fratrie, alimentation, sources de l'eau consommée, maladies

^v Voir annexe 2.

^{vi} Voir annexe 1.

^{vii} Voir annexe 1.

contractées, niveau d'instruction de la mère etc.). Les données sur les femmes en âge de procréer concernent la santé maternelle, les pratiques d'hygiène corporelle et maternelle et le suivi médical des grossesses.

Tous les questionnaires ont été conçus de façon participative en collaboration avec des représentants de diverses agences actives dans le domaine de la sécurité alimentaire en Mauritanie. La composition des équipes est faite de telle sorte que les enquêteurs maîtrisent la langue parlée dans la zone où ils sont affectés. Bien que cela puisse être considérée comme une des faiblesses de l'enquête (différents enquêteurs peuvent traduire la même question de différentes façons), la relative simplicité des questions limite le risque d'interprétation erronée. Avant le lancement effectif de l'enquête, les questionnaires ont été validés par le comité de pilotage. Des ménages ont été choisis de façon aléatoire sur le terrain auprès d'un échantillon situé dans une zone hors étude pour la finalisation des outils. Après chaque essai, des révisions nécessaires ont été apportées aux questionnaires. La formation des enquêteurs a beaucoup contribué à la réduction de ce biais.

4.4.2 Collecte de données

La collecte des données sur le terrain pour l'enquête CFSVA Mauritanie a été organisée par la PAM et l'UNICEF avec la participation du gouvernement (CSA) et des ONGs. Les 13 équipes de 5 personnes (ce qui fait un total de 65 individus) ont conduit la collecte dans 10 des 13 wilayas que comprend la Mauritanie (voir section suivante). Chaque équipe était composée d'un chef d'équipe, d'un superviseur chargé de l'enquête en communauté, de trois enquêteurs ménage et d'un chargé des relevés nutritionnels et anthropométriques. Le superviseur d'équipe avait une expérience prouvée dans la conduite d'enquête nutritionnelle et de sécurité alimentaire et les enquêteurs disposaient aussi d'une expérience adéquate. Au moins un des enquêteurs était nutritionniste, professionnel de la santé avec un expérience prouvée dans la prise de mesures anthropométriques et ceci dans chaque équipe.

La formation des enquêteurs s'est faite sous la supervision des consultants VAM, le chargé de l'étude CFSVA et celui du bureau régional. Les équipes d'enquêteurs⁷ ont été formées en petits groupes afin de faciliter la compréhension des questionnaires et a ainsi permis d'éviter différentes interprétations des questions. Toutes les équipes ont fait un exercice test grandeur nature dans l'Inchiri ce qui a permis de corriger beaucoup d'erreurs de compréhension.

4.4.3 Echantillonnage

L'échantillonnage a été réalisé de façon à satisfaire trois niveaux de représentativité : le niveau administratif (wilaya), par strates ou zones VAM (PAM) et par zones agro-écologiques (zones de FEWSNET). La méthodologie utilisée au cours de cette collecte procède d'un sondage probabiliste à deux degrés, avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages échantillonnés dans ces villages. L'échantillon ainsi défini est basé uniquement sur les villages ruraux. Les chiffres sur la population se basent sur le recensement 2000 et les wilayas et villages définis comme urbains ou urbano-industriels ont été retirés de l'échantillon.

L'échantillonnage compte 1953 ménages répartis dans 196 villages sur le territoire mauritanien. Comme le montrent la carte ci-dessous, les villages sont dispersés de façon différentes suivant les strates.

Niveau administratif : seules les wilaya urbano-industrielles n'ont pas été concernées, à savoir le Tiris Zemmour, Dakhlet Nouadhibou et le District de Nouakchott. Ainsi sur les 13 régions du pays, 10 sont concernées.

Niveau agro-écologique : toutes les zones FEWSNET ont été concernées par la collecte de données primaires, à l'exception de la zone côtière fortement urbano-industrielle.

Niveau strate : il s'agit de strates définies par le Programme Alimentaire Mondial dans le cadre de la mise en place de son système de suivi de la vulnérabilité. Ces strates sont représentatives de la zone d'intervention du pays dans le cadre de son Programme de pays (CP) et de son Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR). Ainsi cette zone est divisée en 5 strates et toutes les strates ont été concernées par l'échantillonnage.

Carte 2 - Carte de répartition des villages échantillonnés

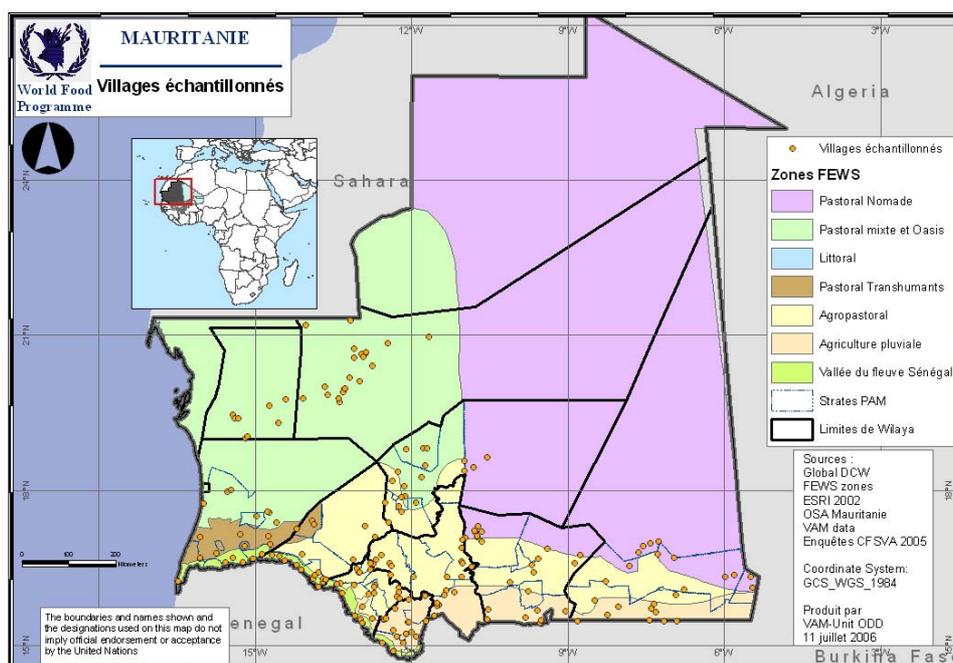


Tableau 1 - Méthode d'échantillonnage par zone administrative (Wilaya)

Wilaya	Nombre de ménages échantillonnés	Pourcentage de ménages échantillonnés
Wilaya		
Adrar	175	9%
Assaba	201	10%
Brakna	180	9%
Gorgol	228	12%
Guidimakha	180	9%
Hodh El Chargui	246	13%
Hodh El Gharbi	227	12%
Inchiri	89	5%
Tagant	209	11%
Trarza	202	10%
Zone agro-écologique		
1 - Nomadisme pastoral	192	10%
2 - Mixte pastorale et oasisienne	414	21%
3 - Transhumance pastorale	90	5%
4 - Agropastorale	608	31%
5 - Agriculture pluviale	403	21%
6 - Vallée du fleuve Sénégal	230	12%
Strates		
Affolé	214	11%
Aftout	218	11%
Fleuve	311	16%
N/A	667	34%
Pastoral	283	14%
Sud-est	244	12%
Total enquêtés	1953	

Source : Programme Alimentaire Mondial

4.4.4 Saisie des données

La saisie des données a été effectuée sous MICROSOFT ACCES. Toutes les données quantitatives collectées par cette étude sont disponibles en annexe (voir CD) sous forme de tableaux désagrégés par Wilaya, groupe de mode de vie, strates, zones FEWS Net, sexe du chef de ménage et zones VAM.

4.5 Etudes de marchés

Une composante de marchés a été intégrée dans le CFSVA afin d'approfondir la compréhension des interactions entre l'évolution des marchés et l'accès économique des ménages aux produits alimentaires. Plus globalement, l'objectif principal de cette composante est de montrer comment les marchés peuvent atténuer ou accentuer les conséquences des crises sur les groupes identifiés comme vulnérables par le CFSVA, par l'identification des risques liés au fonctionnement des marchés et l'analyse de l'impact de l'évolution des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages. De plus, cette étude fait aussi une proposition pour un système de suivi des marchés.

L'analyse des marchés permet d'abord d'évaluer la composante disponibilité de l'analyse de la sécurité alimentaire : les marchés céréaliers, du lait et de la viande jouent un rôle de "distributeur" de la production nationale et les importations alimentaires. Donc, l'analyse tente de répondre aux questions telles que : les marchés sont-ils suffisamment approvisionnés ? Quels sont les risques qui menacent un bon approvisionnement ? Comment gérer ces risques ?

Ensuite, dans le cadre de l'analyse de la deuxième composante de la sécurité alimentaire, qui est l'accès aux aliments, les marchés alimentaires jouent un rôle en raison de leur influence sur : a) les niveaux des revenus (prix de vente) ; b) les prix d'achats, et donc sur le pouvoir d'achat réel.

L'analyse des marchés a été divisée en trois volets, organisés selon le niveau et la manière de collecter les données entre décembre 2005 et mai 2006: a) un consultant a collecté et analysé les informations concernant les marchés au niveau national, régional et local ; b) un deuxième consultant a tenu des "focus groupes" avec des groupes vulnérables dans un sous échantillon des villages échantillonnés pour le CFSVA (35 des 196 villages) ; et c) l'analyse des données collectées par les questionnaires du CFSVA au niveau des villages et des ménages. Ces trois volets ont été intégrés par le chargé régional de l'analyse des marchés du PAM pour l'Afrique de l'Ouest.

L'analyse entière est présentée dans le document : « Profil des marchés céréaliers et de bétail : implications pour la sécurité alimentaire », composé de deux volumes : a) le rapport principal ; et b) l'annexe technique. Les documents ont été présentés au comité technique du CFSVA pour validation.

4.6 Etude nutritionnelle

Les principaux objectifs de cette enquête nutritionnelle sont de :

- Recueillir des données représentatives sur le terrain permettant de mesurer les indicateurs de nutrition des enfants et de santé des enfants et des mères ;
- Fournir des informations sur les facteurs alimentaires, sanitaires et socio-économiques susceptible d'influencer le statut nutritionnel des enfants ;
- Elaborer des recommandations sur les stratégies à mettre en œuvre et/ou à renforcer pour améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants, des mères allaitantes et des femmes enceintes.

Le tirage de l'échantillon a été effectué pour être proportionnellement représentatif au niveau des zones agro-écologiques et des wilayas. En moyenne, 30 enfants ont été sélectionnés dans chaque village parmi les 10 ménages échantillonnés dans l'enquête sécurité alimentaire des ménages. Tous les enfants de 6-59 mois présents dans le ménage ont été pesés et mesurés. Si ce chiffre de 30 enfants n'était pas atteint, il était alors complété par un tirage aléatoire de ménages supplémentaires pour la partie nutrition. Au total **5828 enfants** ont été pesés et mesurés dans **5069 ménages** et **3966 mères** d'enfants ont été interviewées.

La partie sanitaire et nutritionnelle du questionnaire a été administrée dans les ménages sélectionnés, les données démographiques des femmes âgées entre 15 et 50 ans s'occupant d'un enfant de moins de cinq ans ont été collectées. Le questionnaire comprend plusieurs parties permettant de mesurer l'état nutritionnel des enfants et mettre en exergue les causes directes et sous-jacentes de la malnutrition : mesures anthropométriques des enfants (âge, poids et taille), pratiques d'allaitement et d'alimentation complémentaire, données sanitaires de l'enfant (vaccination, maladies) et

de la mère (soins prénataux, maladies), pratiques d'hygiène, données socio-économiques des mères (éducation, âge, etc.)

4.7 Groupes de mode de vie

En utilisant l'analyse des composantes principales (*Principal Component Analysis – PCA*) et l'analyse par fragmentation (*Cluster Analysis*), les ménages ont été groupés selon leurs stratégies de vie les plus importantes. Il est assumé que la stratégie de vie principale du ménage équivaut au double de la seconde stratégie et ainsi de suite. Il est à noter que l'agriculture est la principale source de revenu pour la majorité des ménages, mais ce qui les distingue les uns des autres est l'importance de l'agriculture et l'importance de moyens de vie supplémentaires, autrement dit le complément de revenu. Cette analyse a montré dix groupes de mode de vie différents détaillés dans la section 5 de la Partie II.

4.8 Limites de l'étude

Alors que l'étude fut conduite de la manière la plus rigoureuse possible, certaines limitations se doivent d'être exposées :

- **Les questionnaires** : à cause de la multitude de langues et dialectes^{viii} en Mauritanie, les enquêteurs devaient pratiquer à la fois le français et l'arabe et, si possible, les langues locales des zones enquêtées. Les traductions des questions sur le terrain de façon spontanée ont pu causer des erreurs. Cependant, une formation intensive quant à l'utilisation du questionnaire et la relative simplicité des questions et concepts auront contribué à réduire toute interprétation erronée des questions.
- **Les données nutritionnelles** : l'enquête CFSVA a collecté des données nutritionnelles (mesures anthropométriques). La procédure d'échantillonnage ne suit pas rigoureusement les standards communément admis pour la collecte de données sur les femmes et enfants au niveau des ménages, soit 30x30. Au sein de chaque ménage, seulement une femme et ses enfants ont été choisis. De ce fait, quelques tendances biaisées peuvent apparaître. Peu de ménages, cependant, offraient plus d'un seul participant (mère) pour ce type de données. Certaines données pour la région de Guidimakha ont dû être complétées par une seconde enquête effectuée en mai 2006 avec l'accord du comité de pilotage.
- **La qualité des données** : des rappels imprécis et certaines estimations quantitatives peuvent avoir affectés la qualité des résultats, les enquêteurs ont été formés dans le but d'y remédier grâce à diverses méthodes. De même, dans certains cas, les attentes (aide alimentaire par exemple) et les convictions des répondants^{ix} peuvent avoir un impact sur les réponses et ainsi biaiser certaines tendances, en particulier dans le cas de zones fréquemment sollicitées pour des enquêtes (sud du pays). Cela peut être mitigé par le fait que la personne interrogée soit sensibilisée au moment de son accord de participation au fait qu'aucun bénéfice ou compensation ne sera accordé. De plus, l'anonymat et le fait que l'enquête ne soit en aucun cas liée à quelque programme d'aide peuvent avoir aussi diminué cet effet.
- **La collecte des données** : du fait que la sélection des sites soit effectuée de façon aléatoire, il fut difficile d'accéder à quelques zones de l'enquête pour des raisons logistiques (état des routes). Ces problèmes peuvent avoir limité le temps dévoué à chaque entrevue. Dans la majorité des cas, les entrevues se sont déroulées sans contraintes notables.
- **L'insertion des données** : des problèmes de retranscription de certaines données ont été notés occasionnant des difficultés dans la saisie et le nettoyage des bases de données. De ce fait certaines données ne figurent pas dans les annexes et quelques codes n'ont pas pu être identifiés. Il en résulte de la perte d'information pour 16 questionnaires.
- **Les données sur la santé** : les informations sur les maladies décrites dans le questionnaire sont rapportées par l'enquêteur et ne sont pas nécessairement confirmées par un diagnostic médical.

^{viii} Arabe (officiel), Pulaar, Soninke, Français, Hassaniya, Wolof.

^{ix} Quand la personne interrogée répond en pensant satisfaire ses propres attentes ou celles de l'enquêteur.

•

Partie II – Contexte Socio-économique

1. Contexte historique et politique

1.1 Brève histoire de la Mauritanie

En 1997, le président Taya est réélu avec 90,25 % des voix, lors d'une élection boycottée par l'opposition. Ebranlé par plusieurs tentatives de déstabilisation depuis le début des années 2000, le gouvernement du président Ould Taya a finalement été chassé du pouvoir, le 3 août 2005, par un Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) présidé par le colonel Ely Ould Mohammed Vall, le directeur général de la sûreté nationale. Le coup d'Etat, qui a eu lieu alors qu'Ould Taya assistait aux obsèques du roi Fahd, s'est déroulé sans effusion de sang et n'a été condamné que du bout des lèvres par la communauté internationale.

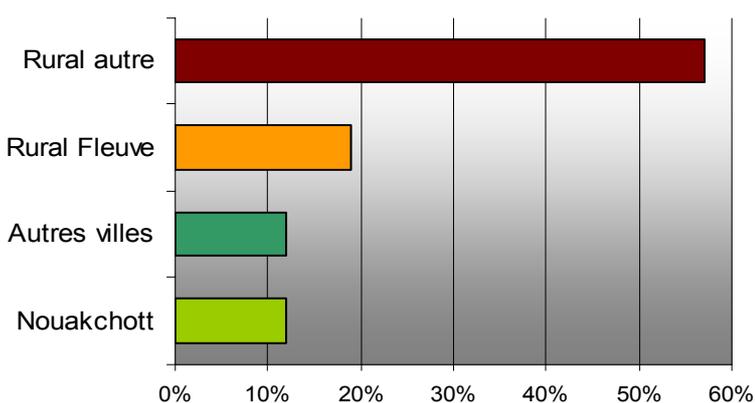
En novembre 2005, les rares sanctions mises en place à l'encontre du nouveau régime ont été levées, la junte s'étant engagée à organiser des élections présidentielles au cours du premier semestre 2007. Le futur président mauritanien devrait être élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

1.2 Pauvreté et politiques gouvernementales de lutte

1.2.1 Pauvreté

Selon la dernière enquête sur les conditions de vie des ménages⁸, la pauvreté concernait, en 1996, près de la moitié de la population mauritanienne, tandis que celle de l'extrême pauvreté touchait près du tiers de celle-ci.

Figure 2 – Répartition de la pauvreté en Mauritanie



Source: données de l'enquête EPCV 1996

La pauvreté est, cependant un phénomène rural. Ainsi, l'incidence de la pauvreté (individuelle), en 1996, était en moyenne de 68,1% en milieu rural contre 26,8% en milieu urbain.

Cinq wilayas sur 13 affichent des taux de prévalence de la pauvreté supérieurs à 65%.

Comme le montre la figure 2, la zone rurale contribue pour plus des trois quarts à la pauvreté. Au sein de celle-ci, de nettes disparités sont mises en évidence entre le « Rural Fleuve » (vallée du fleuve Sénégal) où l'étendue de la pauvreté est de 60% et le « Rural Autre » (zone aride) où elle atteint 71%. Cette dernière zone regroupe à elle seule plus de 57% des pauvres. L'analyse en terme d'extrême pauvreté confirme cette tendance.

L'étude CFSVA présente des indicateurs de la pauvreté tout au long de ce rapport. Ces indicateurs, une fois cumulés peuvent donner matière à comparaison avec les chiffres cités plus haut mais ce n'est pas l'objectif de cette étude. A cette fin, le lecteur pourra se référer aux tableaux en annexe.

1.2.2 Politiques de lutte contre la pauvreté

Le Sommet du millénaire d'une part et l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) d'autre part, ont créé en Mauritanie un contexte nouveau marqué par l'adhésion des autorités nationales et des partenaires aux objectifs de développement. Cela se traduit par l'élaboration participative d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) se référant à ces objectifs et servant de plate-forme commune pour l'identification des stratégies nationales et des programmes d'appui à la Mauritanie. Enfin, les ressources nouvelles issues de la réduction de la dette et du pétrole, qui devraient être affectées à la lutte contre la pauvreté, sont en effet de nouvelles données qui viennent complètement

modifier les cadres programmatique, financier et opérationnel de la lutte contre la pauvreté en Mauritanie.

La Mauritanie a été l'un des premiers pays à élaborer un CSLP portant sur la période 2001-2015. En juillet 2001, une loi d'orientation relative à la lutte contre la pauvreté a été adoptée. Cette loi place l'éradication de la pauvreté comme priorité dans toutes les politiques publiques de la nation.

Le CSLP s'articule autour des axes suivants : (1) accélérer la croissance économique (réduction de la dépendance, amélioration de la compétitivité de l'économie), (2) valoriser le potentiel de croissance et de productivité des pauvres, (3) développer les ressources humaines et l'accès aux infrastructures essentielles, et (4) promouvoir un réel développement institutionnel s'appuyant sur une bonne gouvernance et sur la pleine participation de tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté.

2. Population et données démographiques

2.1 Contexte mauritanien

La société mauritanienne se caractérise par une fécondité élevée, l'Indice synthétique de fécondité (ISF) est de 6,3 enfants/femme⁹, une mortalité infantile de 74 p. mille et taux brut de 13 p. mille en régression mais plafonnant à des valeurs encore élevées¹⁰, une natalité élevée (taux moyen annuel de 45 p. mille, en régression¹¹) et une forte croissance démographique (2,93% par an¹²).

Population, total (millions)	3,0
Croissance de la population (annuelle %)	2,9
Densité (habitant/km ²)	3,0
Superficie totale (milliers de km ²)	1026
Espérance de vie à la naissance (en année)	53,3
Mortalité infantile (pour 1,000 naissances)	74
Taux d'alphabétisation des jeunes femmes (% âge 15-24)	55,5
Produit Intérieur Brut (milliards US\$)	1,6
Produit Intérieur Brut par capita (US\$)	530
VIH/SIDA, total (% de la population, âge 15-49)	0,6

Source : World development Indicators, avril 2004

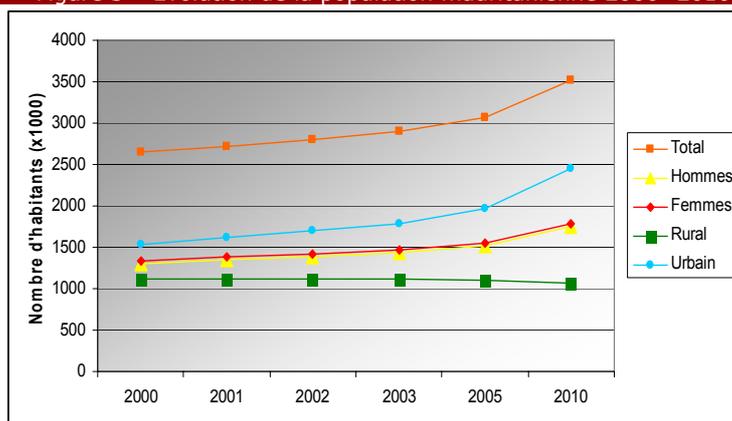
A cela s'ajoutent des mouvements migratoires intenses régionaux (plus d'un Mauritanien sur deux est concerné par la migration) et une population très jeune (l'âge médian est de 18 ans et 44,2% ont moins de 15 ans¹³). A la jeunesse de la population mauritanienne s'ajoutent l'étroitesse des classes d'âge actives (49,7% ont un âge compris entre 15 et 59 ans)¹⁴ et la forte croissance des besoins alimentaires et des services sociaux de base (santé, éducation, emploi, logement, eau, assainissement, etc.).

En 1960, les villes n'abritaient que 3,5% d'une population qui demeurait essentiellement rurale avec plus de 60% de nomades. Dans les années 1970, la destruction des systèmes de production ruraux a déclenché un phénomène de sédentarisation et d'urbanisation de grande ampleur. A partir de 1988, l'augmentation de la population urbaine n'est plus seulement alimentée par l'exode des ruraux nomades mais également par celui de la population rurale sédentaire qui prend à son tour le chemin des centres urbains. La Mauritanie possède aujourd'hui un taux d'urbanisation de plus de 60%¹⁵ et les projections prévoient un taux d'urbanisation de 67% à l'horizon 2010.

Année	1960	1965	1977	1988	2000	2010
Population rurale sédentaire	33,5%	33%	44%	48,6%	37%	33%
Population nomade	63%	60%	33%	12%	5%	0%
Population urbaine	3,5%	7%	23%	39,4%	58%	67%

Source : Office National de la Statistique

Figure 3 – Evolution de la population mauritanienne 2000- 2010



Sources : ONS, UNFPA, FAO

Toutefois, la diminution du pourcentage de la population rurale au cours des trente dernières années, ne s'est pas faite dans les mêmes proportions. Ainsi, l'examen de l'évolution de la population par Wilaya et par Moughataa fait apparaître dans ce domaine des disparités importantes.

Encadré 1 - Principales observations : Démographie (données secondaires)

Globalement, l'évolution de la population dans le pays peut-être résumée dans les éléments suivants :

(1) une population jeune qui a presque doublé en moins de vingt cinq ans, passant de 1 338 830 habitants en 1977 à près de 3 millions d'habitants en 2000

(2) un taux de croissance moyen annuel (2,9%) relativement élevé à cause d'un taux de natalité élevé (31 pour 1000) et d'une baisse sensible de la mortalité avec l'amélioration des conditions de vie et de santé.

Elle a connu des mutations profondes avec les phénomènes de sédentarisation et d'urbanisation se traduisant par :

(1) une diminution remarquable de la proportion des ruraux en l'espace de 45 ans (de 1965 à 2000) qui est passée de 93% à 42%, les nomades qui représentaient 60% sont maintenant réduits à 5%

(2) inversement un taux d'urbanisation qui a été multiplié par huit (de 7% à 58%) pour la même période.

2.2 Caractéristiques démographiques des ménages enquêtés

La présente enquête a collecté, au niveau des ménages et des villages, une importante quantité de données démographiques. Cependant, le recensement de l'année 2000 présente des résultats plus exhaustifs. Les informations recueillies dans l'enquête et relatives à la population et à la démographie décrivent les résultats de cette étude et ne peuvent en aucun cas remplacer celles du recensement national.

Les chefs de ménages mauritaniens enquêtés sont majoritairement des hommes d'une cinquantaine d'années, mariés et hébergeant sous leur toit 4 enfants de moins de 15 ans et une voire deux épouses (pour 10% d'entre eux). Peu de personnes de plus de 60 ans ont été retrouvés dans les ménages ruraux enquêtés (moins de 0,5 personnes en moyenne avec un léger avantage pour les femmes).

Il est à noter que la wilaya de Guidimakha se détache un peu de ce modèle notamment par le nombre plus important de ménages dont le chef est un homme, par des taux de polygamie et de mariage plus élevés (95% et 22% respectivement) et enfin par un nombre plus élevé d'enfants de moins de 15 ans avec plus de 6 par ménage. Cette même tendance se retrouve dans la zone de la vallée du Fleuve.

3. Migrations

3.1 D'où partent les migrants ?

La migration est une caractéristique traditionnelle de la population mauritanienne (commerce, nomadisme, transhumance, migrations saisonnières). Dans les dernières décennies c'est la sécheresse qui a provoqué un exode rural massif, poussant les nomades à se sédentariser. Le phénomène migratoire reste important, l'EPCV 2000 constate un taux de migration de 22% et relève que plus du quart des personnes âgées de plus de 10 ans déclarent qu'elles ont l'intention de changer de lieu de résidence.

Aussi, la route de Nouadhibou - Nouakchott^x, qui traverse depuis peu le Maroc et le Sénégal relie l'Europe à l'Afrique subsaharienne d'une part, et l'exportation prochaine du pétrole de l'autre part, laisse supposer des mouvements migratoires intenses dans les prochaines années, y compris la migration de la main d'oeuvre.

Les statistiques en la matière sont très rares, celles qui existent sont soit inaccessibles, soit de couverture très limitée, soit très anciennes (RGPH 1988) ou encore non fiables en ce qui concerne la variable nationalité (ENM 1992 et RGPH 2000)¹⁶. Les transferts d'argent des citoyens vivant à l'étranger représentaient deux millions de dollars en 2000 soit 0,3% du PIB et 1,7 millions en 2001¹⁷. Ce chiffre semble pourtant faible et loin de la réalité car une grande part des transferts se fait par des voies non officielles.

L'enquête cherche à savoir, à travers une série de questions posées aux ménages et dans les villages, l'influence des flux migratoires et d'argent sur la sécurité alimentaire. Ainsi, on a demandé aux enquêtés le pourcentage, le nombre et le sexe des émigrés de leur ménage, leur destination et temps d'absence et la valeur et le type des transferts.

Il apparaît que dans la Mauritanie rurale, deux membres par ménage ont émigré dans 42% des cas, soit presque un ménage sur deux. La wilaya qui présente le plus de ménages avec au moins deux membres émigrés est le Brakna où 66% des ménages ont reporté avoir au moins un membre qui a émigré. Dans le Guidimakha en revanche, c'est un peu plus du quart. Les données au niveau des ménages ont montré que le Trarza (48% des villages révèle avoir des membres en migration) et le Hodh El Charghi (63%) sont les régions où les migrations sont les moins fréquentes. A l'opposé, 100% des villages de l'Assaba ont reconnu avoir des membres en migrations.

Ces émigrés se déplacent principalement à l'intérieur du pays ce qui est, comme expliqué plus haut, peu surprenant si l'on se base sur la culture nomade du peuple mauritanien. Mais l'étude présente l'avantage de dresser un des premiers constat chiffré et temporel de ce mouvement. Ainsi, la destination privilégiée des migrants est la capitale, Nouakchott, qui attire 38% d'entre eux (65% pour le Brakna). Cette tendance est confirmée par les données collectées au niveau des villages. Viennent ensuite les autres wilayas avec 20% (dont 40% pour le Tagant) et leur chef lieu avec 8% (20% pour l'Adrar). Ces données sont une fois de plus confirmées au niveau des villages avec notamment 58% des villages du Hodh El Chargi déclarant que la destination principale des villageois est le chef lieu de région.

En ce qui concerne la migration des mauritaniens vers l'étranger, la destination privilégiée reste l'Afrique (11%) et tout particulièrement pour les ménages des wilayas du sud comme le Hodh El Charghi (38%) ou encore pour les membres des villages de l'Inchiri (22%). Même si l'Europe ne représente que 2% des destinations, il est intéressant de souligner que 11% des ménages du Guidimakha en prennent la destination^{xi}.

3.2 Qui part et pour combien de temps ?

Soixante six pourcent des ménages enquêtés ont vu leur chef partir à l'émigration. Ce chiffre atteint des proportions considérables pour les wilayas du Trarza et du Tagant (plus de 80%). Il est donc compréhensible que la majorité des migrants soient des hommes de 18 à 50 ans (2 par ménages) et que très peu de femmes soient touchées par le phénomène. Ces hommes partent en majorité (52%) pour plus de six mois par an et selon les données des villages, les départs se font principalement deux fois par an suivant la wilaya de départ. Ainsi, pour l'Adrar (64%), le Hodh El Gharbi (58%) et le Guidimakha (50%) les départs s'effectuent en début de saison sèche. La migration pendant la période de récolte des cultures pluviales concerne les membres des villages du Brakna (71%) et du Gorgol (62%). Pour le reste la migration s'étale sur plusieurs périodes mais rares sont les migrants qui choisissent de partir en milieu de saison sèche. Pour ce qui est des retours des migrants dans leur village, c'est au début de l'hivernage que les flux sont les plus importants (65% des retours se font à cette période). Ces mouvements migratoires s'intensifient dans la majorité des villages principalement sous l'effet d'une mauvaise année agricole (55%).

^xNouadhibou est la capitale économique du pays et Nouakchott la capitale administrative. Elles sont toutes les deux situées sur la côte de l'océan Atlantique.

^{xi} Il était difficile de recouper ces chiffres avec les demandes faites dans les ambassades des pays concernés dans le cadre de cette étude.

3.3 Que font les migrants et combien cela rapporte-t-il ?

Les données récoltées au niveau des villages renseignent sur les activités qu'exercent les migrants en dehors de leur village d'origine. Les trois principales activités mentionnées concernent : a) le commerce surtout pour les migrants originaires de l'Inchiri, du Guidimakha et du Trarza, b) l'agriculture et vente de produits agricoles (principalement les membres des villages des deux Hodh, et c) les activités de manœuvre pour les villageois du Brakna et de l'Assaba. Il est à noter que l'élevage et la vente de produits d'élevage représentent une forte activité chez les membres des villages du Tagant.

Lorsque l'on a demandé aux ménages le type et la valeur des transferts de ces émigrés, il est ressorti trois types principaux. Tout d'abord, l'argent qui domine largement avec 81% des réponses. Ensuite viennent les transferts d'aliments et autres qui ne sont ni de l'habillement, ni de l'équipement. Ces transferts ont été évalués par les ménages eux-mêmes à plus de 17 000 UM par mois pour les aliments et presque 40 000 UM par mois pour l'argent. Donc, en faisant un calcul basé sur ces chiffres, en prenant compte que deux émigrants par ménage rapportent 40 000 UM pour six mois, l'échantillon rapporterait en transfert locaux et internationaux combinés plus de 1,2 million de dollars par an^{xii}. Le Trarza et le Brakna sont les premiers bénéficiaires de ces transferts.

4. Données socio-économiques des ménages

Dans le cadre de l'étude de sécurité et de vulnérabilité alimentaire, il est important de connaître les conditions de vie et de logement des enquêtés ce qui permet de se faire une idée sur leur richesse. Ces deux éléments constituent des indicateurs essentiels de la condition alimentaire des ménages.

4.1 Economie mauritanienne

L'économie mauritanienne est axée sur trois secteurs principaux : le secteur rural (agriculture et élevage), le secteur de la pêche et celui des mines. Le secteur rural reste traditionnel et très peu intégré dans les sphères économiques modernes. La pêche et les mines sont expansives et assurent pour l'essentiel les recettes d'exportations et aussi elles contribuent grandement aux recettes budgétaires du pays.

Les restrictions économiques opérées à partir de 1985 ont principalement visé à résorber les déséquilibres macro-économiques, à maîtriser et à réduire l'inflation afin de créer les bases d'une économie de marché favorable à la croissance. Ainsi, le taux de croissance du revenu national brut par habitant est passé de -1,2% en 1992 à 5,4% en 1999. Le taux d'inflation a été ramené en moyenne à 4%. Le déficit budgétaire qui était de 12,58 milliards d'ouguiyas en 1993, a été transformé en excédent budgétaire de l'ordre de 5,08 milliards d'ouguiyas en moyenne sur les quatre dernières années. Cependant, à cause des politiques de restrictions budgétaires, le taux d'investissement global a décliné durant la dernière décennie, passant de 15,2% à 14,1% du PIB (au prix courants de 1990). La faiblesse des capacités d'épargne interne (7,6% du PIB) y étant certainement pour quelque chose.

En fin janvier 1999, la Mauritanie a été admise par la Banque Mondiale et le FMI dans la catégorie des pays pauvres très endettés (PPTÉ). Le pays bénéficie donc d'un allègement de dette de près de 622 millions de dollars US, ce qui ramènerait la dette globale à 1,6 milliards de dollars US¹⁸. La structure de la production intérieure a très peu varié. L'économie du pays est ainsi marquée par une dépendance énergétique et par une forte sensibilité aux variations des secteurs primaires d'exportation de fer et du poisson en particulier. Il en résulte une forte et constante pression sur le taux de change et le maintien de tendances inflationnistes.

Depuis mars 2006, la Mauritanie est entrée dans le club des pays exportateurs de pétrole. Les recettes attendues tournent autour de 300 millions de dollars par an. Le pays dispose ainsi d'une manne financière lui permettant de mettre en œuvre des programmes sociaux et de réalisation d'infrastructures. Le pays se dote d'une source de revenu supplémentaire susceptible de lui apporter une certaine aisance dans le financement de son développement, à condition toutefois qu'il engage les réformes nécessaires dans les domaines de la bonne gouvernance et la transparence de la gestion des revenus du pétrole.

^{xii} Un peu plus de 313 millions d'ouguiyas.

Outre les bonnes perspectives pétrolières, la Mauritanie, dont le taux de croissance s'est maintenu au-dessus de 5%, a bénéficié en 2005 d'une récolte record de céréales (150 000 tonnes soit +77% par rapport en 2004¹⁹) en raison d'une bonne pluviométrie et de l'absence d'invasion de criquets pèlerins. Il faut toutefois noter que cette production céréalière reste déficitaire par rapport aux besoins au niveau national.

4.2 Conditions de vie des ménages

4.2.1 Logement des ménages

Sans trop revenir sur une liste exhaustive de chiffres touchant à l'habitat et à l'équipement disponibles en annexe, il est important de noter quelques tendances significatives. Tout d'abord la quasi totalité des ménages enquêtés sont propriétaires de leur logement (sinon ils sont logés gratuitement). Ces logements sont en général constitués de deux pièces dans lesquelles résident 7 personnes (parfois 10 comme dans le Guidimakha). Ces logements peu spacieux sont souvent faits de matériaux divers avec un sol en terre battue, sauf dans la région de Trarza où le dallage est plus fréquent. Les commerçants et les salariés semblent posséder les meilleurs logements.

4.2.2 Hygiène et accès à l'eau potable

Peu de ces maisons (6%) sont équipées de latrines modernes. Les disparités concernant ce confort sont énormes puisque la région la mieux pourvue (Trarza, 19%) fait bonne figure face aux trois les moins loties (Hodh El Charghi, Assaba, Guidimakha, 1% pour chaque). La majorité des ménages (75%) fait donc ses besoins dans la nature. A l'inverse des 27% de commerçants qui utilisent des latrines modernes, seulement 1% des ménages vivant de l'agriculture et des "pauvres activités" ont accès à ce type de latrines.

En ce qui concerne l'eau de boisson, les ménages ne favorisent pas de source en particulier. C'est au niveau des wilayas que certaines disparités apparaissent. Le Trarza est la seule wilaya où plus de la moitié des ménages utilise le robinet d'eau courante comme source. L'eau de surface, les forages et les puits améliorés sont cependant cités comme sources d'approvisionnement principales par 60% des ménages interrogés. Les commerçants sont une fois de plus les mieux lotis avec 52% des ménages utilisant un robinet.

L'enquête renseigne aussi sur combien de temps il faut à la personne désignée par le ménage pour se procurer de l'eau de boisson. Ce sont en général (72% des cas) les femmes et les jeunes filles qui s'occupent de cette besogne qui leur prend, pour la majorité d'entre elles (54%), plus de trente minutes. C'est dans les ménages vivant de "pauvres activités" (85%) ou du travail journalier (81%) que les femmes sont les plus sollicitées.

4.2.3 Confort et mode de cuisson

L'électrification rurale en est encore à ses débuts en Mauritanie avec moins d'un pourcent des ménages ruraux y ayant accès. Ainsi, le mode d'éclairage dominant est la lampe torche (59% des ménages). Dans la région du Tagant, 6% des ménages ont rapporté ne pas avoir d'éclairage du tout, ni bougie, ni lampe à pétrole, le troisième et le quatrième mode le plus répandu.

Les équipements domestiques des ménages sont sommaires ; 37% des ménages seulement disposent de lits, 50% de radio et 2% de voiture. Ces faibles taux se retrouvent dans les équipements productifs qui sont également très rudimentaires (62% et 89% des ménages ont des houes/haches et des faucilles/couteaux). Les équipements productifs à valeur ajoutée telles que charrues et charrettes ne sont possédés que par un nombre très réduit de ménages. A tous les niveaux, les salariés, les commerçants et les artisans semblent les mieux pourvus. A l'opposé, on retrouve les ménages exerçant de "pauvres activités" ou dépendants des aides et dons.

Le bois est toujours le mode de cuisson des aliments le plus utilisé (75% des ménages). Le gaz, quoique le second mode dominant de cuisson des aliments (15% des ménages), n'est employé par un nombre important de ménages que dans la région de l'Inchiri (58%) et de l'Adrar (45%).

4.2.4 Enclavement des villages

Il ressort des données villages que les ménages ruraux mauritaniens vivent d'une part dans un relatif enclavement et d'autre part dans des villages peu accessibles par des routes praticables toute l'année. En effet, la majorité (57%) des villages est accessible par des chemins de brousse et dans les wilayas de Hodh El Gharbi et du Brakna ce taux atteint respectivement 95% et 100%. Le mode de transport principalement utilisé pour accéder à ces villages est l'attelage, ce qui accentue l'isolement des communautés. Dans seulement 55% des cas, les villages mauritaniens sont rejoints par voiture, le reste des villageois s'y rendent soit par attelage soit par animaux de bât. Très peu de villages possèdent une route goudronnée ou carrossable. La plupart du temps, ces routes se trouvent assez loin des villages. C'est le cas du Brakna ou encore du Gorgol où plus de deux tiers des villages sont à plus d'une heure de la route la plus proche.

En ce qui concerne l'enclavement, la cause principale reportée est la pluviométrie. Dans les villages du Brakna où il est reporté que les villages sont principalement accessibles par chemins de brousse, les conséquences de la pluviométrie font que les ménages doivent parcourir une distance allant jusqu'à 200 km pour rejoindre la route la plus proche. Cette situation est à peine meilleure pour le Guidimakha (170 km) où la dégradation de la route est un facteur supplémentaire de l'enclavement qui peut durer jusqu'à plus de trois mois par an.

4.2.5 Assistance et aide alimentaire

Du point de vue des interventions et des assistances extérieures, les données collectées montrent que 66% des villages ont bénéficié d'interventions extérieures. Les wilayas ayant les moins bénéficiées de ces aides sont l'Inchiri (32% des villages), le Trarza (44%) et le Brakna (44%). A l'inverse, le Guidimakha (95%), l'Assaba (90%), le Tagant (89%) et le Gorgol (87%) ont bénéficié de plus d'aides. Ces aides proviennent principalement d'organisations internationales (43%) et d'ONGs (29%) qui apportent aux villageois un soutien dans les domaines de l'éducation (33% des activités et projets d'aide), de l'agriculture (33%) et des AGR (20%). D'après l'enquête, ces aides ont un impact important dans pratiquement toutes les wilayas à l'exception du Tagant et de l'Inchiri où l'impact a été jugé faible voir nul par les bénéficiaires. Il n'y a pas de populations plus ciblées que d'autres même si les enfants bénéficient d'une attention particulière surtout dans le Trarza (33% des bénéficiaires), le Hodh El Gharbi (20%) et l'Adrar (18%). Les populations désignées comme vulnérables sont aussi bénéficiaires privilégiés de cette aide extérieure (37% dans le Tagant, 29% dans l'Inchiri et 24 % dans le Guidimakha).

5. Principales activités des ménages et groupes de mode de vie

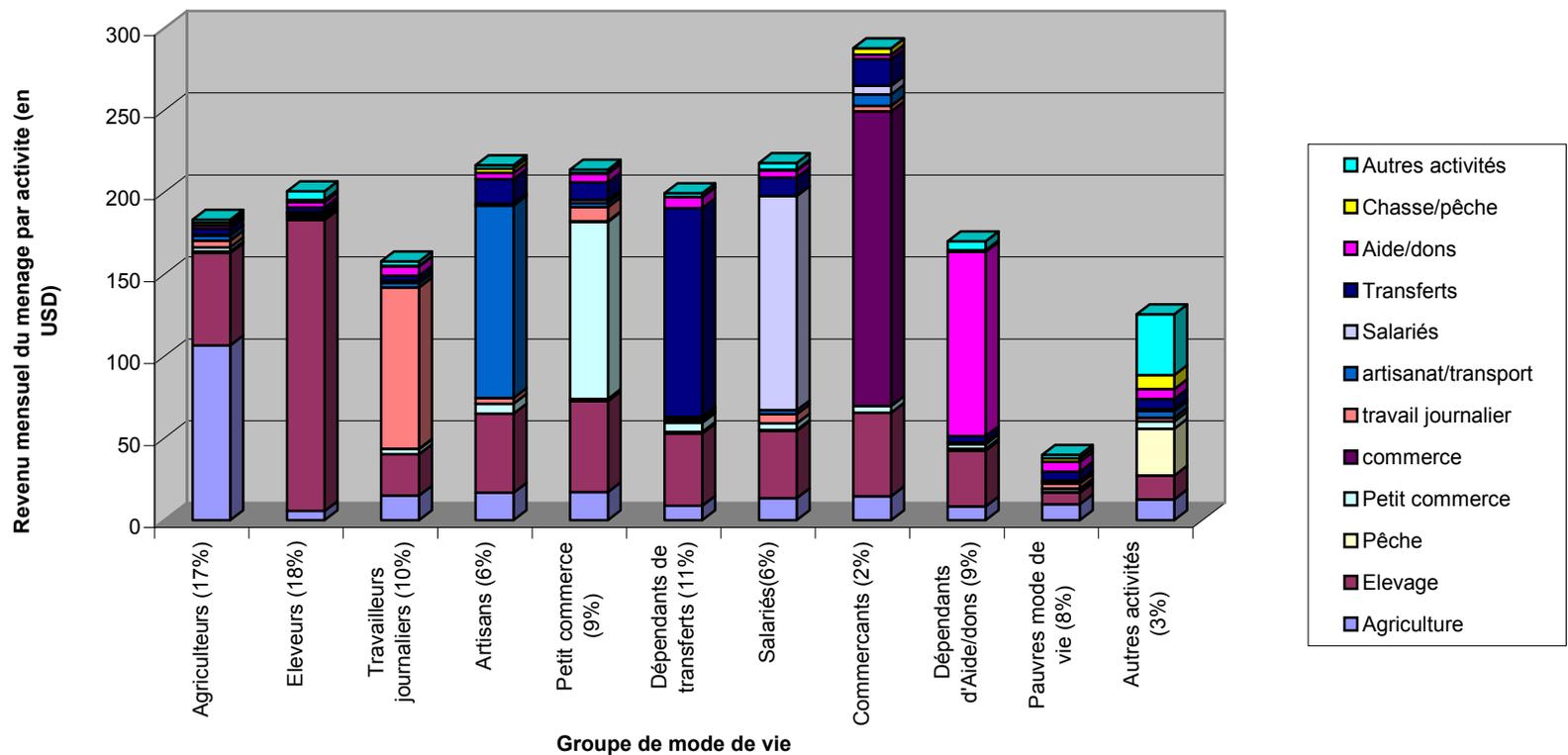
5.1 Introduction aux groupes de mode de vie

La sécurité alimentaire, les revenus ou tout autre service dépendent d'une combinaison d'activités réalisées par un ou plusieurs membres du ménage. De cette combinaison, il émerge une tendance qui indique un certain mode de vie et une certaine dépendance pour telle ou telle activité. A cette fin, on a demandé aux ménages de choisir parmi une liste de 26 activités les quatre activités principales exercées permettant au ménage de se procurer de la nourriture. Ces revenus sont chiffrés en monnaie locale et exprimés en pourcentage de contribution sur une période de douze mois. Il en ressort 10 groupes de mode de vie homogènes créés par analyse en composantes principales (ACP).

5.2 Caractéristiques des groupes de mode de vie

La majorité des groupes de mode de vie dépendent de plusieurs activités dont les principales sont exprimées dans le tableau ci-après. On s'aperçoit que l'élevage et l'agriculture forment les activités principales des ménages suivis des transferts, du travail journalier et du petit commerce. Un groupe se détache du lot : "pauvres activités". Ce groupe ne possède pas d'activité principale lui procurant un revenu régulier.

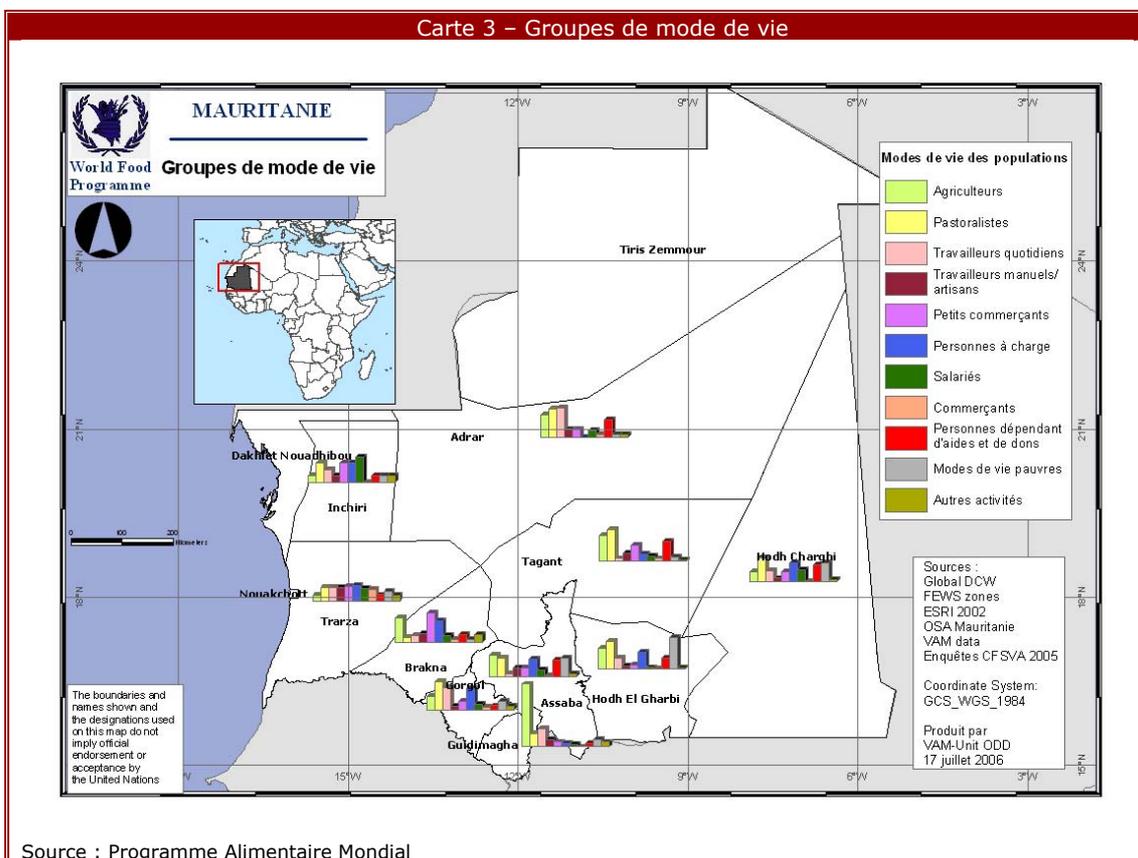
Figure 4 - Caractéristiques de groupe de mode de vie²⁰



Revenu mensuel du ménage en USD	agriculture	élevage	pêche	petit commerce	commerce	travail journalier	artisanat/transport	salariés	transfert	aide/dons	chasse/pêche	autres activités
Agriculteurs	107	56	1	3	0	4	3	0	4	2	2	2
Eleveurs	5	178	1	1	0	1	1	0	3	3	1	5
Travailleurs journaliers	15	25	0	3	0	98	3	1	3	6	0	3
Artisans	17	48	0	6	0	3	117	1	15	4	3	2
Petit commerce	17	55	1	108	0	9	3	2	11	5	1	2
Dépendants de transferts	9	44	1	6	0	1	2	1	127	7	0	2
Salariés	13	41	1	4	0	6	2	131	11	4	1	4
Commerçants	14	51	0	4	180	3	7	5	16	3	4	0
Dépendants d'Aide/dons	8	34	1	3	0	1	0	0	4	112	1	5
Pauvres mode de vie	10	7	0	2	0	3	1	1	6	6	2	2
Autres activités	13	15	29	4	0	2	4	1	6	6	9	37
Total	27	64	2	12	4	13	9	9	19	14	2	4

5.3 Répartition géographique des groupes de mode de vie

C'est dans l'Assaba et le Guidimakha que l'on retrouve le plus de ménages du groupe des agriculteurs. En effet, les agriculteurs représentent 50% des ménages du Guidimakha. Les éleveurs sont uniformément distribués mais restent principalement concentrés dans les régions du sud. Un autre groupe important, les dépendants de transferts, sont regroupés dans toute la bande sud du pays et principalement dans l'Assaba. Le groupe des "pauvres activités" est fortement présent dans les deux Hodh et dans l'Assaba. On retrouve aussi dans ces wilayas les receveurs d'aide et de dons.



6. Mode d'accès au crédit

Vingt-deux pourcent des ménages enquêtés n'ont pas d'accès au crédit. Cette proportion est la plus importante dans le Hodh El Gharbi (56%) et l'Inchiri (36%) et très importante chez les ménages vivant de "pauvres activités" (39%) et chez les éleveurs (31%).

L'endettement vis-à-vis de parents et amis est le principal mode d'accès au crédit, il est utilisé par la moitié des ménages (49%) et il est le mode dominant dans toutes les zones, à l'exception de celle de vallée du fleuve du Sénégal et dans la wilaya de l'Assaba où on préfère l'endettement vis-à-vis de prêteurs locaux. Le recours à ce mode est pratiqué par 26% des ménages et il est le mode dominant dans la vallée du fleuve Sénégal (45% des ménages) et chez les commerçants.

En règle générale, le crédit est une pratique plus importante que l'emprunt familial. Cela dénote une forte pression de la dette sur les revenus des ménages, car le recours au crédit est souvent associé d'une part à une majoration des prix de cession des produits et d'autre part à une minorisation des prix des produits de remboursement. Seuls les ménages des groupes de mode de vie artisans (48%) et salariés (41%) inversent la tendance en faisant appel à l'emprunt familial plus qu'au crédit.

7. Education et alphabétisation

7.1 Education faible mais en progrès

L'éducation est une composante essentielle de la sécurité alimentaire. Certaines études ont prouvé que les ménages dont les membres sont éduqués ont plus de chance d'être économiquement stables, d'avoir une meilleure santé et une bonne situation nutritionnelle et sont à mieux de combler leurs besoins alimentaires et non alimentaires. De plus, avoir une éducation, réduit la transmission générationnelle de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

Depuis plus de quinze ans, la Mauritanie a consacré des efforts considérables à améliorer le niveau général d'instruction et les compétences de sa population, notamment des femmes. Le gouvernement consacre en moyenne 4% de son PNB aux dépenses d'éducation²¹. A l'intérieur de ce budget, la part affectée à l'enseignement fondamental qui représente près de 50% actuellement ne cesse de croître de façon soutenue depuis 1990. Cela s'est traduit par une progression rapide du taux brut de scolarisation primaire (enseignement fondamental), passant de 47% en 1990 à 88% en 2003²².

Tableau 4 – Evolution de l'éducation en Mauritanie

Indicateurs (%)	1990	1993	1996	2000	2003
Taux de scolarisation primaire	47	71	86	84	88
Taux net de scolarisation dans le primaire		51	53	55	68
Proportion d'écopier commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la 5ème	74	74	64	69	
Taux d'alphabétisation des 15 -24 ans	46	47	48	64	
Taux de scolarisation secondaire	13		19	22	23
Taux de scolarisation tertiaire	3		5	4	4

Sources : EDSM 2000, MEN, ONS, UNESCO, UNICEF

La disparité entre sexes reste par contre très prononcée dans les autres ordres d'enseignement : les filles ne représentent que 41% des élèves du secondaire, à peine 3% de l'enseignement technique et professionnel et 15% de l'enseignement supérieur. Cependant, cette forte progression de la scolarisation a posé des problèmes d'efficacité du système scolaire. La proportion des écoles n'offrant que trois niveaux représente 72% des écoles du pays.

L'enquête a révélé que le taux d'alphabétisation des chefs de ménage est assez faible : trente-quatre pourcent sont éduqués. Ce faible taux peut expliquer le manque d'intérêt pour l'école assez élevé (30%) qui a été cité comme raison principale de la non fréquentation avant le travail des enfants (15% pour les garçons) et la distance et la fonctionnalité de l'établissement. En ce qui concerne le taux d'enrôlement des enfants de 7 à 14 ans, on note que moins d'un enfant par famille se rendait à l'école au moment de l'étude et que, fait intéressant, autant de filles que de garçons n'étaient ou n'avaient jamais été scolarisés^{xiii}.

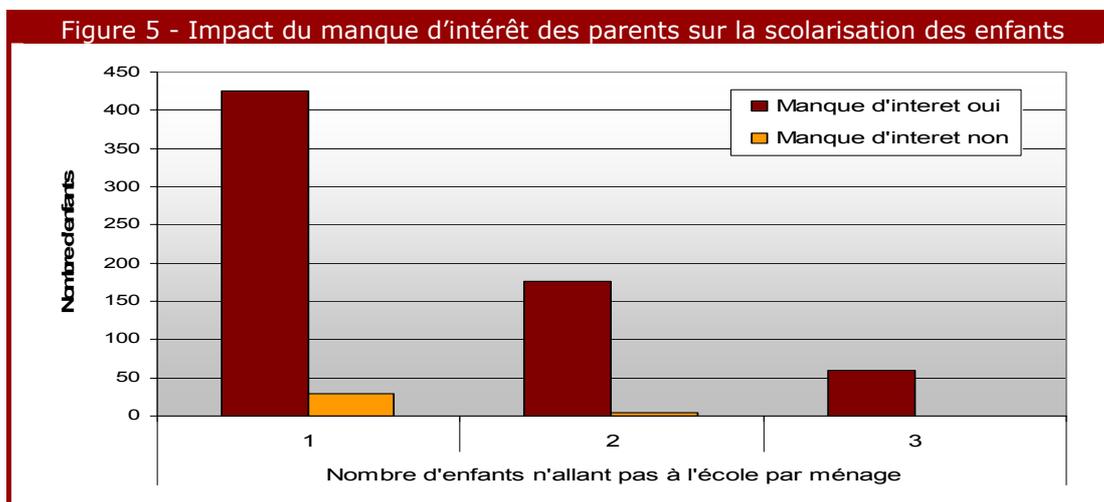
Seulement 32% des villages enquêtés sont pourvus de centre d'alphabétisation, ce chiffre cache de grandes disparités entre les wilayas qui peuvent être rangées en plusieurs catégories : les wilayas dont les villages disposent d'un bon nombre de centres d'alphabétisation (CA) et d'écoles primaires : Assaba (85% de CA et 100% d'écoles primaires), Guidimakha (81% de CA et 100% d'écoles primaires). Ensuite viennent les wilayas dont seulement un tiers des villages sont pourvus de CA : Hodh El Charghi (26%), Gorgol (30%), Tagant (33%). Enfin viennent les autres wilayas dont les villages sont peu fournis en CA ou écoles primaires avec le plus faible taux pour Adrar (5% de CA) et le plus élevé pour Trarza (19%).

^{xiii} Nous rappelons ici que l'étude n'incluant pas la partie urbaine du pays, ces chiffres ne peuvent être comparés avec ceux fournis par le gouvernement et détaillés plus haut.

Nombre d'élèves dans l'école primaire	Enseignants	Ratio élève/enseignant
47,57	2,57	18,5
130,73	1,8	72,6
185,24	2,53	73,2
148,39	1,83	81,1
107,93	2,07	52,1
82,53	1,58	52,2
70,23	1,83	38,4
58,67	2	29,3
100,16	2,53	39,6
118,93	3,77	31,5
105,04	2,25	46,7

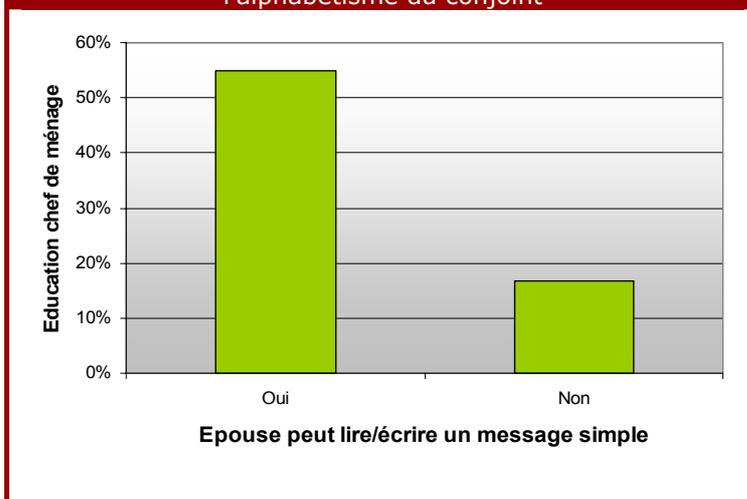
Lorsque le village est pourvu d'une école primaire, il s'agit en majorité d'une école publique et parfois d'une école coranique. Les seules écoles privées recensées se trouvent dans l'Inchiri. Les écoles offrent un ratio instituteur/élève en moyenne élevé (46,7) comme le montre le tableau ci-contre. Ce taux est proche de celui fourni par l'UNESCO (45) et dépend grandement d'une wilaya à l'autre.

Les cantines scolaires sont présentes dans 39% des écoles mais presque inexistantes dans le Hodh El Charghi (1%). Dans la majorité des cas, l'école fréquentée se situe dans le village. Cependant, dans des wilayas telles que le Hodh El Gharbi, un tiers des écoliers mettent plus d'une heure, à pied (100% des modes de déplacements des écoliers) à rejoindre l'établissement scolaire fréquenté. La marche constitue la mode de transport le plus courant dans 97% des cas.



7.2 Analphabétisme

Figure 6 - Influence de l'éducation du chef de ménage sur l'alphabétisme du conjoint



L'analphabétisme^{xiv} reste encore une caractéristique importante des populations mauritaniennes. Cependant, l'analphabétisme est plus marqué en milieu rural (68%) qu'en milieu urbain (47%) et plus parmi les pauvres ruraux (69%) que parmi les pauvres urbains (50%). Selon le genre, l'analphabétisme touche plus les femmes que les hommes (73%, contre 62% pour les hommes) et les femmes rurales plus que les femmes urbaines (55%, contre 38%)²³.

^{xiv} Toute personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne (UNESCO).

A ce sujet, l'enquête a permis de savoir si l'époux (se) du chef de ménage pouvait lire ou écrire un message simple dans quelque langue que ce soit. Les chefs de ménages étant à 100% des hommes, il en ressort qu'en moyenne 30% des épouses en sont capables. L'enquête expose donc un fort taux d'analphabétisme chez les conjoints des chefs de ménages (de 70%), ce qui rejoint le taux d'analphabétisme des femmes cité plus haut.

Partie III - Déterminants de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire

1. Accès à la nourriture

1.1 Contexte en Mauritanie

Le potentiel agricole de la Mauritanie est limité, mais surtout très fragile. La superficie agricole utile (SAU) est inférieure à 0,5% du territoire national. Selon les sources statistiques du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE), le potentiel exploitable en terres agricoles est de l'ordre de 502 000 ha. Au total, 72% du potentiel en terres agricoles de la Mauritanie sont des terres dont l'exploitation est directement liée aux conditions pluviométriques (quantités d'eau précipitée, répartition spatio-temporelle des pluies, qualité de l'écoulement hydrique du fleuve, de ses affluents et des différents réseaux hydriques) et donc soumis aux risques permanents de nature biophysique. Qui plus est, ces typologies ne permettent, dans les conditions d'exploitation actuelles, que des rendements très modestes, voire médiocres (rendements entre 0,25 et 0,76 T/ha). Le potentiel sylvo-pastoral est, lui, important avec 1 380 000 hectares, soit 13% du territoire national.

La dégradation des conditions climatiques depuis la grande sécheresse des années 1968 à 1973 a été le facteur aggravant d'un processus de désertification. La normale pluviométrique de la période 1971-1991 a baissé, selon les régions, de 20 à 50% par rapport à la normale pluviométrique de la période 1951-1971. L'impact du climat est fortement accentué par la pression anthropique (forte croissance de la population et de ses besoins vivriers, surexploitation des potentialités en sols agricoles, réduction des jachères, surpâturages se traduisant par une modification de la structure du cheptel).

Si la production contrôlée de la pêche est de l'ordre de 600 000 tonnes par an pour un potentiel renouvelable de production estimé à 1 511 000 tonnes, il reste que la production réelle est largement supérieure, comme en témoigne la diminution progressive des rendements de la pêche de fond.

Cette combinaison de pressions climatiques et anthropiques a de lourdes conséquences. Une des plus visibles est l'accentuation de diverses formes de dunes naguère fixées par des manteaux végétaux²⁴. De ce fait, la répartition géographique du potentiel en terres de cultures montre aujourd'hui une extrême variabilité selon les wilayas.

Tableau 6 - Répartition du potentiel en terres agricoles selon les Wilaya

Wilaya	Superficie totale	Superficie cultivée	Superficie potentielle	Surface cultivée sur	Superficie cultivée sur	Superficie potentielle sur		
				superficie potentielle	superficie totale	superficie totale		
			(en hectares)			(en pourcentage)		
Nouakchott	1 200	40 205	78 000	51,54	0,22	0,43		
Hodh El Chargui	18 270 000	25 693	58 500	43,92	0,48	1,10		
Assaba	5 340 000	20 426	25 000	81,70	0,56	0,68		
Gorgol	3 360 000	53 030	88 300	60,06	3,90	6,49		
Brakna	1 360 000	14 952	81 800	18,28	0,45	2,48		
Trarza	6 780 000	31 603	65 300	48,40	0,00	0,96		
Adrar	21 530 000	3 377	30 000	11,20		0,14		
Nouadhibou	1 780 000		0					
Tagant	9 520 000	3 725	14 000	26,61	0,04	0,15		
Guidimakha	1 030 000	18 516	61 100	30,30	1,80	5,98		
Tiris Zemour	25 858 000							
Inchiri	4 630 000							
Total	10307 000	208 487	502 000	41,53	0,20	0,49		

Source : PMLCD, 1992

Le potentiel irrigué ne se retrouve que dans 4 des 13 wilayas du pays et toutes les quatre dans le sud du pays (Gorgol, Brakna, Trarza et Guidimakha) qui, couvrant 12% du territoire national, totalisent 59% des superficies cultivables et 57% des superficies cultivées du pays. La superficie agricole exploitée de ces wilayas représente 0,94% de leur superficie totale sur une moyenne nationale de 0,2%.

La production alimentaire nationale se compose de céréales traditionnelles (production variant entre 50 000 et 166 000 tonnes selon les années), de riz (30 000 tonnes), de

dattes (15 000 tonnes), de viande rouge (38 000), d'aviculture (2 000 tonnes), de lait (422 000 tonnes), de poissons et de légumes. Mais la demande de produits alimentaires reste largement insatisfaite par les productions nationales. La Mauritanie n'est autosuffisante que pour ses seuls besoins en viande. Le pays doit importer près de 70% de ses besoins en produits alimentaires dans les bonnes années.

Wilaya	Pratique de l'agriculture
Hodh El Chargui	33%
Hodh El Gharbi	49%
Assaba	46%
Gorgol	71%
Brakna	65%
Trarza	19%
Adrar	26%
Tagant	39%
Guidimakha	92%
Inchiri	11%
Total	45%

L'agriculture est pratiquée dans le monde rural mauritanien par 45% des ménages. Les proportions les plus importantes de ménages agricoles se retrouvent dans la vallée du fleuve Sénégal (76% des ménages) et dans la zone de l'agriculture pluviale (68% des ménages). Dans la zone agropastorale, près de la moitié des ménages pratiquent l'agriculture. Par contre, dans les zones de nomadisme pastoral et de transhumance pastorale, l'agriculture est marginale et est pratiquée par moins de 25% des ménages.

Le tableau ci-contre montre la répartition des ménages pratiquant l'agriculture par wilaya selon l'enquête CFSVA.

2. Moyens de production

Les superficies exploitées par les ménages agricoles sont dans l'ensemble assez faibles (1,3 ha en moyenne). C'est dans la zone de l'agriculture pluviale que l'on rencontre la superficie moyenne par ménage la plus importante (2,4 ha). Dans les zones non agricoles (zone mixte pastorale oasisienne, zone de transhumance pastorale et zone de nomadisme pastoral), la superficie moyenne par ménage agricole est inférieure à 0,5 ha.

Les terres exploitées sont pour l'essentiel des terres détenues en propriété (62%), particulièrement dans la vallée du fleuve Sénégal (78% des ménages). Le métayage et la location des terres sont des pratiques très peu répandues (5% des ménages agricoles sont en location et seulement 1% sont des ménages métayers). Toutefois, il convient de noter que dans la zone d'agriculture pluviale, un peu plus de la moitié seulement des ménages agricoles est propriétaire des terres qu'ils exploitent et 44% travaillent des terres qui ne leur appartiennent pas.

2.1 Productions agricoles

Pour la campagne agropastorale 2004/05, l'irrégularité et la mauvaise répartition de la pluviométrie ont eu pour effet que les deux principaux types de cultures (pluvial et décrue) avaient enregistré une importante chute de production²⁵. La longueur des pauses pluviométriques et l'action des ennemis de cultures (en particulier la sésamie) renforcent cette situation. L'enquête a révélé quelles sont les récoltes les plus importantes des ménages concernant 12 produits différents pour la récolte 2004/05. Le tableau ci-dessous montre cette répartition avec deux cultures dominantes que sont le riz et le sorgho. Les céréales traditionnelles (sorgho et mil) restent les spéculations les plus cultivées, surtout dans la zone de l'agriculture pluviale.

Produit	Riz	Sorgho	Mil	Maïs	Niébé	Dattes
Récolte (kg)	38	34	14	8	4	3

En ce qui concerne la répartition géographique de cette production, on peut voir sur le tableau ci-après que la majorité des productions se situent dans le Guidimakha, le Gorgol, le Hodh El Gharbi et le Hodh El Chargui.

Tableau 9 – Production agricole et céréalière

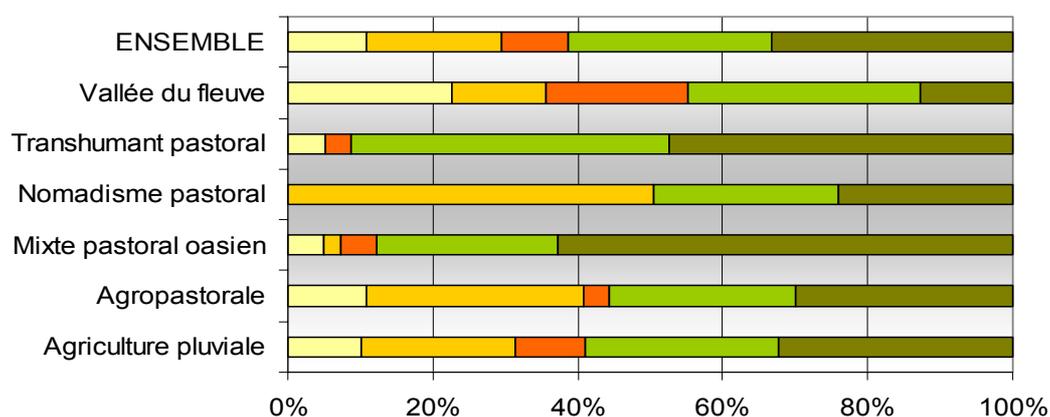
WILAYA	Pratique l'agriculture	Production de céréales par ménage (kg)	Production de céréales par wilaya (kg)	% de Production céréalière wilaya/total
Hodh El Chargui	33%	39	14 014	8%
Hodh El Gharbi	49%	33	9 915	5%
Assaba	46%	23	8 886	5%
Gorgol	71%	308	58 266	32%
Brakna	65%	171	20 817	11%
Trarza	19%	40	10 597	6%
Adrar	26%	0	28	0%
Tagant	39%	24	2 100	1%
Guidimakha	92%	297	31 889	17%
Inchiri	11%	7	153	1%
Total	45%	94	183 955	100%

La production céréalière est de 94 kg par ménage pour la campagne 2004/05.

La production céréalière provient principalement de trois wilayas : le Gorgol, le Guidimakha et le Brakna qui a elles seules assurent près de 60% de la production totale de céréales en Mauritanie.

Les cultures de rente sont dans l'ensemble assez peu présentes dans le paysage agricole de la Mauritanie. Ainsi, les productions moyennes par ménage agricole sont assez faibles. La vallée du fleuve, en raison des possibilités de l'irrigation et des cultures de contre-saison est, avec la zone de transhumance pastorale, les zones où les productions issues de la riziculture et les cultures de rente sont les plus importantes.

Figure 7 - Moyenne des achats de céréales par ménage agricole (en Kg)



	Agriculture pluviale	Agropastorale	Mixte pastoral oasisien	Nomadisme pastoral	Transhumant pastoral	Vallée du fleuve	ENSEMBLE
Blé	142	58	301	66	27	69	663
Riz	116	50	120	70	25	176	557
Mais	43	7	24	0	2	107	183
Sorgho	93	58	11	138	0	71	371
Mil	44	21	24	0	3	123	215

Legend: Mil (light yellow), Sorgho (yellow), Mais (orange), Riz (light green), Blé (dark green)

La faiblesse de la production céréalière explique l'importance des achats des céréales par les ménages agriculteurs. Le blé (663 kg et 5200 UM par ménage) est la principale céréale achetée, suivi du riz (557 kg/6500 UM), du sorgho et du mil (respectivement 371 kg et 215 kg/1330 UM par ménage).

Tableau 10 – Achat et production de céréales par groupe de mode de vie

Groupe de mode de vie	Acheté (kg)	Produit (kg)	Différence (kg)
Agriculteurs	712	265	-447
Pastoralistes	276	35	-242
Travailleur journalier	237	245	8
Artisans	191	27	-164
Petit Commerce	221	96	-125
Dépendants transferts	124	50	-74
Salariés	262	51	-211
Commerçants	102	25	-77
Dépendants aides/ dons	76	4	-72
Pauvres activités	226	62	-164

Les productions représentent 26% de l'ensemble des acquisitions de céréales (productions plus achats). Les agriculteurs sont les grands acheteurs de céréales. Les dépendants d'aide achètent le moins de céréales. Le tableau ci-contre illustre la différence chez les ménages entre la production et l'achat de céréales, montrant ainsi la dépendance du pays aux importations.

2.2 Elevage

L'élevage constitue un pilier très important de la sécurité alimentaire en Mauritanie. L'analyse des données collectées dans l'Aftout et l'Affolé a montré que cette activité est non seulement une monnaie d'échange, mais aussi et surtout d'épargne et en même temps un apport nutritionnel important (par le lait et le beurre qu'il procure).

Suite à l'insuffisance des pâturages et des ressources en eau et malgré un bon début de l'hivernage, la situation pastorale s'est rapidement dégradée poussant une bonne partie du cheptel à la transhumance vers les pays frontaliers comme le Sénégal et le Mali.

Les ménages pratiquant l'élevage sont bien plus importants, 81% des ménages ruraux pratiquent l'élevage, avec des niveaux supérieurs à 80% dans 7 des 10 wilayas enquêtés, notamment 93% dans l'Adrar.

Même si la vente de bétail est très peu courante dans les ménages, les revenus tirés du commerce des produits de l'élevage est la principale source de revenus devant la production agricole qui constitue 26% des revenus. En valeur totale, l'élevage et ses produits dérivés rapportent aux ménages 35% de ses revenus avec plus de 16 500 UM par mois sur un revenu total de 47 500.

Tableau 11 - Sources de revenus tirés de l'élevage selon les wilaya

Wilaya	Première source de revenus			
	Elevage	Vente de bétail	Produits d'élevage (UM/ménage)	Viande (UM/ménage)
Hodh El Chargui	35%*	9429	5469	638
Hodh El Gharbi	43%*	12231	1393	280
Assaba	30%	11964	684	328
Gorgol	36%	7341	7525	499
Brakna	28%*	10951	1468	-
Trarza	21%	7830	1192	1274
Adrar	38%*	18954	2018	398
Tagant	45%	27278	3728	132
Guidimakha	31%*	6927	6871	1421
Inchiri	37%*	14255	2501	595
Moy. Pond.	35%	12716	3285	556

Dans six wilayas (marquées avec un *), l'élevage représente la première source de revenu. Il se dégage aussi de ce tableau que les produits pouvant être tirés directement de l'élevage comme le lait et la viande ne constituent pas la base des revenus issus de l'activité mais plutôt les ressources financières générées par la vente et destinées à l'achat des produits de consommation courante (agricoles et autres). Ce qui explique le faible niveau de revenu des produits de l'élevage et de la viande.

Même dans les zones agricoles (vallée du fleuve Sénégal et agriculture pluviale), l'activité pastorale reste très importante.

L'élevage apparaît ainsi comme une activité importante dans le milieu rural mauritanien. En moyenne, les ménages disposent de trois têtes de bovidés. Les plus faibles dotations se retrouvent dans la zone mixte oasienne et pastorale ainsi que dans la zone de

transhumance pastorale. Dans ces zones, les conditions naturelles sont peu favorables à l'élevage bovin qui devient onéreux du fait des coûts élevés d'acquisition de l'aliment du bétail et des intrants d'élevage.

L'élevage chamelier est très peu représenté dans l'ensemble des ménages enquêtés tout comme celui des ânes et des chevaux.

L'élevage ovin est de toute évidence le plus pratiqué, en raison de sa forte valeur ajoutée (deux mises bas annuelles dans les conditions normales et facilités d'écoulement sur les marchés du fait que la viande ovine est très consommée dans les marchés urbains). Ainsi, les ménages possèdent en moyenne 6 têtes d'ovins. Les taux de possessions les plus faibles se rencontrent dans le Trarza et l'Adrar avec 2 têtes d'ovins en moyenne par ménage.

L'élevage caprin présente les mêmes caractéristiques que l'élevage ovin, avec toutefois une valeur ajoutée moins importante (faibles capacités laitières). Cependant, l'élevage caprin offre l'avantage de mieux se prêter aux vicissitudes climatiques. Les ménages possèdent en moyenne 10 têtes, le taux de possession le plus faible se rencontre dans la zone de pastoralisme nomade (spécialement dans le Trarza).

Globalement, l'élevage se présente comme une épargne en raison de sa moindre sensibilité aux aléas climatiques et surtout de sa valeur ajoutée.

Les déstockages^{xv} possibles sont ainsi plus importants pour les ovins (10 têtes par an et par ménage pratiquant l'élevage) et caprins (6 têtes par ménages). Ce qui est confirmé par le rapport achat/vente : les ménages n'achètent que très peu de bétail mais vendent en moyenne 2 têtes tous les six mois. Les principales ventes se font sur les caprins.

2.3 Production de lait

La croissance annuelle de la production laitière est restée très modérée entre 1987 et 1996 (1,16% par an) et les importations de lait ont diminué de 2 % par an. Or le lait constitue l'un des aliments de base des populations aussi bien chez les éleveurs que chez les agriculteurs.

Production totale (hors refus, lait non traité, et pertes)	422
Bovins	187
Camelin	131
Ovins	14
Caprins	91
Importations	49
Lait concentré	5
Lait poudre	37
Lait frais (UHT)	7
Consommation totale	471
Consommation journalière en kg/habitant	0.49

Source : Direction de l'élevage

La majorité des ménages produit du lait. Cette production qui s'étale en moyenne sur 2 mois par an, peut aller jusqu'à plus de trois mois dans certaines wilaya (Gorgol, Assaba). Cette production est en générale réservée à l'autoconsommation. Cette consommation de presque 2 litres par jour par ménage (1,9) atteint presque 3 litres dans l'Adrar.

La production des ménages ne satisfait pas leur propre consommation notamment de lait de vache et de chèvre. Comme décrit dans la section 5 de ce chapitre, le lait est consommé à tous les repas chaque jour de la semaine.

3. Marchés^{xvi}

Le profil de marchés vient en complément à l'Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (CFSVA) et a pour objectif d'enrichir la compréhension des interactions

^{xv} Le déstockage fait référence à la capacité de prélèvement sur le cheptel sans induire une décroissance du troupeau (décapitalisation). Il tient compte ainsi du nombre de mises à bas annuelles, de l'intervalle intergénéral et du temps de maturation des individus. En Mauritanie il est de 1 pour 6 pour les gros ruminants et de 1 pour 3 pour les petits ruminants.

^{xvi} Les résultats de l'analyse des marchés sont résumés dans ce rapport. L'analyse entière est présentée dans le document : « Profil des marchés céréaliers et de bétail : implications pour la sécurité alimentaire », est composé de deux volumes : a) le rapport principal; et b) l'annexe technique.

entre l'évolution des marchés et l'accès économique aux aliments. L'analyse des données primaires et secondaires a permis de tirer les conclusions suivantes.

Les ménages mauritaniens sont très dépendants des marchés, notamment pour leurs achats alimentaires. L'achat des produits importés comme le riz, le blé, l'huile et le sucre est généralisé sur tout le territoire et effectué par les ménages de toutes les classes de sécurité alimentaire. L'achat de sorgho est répandu surtout au sud du pays, pendant la période de bas prix, et concerne soit de productions locales ou maliennes. L'interaction avec le marché pour la vente des animaux et des produits agricoles est nettement moins importante, et concentrée dans les trois zones agricoles du pays pour les produits agricoles. Il faudra noter que dans ces zones la vente des produits agricoles juste après la récolte est massive, notamment pour les ménages en insécurité alimentaire, pour financer le remboursement des dettes et des paiements pressants. La vente d'animaux se limite aux ménages possédant du bétail, donc les ménages moins pauvres, mais qui ont un risque de tomber dans cette catégorie.

Cette dépendance des marchés et des importations, est accompagnée par plusieurs risques pour la sécurité alimentaire :

- Une hausse des prix ou une perturbation de l'approvisionnement des produits importés, qui pourraient trouver ses origines dans une dépréciation de l'ouguiya, une hausse des prix au marché international, un manque de devises ou des difficultés d'obtenir l'accord d'importation, une augmentation des taxes formelles ou informelles ou un comportement oligopolistique de la part des importateurs ;
- Une hausse du prix ou une perturbation de l'approvisionnement du sorgho, suite à une chute de production ou à une fermeture des frontières entre la Mauritanie et le Mali ;
- Une baisse des prix des animaux ; ceci pourrait être la conséquence d'une augmentation rapide de l'offre suite à un manque de pâturages ou de points d'eau, d'une baisse de la demande extérieure par exemple suite à une appréciation de l'ouguiya, d'un changement des réglementations de l'importation du bétail dans les pays environnants et d'une augmentation des taxes formelles ou informelles ;
- Une baisse de la demande de main d'œuvre, soit en zone rurale, soit en zone urbaine nationale ou internationale (à travers des transferts) auraient un impact négatif sur les revenus et l'accès aux aliments ; et
- Dans les zones agricole, agropastorale et de la vallée, de bas prix du sorgho, du niébé et du riz immédiatement après la récolte réduiraient les revenus des ménages.

La capacité actuelle de suivi de ces risques par le PAM et ses partenaires n'est pas suffisante. Actuellement, il n'existe pas de système fonctionnel de collecte et d'analyse des prix au niveau du gouvernement ou du PAM. Il est donc souhaitable que le PAM et ses partenaires renforcent leur capacité de suivi des marchés et des flux transfrontaliers. Ceci permettra de détecter des problèmes : a) d'accès aux aliments à travers les marchés ; b) d'approvisionnement des marchés en céréales ; et c) de vente de l'aide alimentaire sur les marchés.

Les programmes d'assistance utilisant du "cash" ou des coupons ne sont pas recommandés en raison de l'accès physique difficile aux marchés et le manque de compétitivité des marchés locaux souvent éloignés. En plus, l'existence d'un système commercial basé sur le crédit et les relations de confiance entre le villageois et le commerçant local, ne militent pas en faveur de la distribution des coupons ou du cash comme instrument d'aide alimentaire.

Enfin, l'achat local des céréales produites n'est pas recommandé, vu le déficit de production. Il est probable que les achats des produits importés auprès des entreprises basées en Mauritanie n'auraient pas de conséquences négatives sur le marché sous les conditions que : a) le paiement soit effectué en devises afin d'éviter le problème du manque de devises ; b) et l'achat soit planifié à l'avance.

4. Accessibilité alimentaire

4.1 Méthodologie d'analyse des données d'accessibilité

Comme montré précédemment, les ménages se procurent les aliments dont ils ont besoin à travers plusieurs voies : en produisant eux-mêmes les aliments consommés, en les achetant sur le marché, en les collectant dans la nature, ou bien en les recevant sous forme d'aides et dons.

Si les ménages produisent l'essentiel de ce qu'ils consomment, alors la production agricole et les stocks sont des variables clés pour la détermination de la capacité d'accès à la nourriture. Si au contraire les ménages obtiennent la majorité de ce qu'ils consomment à travers l'achat sur le marché, les dépenses, les revenus et les actifs productifs (par exemple le bétail, qui peut se vendre pour acheter de la nourriture en cas de besoin), les prix deviennent alors des variables déterminantes de la capacité d'accès des ménages.

Etant donné qu'en général les ménages appartenant à différents systèmes de vie ont des modalités distinctes d'accès à la nourriture, et que souvent les mêmes ménages accèdent à la nourriture à travers plusieurs voies à la fois (propre production, achat, collecte, emprunt, don...), on ne peut pas saisir facilement la capacité des ménages à accéder à la nourriture à travers un seul indicateur.

C'est pour cela que plusieurs variables décrivant comment les ménages accèdent à la nourriture sont analysées simultanément à travers une Analyse des composantes principales (ACP), suivie d'une classification non hiérarchique, dont le but est de regrouper les ménages ayant des modalités d'accès similaires :

- La part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales ;
- Les dépenses totales par personne et par mois ;
- Les stocks de céréales par personne au moment de l'enquête (kg) ;
- La production de cultures d'autoconsommation par personne au moment de l'enquête (kg) ;
- Le nombre total de têtes de bétail par ménage en UBT ;
- Le % des aliments consommés les 7 derniers jours provenant de leur production propre ;
- Le % des aliments consommés les 7 derniers jours provenant d'achats ;
- Le % des aliments consommés les 7 derniers jours provenant d'aide ou dons.

L'ACP suivie de la classification non hiérarchique, faite avec le Logiciel ADDATTI^{xvii}, regroupe les ménages en 20 clusters, à l'intérieur desquels les ménages ont des modalités similaires d'accès à la nourriture.

L'analyste assigne ensuite « manuellement » à chacun de ces 20 groupes un **score d'accessibilité**, permettant de classer chaque cluster ou groupe selon le degré d'accessibilité variant de très faible à bon.

Mais étant donné que même à l'intérieur de chaque groupe il y a une certaine hétérogénéité entre les ménages (certains ménages ont un accès un peu meilleur que d'autres). Une méthode plus précise pour évaluer les ménages consiste à faire une régression sur les 20 groupes en utilisant comme variables explicatives l'ensemble des variables d'accessibilité plus significatives, et ensuite attribuer les coefficients ainsi obtenus à l'ensemble des 1953 ménages. Ceci permet de calculer un score d'accessibilité pour chacun des 1953 ménages, ce qui serait équivalent à ce que l'analyste score manuellement et de façon consistante tous les 1953 ménages de la même façon qu'il l'a fait avec les 20 groupes de ménages.

$$\text{accscore} = 0.184 - 0.0027 * \text{sharefde} + 0.000587 * \text{captexp} + 0.136 * \text{UBTlives} + 0.0185 * \text{stock_pc} - 0.00000398 * \text{ubt_cash} - 0.00000184 * \text{Sto_Cash}^{\text{xviii}}$$

^{xvii} ADDATTI 5.2c, disponible gratuitement au http://cidoc.iuav.it/~silvio/adatti_en.html

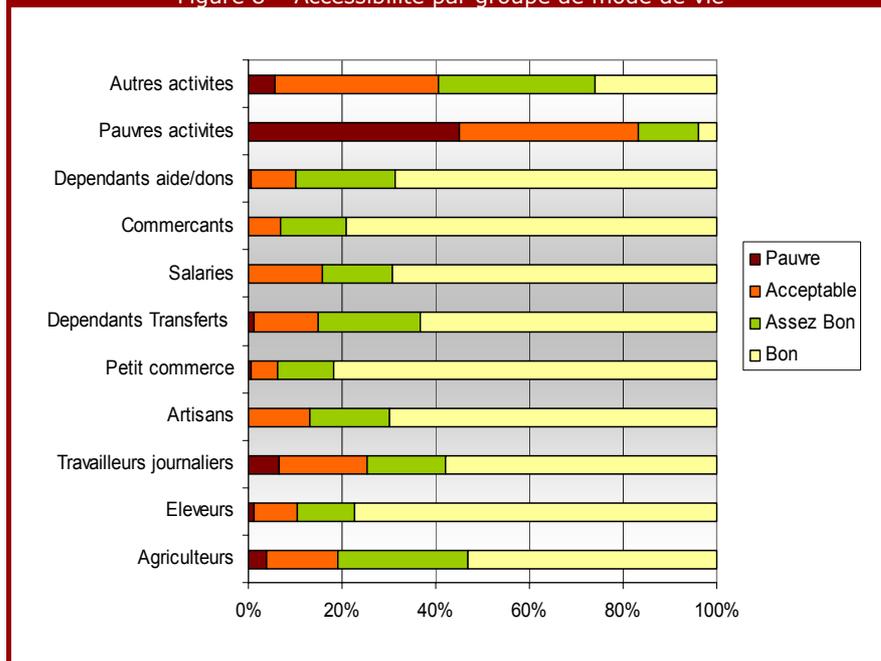
^{xviii} pda_tcas = % food exp = sharefdexp
dtot_pc = per cap expenditure (absolute value) = captexp
ubt_tot = livestock in UBT = UBTlivestck
stock_pc = stock de cereals per capita (kg) = cerStok / hhsz
UBT_Cash = 1.887*captexp*UBTlives
Sto_Cash = 1.887*captexp*stock_pc

Tableau 13 - Groupes d'accessibilité alimentaire

Niveau d'accessibilité	Score	Effectif	Caractéristiques
Ménages avec une faible accessibilité	Accscore \leq 1,5	17,1%	<ul style="list-style-type: none"> Ménages généralement caractérisés par un très faible pouvoir d'achat. Pour les ménages possédant des terres, l'irrigation y fait souvent défaut. Les ménages dépendent fortement de sources autres que leur propre production et l'achat pour leur nourriture.
Ménages avec une accessibilité acceptable	1,5 < Accscore \leq 2,5	38,2%	<ul style="list-style-type: none"> Ménages ayant accès aux terres mais avec un faible pouvoir d'achat. Ménages n'ayant pas de terre mais dont le pouvoir d'achat est autour de la moyenne de l'échantillon.
Ménages avec une assez bonne accessibilité	2,5 < Accscore \leq 3,5	20,4%	<ul style="list-style-type: none"> Ménages avec des terres mais au pouvoir d'achat moyen. Ménages sans terre mais avec un pouvoir d'achat élevé par rapport à la moyenne.
Ménages avec une bonne accessibilité	Accscore > 3,5	24,3%	<ul style="list-style-type: none"> Ménages avec terres et haut (voir très haut) pouvoir d'achat, combiné à une faible proportion des dépenses alimentaires. Ménages sans terres mais ayant un pouvoir d'achat très élevé.

Comme le montre le tableau ci-dessus, 17% des ménages mauritaniens ont une faible accessibilité alimentaire. Ces ménages se situent pour la majorité d'entre eux, dans le Hodh El Gharbi (39%), le Hodh El Charghi (19%) et l'Assaba (18%).

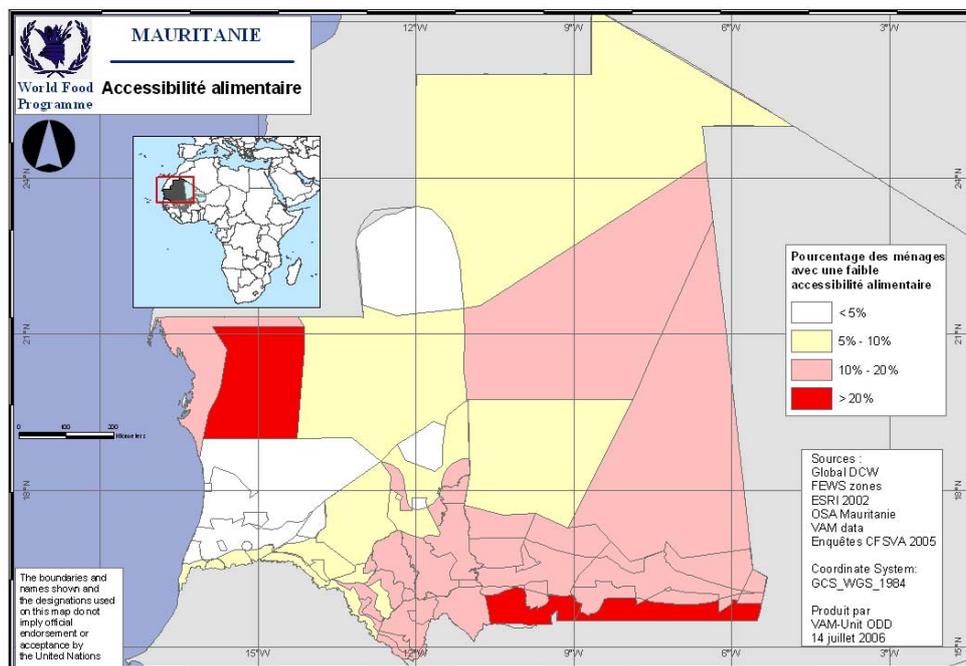
Figure 8 – Accessibilité par groupe de mode de vie



En ce qui concerne les groupes de mode de vie, le groupe vivant de "pauvres activités" est le groupe pour lequel le score d'accessibilité alimentaire est le moins bon avec 75% des ménages ayant une faible accessibilité.

Viennent ensuite, les travailleurs journaliers. On remarque que les ménages de ces deux groupes se concentrent dans les régions citées plus haut.

Carte 4 – Accessibilité alimentaire des ménages au niveau des wilayas



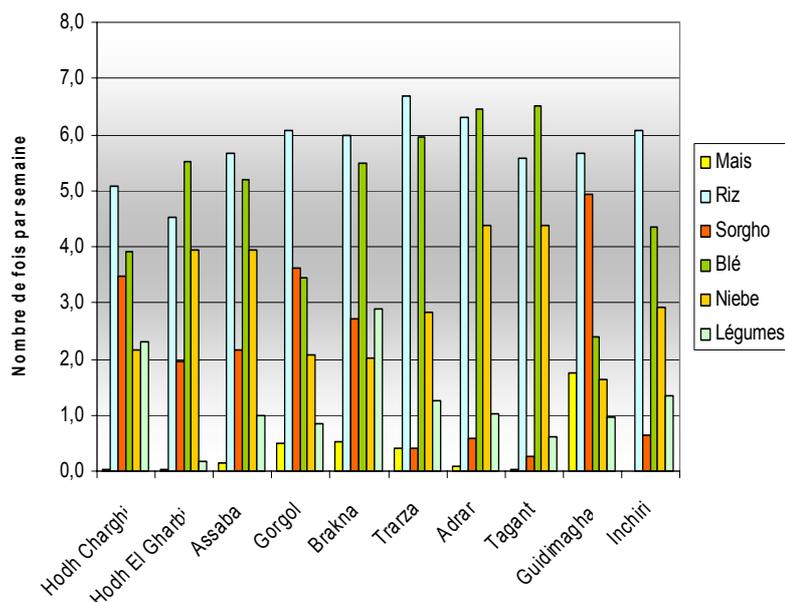
Source : Programme Alimentaire Mondial

5. Consommation alimentaire

5.1 Fréquence de consommation et diversité alimentaire

Le nombre moyen de repas par ménage et par jour en Mauritanie est de 2,4 pour les enfants et de 2,5 pour les adultes. C'est dans le Guidimakha que le nombre de repas est le plus élevé avec plus de 3 repas par jour pour les adultes et 2,9 pour les enfants. Dans aucune wilaya le nombre de repas, tant pour les adultes que pour les enfants, n'est inférieur à 2 et par zone agro-écologique, on retrouve les mêmes tendances.

Figure 9 - Consommation hebdomadaire de céréales et légume par wilaya



A la question : « Combien de jours dans la semaine votre ménage a consommé les produits suivants ? », les ménages ont répondu le plus fréquemment les aliments suivants : sucre (6,9 fois), sel (6,8 fois), lait (6 fois), riz (5,8 fois), huile (5,8 fois), blé (4,9 fois). La première source de protéine citée est le niébé (3 fois) suivi par la viande gros ruminant (1,6 fois). A part dans le Brakna, jamais le poisson n'est cité plus de 2 fois par semaine.

5.2 Groupes de consommation alimentaire et profils

Bien que l'étude n'ait pas spécifiquement étudié les connaissances nutritionnelles de la population en Mauritanie, il est important de prendre en compte certaines habitudes et préférences alimentaires ayant lieu en milieu rural.

Dans la zone pastorale, l'alimentation dominante est à base de viande et de lait (frais ou caillé). Les céréales comme le blé constituent la base de cette alimentation ; la viande constituant le complément. Dans cette zone, les produits végétaux (légumes et fruits) constituent des exceptions. Le poisson n'est consommé qu'en de très rares occasions, il n'est pas bien apprécié.

Au niveau de la bande frontalière avec le Mali, le mil et le sorgho constituent la base de l'alimentation de même que le blé. En dehors de la viande, on retrouve le poisson dans des proportions très réduites et sous forme séchée. Les légumes et fruits sont consommés pendant la saison de production. Ici, l'influence des productions maliennes se fait beaucoup sentir grâce aux marchés hebdomadaires, véritables foires agricoles.

La vallée du fleuve est la plus proche des grands centres urbains (Mauritanie et Sénégal) et de ce fait les transformations des habitudes alimentaires y sont beaucoup plus visibles. Cependant, cette partie du pays reste encore rurale et l'alimentation est fortement tributaire des produits locaux. Comme dans les autres zones, les céréales constituent l'alimentation de base. Le riz (cultivée dans la zone, en plus de l'importation) est la première céréale consommée dans cette zone. La viande et surtout le poisson sont beaucoup consommés. La présence du fleuve permet la culture d'une grande variété de végétaux.

Dans l'ensemble, le manque de connaissance en matière de nutrition fait que l'alimentation reste assez plate. Cependant avec les sécheresses répétitives et la destruction quasi-totale des moyens de production, on constate une évolution notoire dans la composition des plats consommés par les populations rurales. Les produits importés prennent de plus en plus de place dans l'alimentation.

L'analyse de la diversité de la consommation alimentaire des ménages a été effectuée en utilisant les variables recueillies sur la fréquence de consommation des aliments et leur diversité dans la semaine précédant l'enquête. Les principaux aliments ont été regroupés en huit catégories d'aliments : les céréales ; les tubercules ; la viande et le poisson ; l'huile et le sucre ; le poisson sec et le niébé. L'analyse de ces différentes variables a abouti à une formule de mesure du score de consommation alimentaire et quatre classes de consommation alimentaire ont été obtenues :

$$\text{FCclass} = -2.434 + 0.349*\text{cereals7} + 0.323*\text{meatfish7} + 0.089*\text{eggs7} + 0.117*\text{vegsfruit7} + 0.103*\text{oilsug7} + 0.070*\text{tubers7} + 0.038*\text{dry_fish7} + 0.030*\text{niebe7}^{\text{xix}}$$

En qui concerne les groupes de mode vie, on note que les groupes présentant un profil de pauvre consommation sont une fois de plus les ménages vivant de "pauvres activités" (34%) devant les agriculteurs (15%), les éleveurs (12%) et les travailleurs journaliers (11%). Les agriculteurs et les éleveurs possèdent pourtant de la nourriture de part leur propre production mais sont dépendants de la vente de leur production pour assurer leurs achats.

5.3 Sources alimentaires des ménages

La majorité des aliments consommés par les ménages de l'échantillon provient de leur propre production (61%). Les deux autres sources importantes sont tout d'abord l'achat (26%) et ensuite l'emprunt (6%). Dépendamment de la wilaya, de la zone agro écologique ou du groupe de mode de vie, les résultats changent et le moyen d'obtention des aliments diffère. Les chiffres en annexe montre que le riz, aliment important dans certaines régions, est plus acquis par achat (60%) et emprunt (24%) que par la production du ménage (13%). Pour le niébé, certaines régions comme Trarza, l'Adrar et le Hodh El Gharbi privilégient l'achat à la production alors qu'au Gorgol et au Guidimakha, c'est le contraire. Pour les produits laitiers très consommés au quotidien, les ménages de toutes les wilayas sauf le Trarza obtiennent ces aliments de leur production.

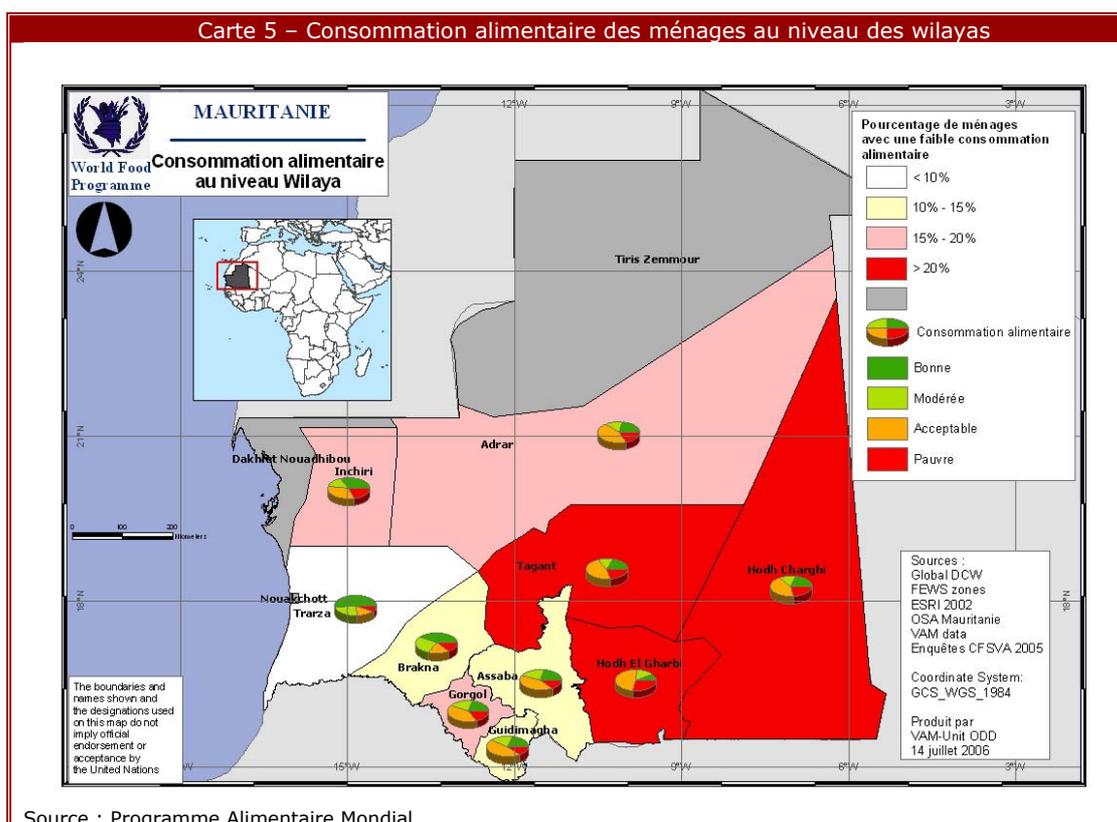
^{xix} cereals7 = mais+riz+sorgho+blé
meatfish7 = poisson fr+volaille+viandeGR+viandePR
vegsfruit7 = légumes+fruits
dry_fish7 = poisson sec

tubers7 = tubercules
eggs7 = oeuf+lait
oilsug7 = huile+sucre
niebe7 = niebe

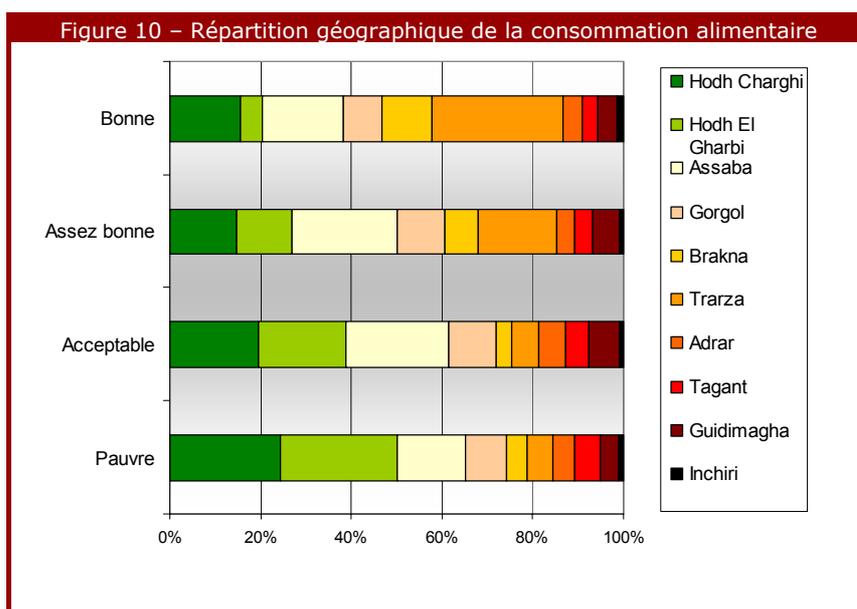
Tableau 14 – Groupes de consommation alimentaire

Classes de consommation alimentaire	Score	Effectif (pourcentage)	Caractéristiques
Pauvre alimentation	$FCclass \leq 1,5$	7,0%	Ces ménages consomment essentiellement des céréales, de l'huile et du sucre. Ils mangent souvent du lait ou des œufs. Ils ne consomment pratiquement pas de viande ni de légumineuses. La viande est inexistante dans leur régime alimentaire.
Alimentation acceptable	$1,5 < FCclass \leq 2,5$	16,1%	Ces ménages consomment régulièrement les céréales, de l'huile et du sucre, qui sont généralement accompagnés de lait. Le niébé constitue leur principale source de protéines végétales. Leur consommation de viande se limite à deux fois en moyenne dans la semaine.
Assez bonne alimentation	$2,5 < FCclass \leq 3,5$	18,0%	Ces ménages ont une consommation alimentaire un peu plus diversifiée que les classes précédentes. Leur alimentation est composée quotidiennement de céréales, d'huile, de sucre, de lait ou des œufs et des légumineuses. Ils mangent de la viande en moyenne quatre fois dans la semaine. Leur alimentation en fruits et légumes reste insuffisante.
Bonne alimentation	$FCclass > 3,5$	58,9%	La consommation alimentaire de ces ménages est diversifiée, ils consomment quotidiennement des céréales, du lait, de l'huile, du sucre et de la viande. Les fruits et les légumes sont consommé au moins trois fois dans la semaine.

La carte montrée ci-après présente les classes de consommation alimentaire par wilaya.



5.4 Distribution géographique des groupes de diversité et de consommation alimentaire



On a noté que la majorité des ménages ayant une consommation alimentaire se situe dans les deux Hodh, l'Assaba et le Gorgol. Les ménages ayant une bonne consommation sont représentés principalement dans le Trarza. Cette distribution rejoint celle de l'accessibilité alimentaire décrite plus haut.

6. Sécurité alimentaire et groupes vulnérables

6.1 Méthodologie

Le profil de vulnérabilité des ménages a été défini en calculant le niveau d'accessibilité des ménages et la fréquence et la diversité de leur consommation alimentaire. L'indicateur d'accessibilité a été établi à partir des données sur les dépenses des ménages et le niveau de stocks en céréales et en bétail ; le niveau de la consommation alimentaire est mesuré à partir de la fréquence de consommation d'aliments et leur diversité dans la semaine précédant l'enquête. Ces deux indicateurs combinés ont permis de déterminer le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.

Le niveau d'insécurité alimentaire des ménages est mesuré en calculant la somme des scores de l'accessibilité et de la consommation alimentaire et ainsi, quatre classes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ont été obtenues :

$$FSclass = Accscore + FCclass$$

Tableau 15 – Groupes de sécurité alimentaire

Profil de vulnérabilité	Score	Effectif (pourcentage)	Caractéristiques
En insécurité alimentaire	$FSclass \leq 3,5$	10,2%	Ménages ayant une consommation pauvre ou acceptable et un accès faible ou acceptable ; ou ménages avec un accès faible ou acceptable et une pauvre consommation.
Fortement vulnérable	$3,5 < FSclass \leq 4,5$	9,9%	L'accès et la consommation sont acceptables (accès et consommation pauvre à acceptable). Au moins un des deux profils est moyen (accès et consommation acceptable) alors que l'autre composante est meilleure (assez bons pour les deux).
Modérément vulnérable	$4,5 < FSclass \leq 5,5$	15,2%	Assez bonne à bonne consommation et accès et inclus aussi les ménages avec un bon accès mais une consommation acceptable et ceux avec une bonne consommation et un accès acceptable.
En sécurité alimentaire	$FSclass > 5,5$	64,6%	

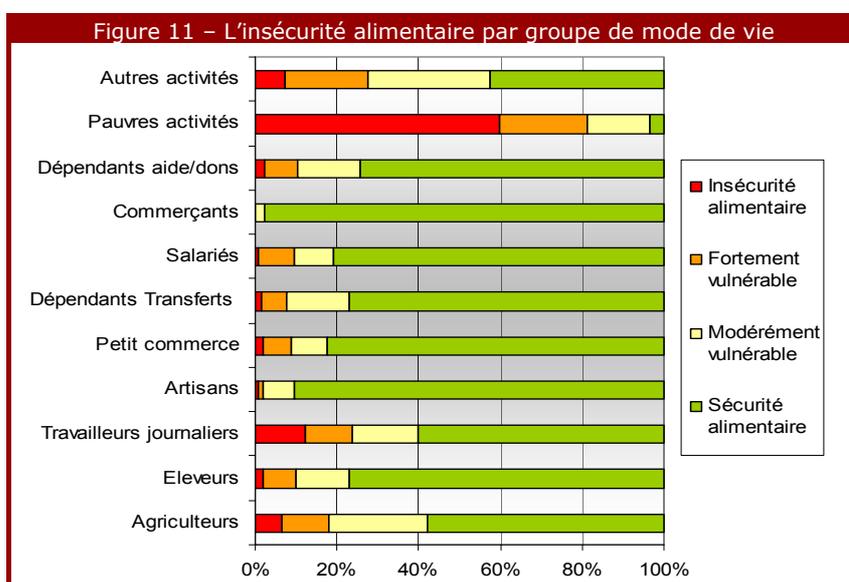
La majorité des ménages en Mauritanie pour la période de l'enquête sont en sécurité alimentaire. Cependant, pour une période de récolte, on remarque que plus de 10% de ménages ruraux n'ont pas accès à une nourriture suffisante et ne consomment pas les aliments nécessaires à leur sécurité alimentaire. De même, 10% des ménages se retrouvent fortement vulnérables.

Les ménages en insécurité alimentaire ne dépensent que 6 600 UM par mois pour leur alimentation. Bien qu'ils mangent deux fois par jour, ils ne consomment qu'environ une céréale par jour, parfois accompagnée du sel, de l'huile ou du niébé, ainsi que le lait pendant 4 jours de la semaine et le sucre quotidiennement. Ils ne consomment presque pas de viande, de volaille, de poisson ou d'œufs.

Les ménages fortement et modérément vulnérables ont des dépenses alimentaires plus importantes, de 8 700 UM et 13 900 UM par mois respectivement, et mangent 2,4 repas par jour essentiellement composés de céréales, de sel et parfois d'huile et de niébé. De plus, ils mangent quotidiennement lait et sucre, et une fois de la viande et une fois du poisson.

Les ménages en sécurité alimentaire dépensent 24 000 UM par mois pour l'alimentation. Ils ont la même consommation alimentaire que les classes précédentes à la différence qu'ils mangent presque chaque jour de la viande ou du poisson.

6.2 Insécurité alimentaire et vulnérabilité par groupe de mode de vie



Par groupes de mode de vie, il ressort que le groupe le plus touché par l'insécurité est celui des ménages vivant de "pauvres activités" (60%). Viennent ensuite les travailleurs journaliers (12%) et les agriculteurs (7%). Les ménages pratiquant le commerce semblent être les moins touchés avec 98% des ménages de ce groupe en sécurité alimentaire.

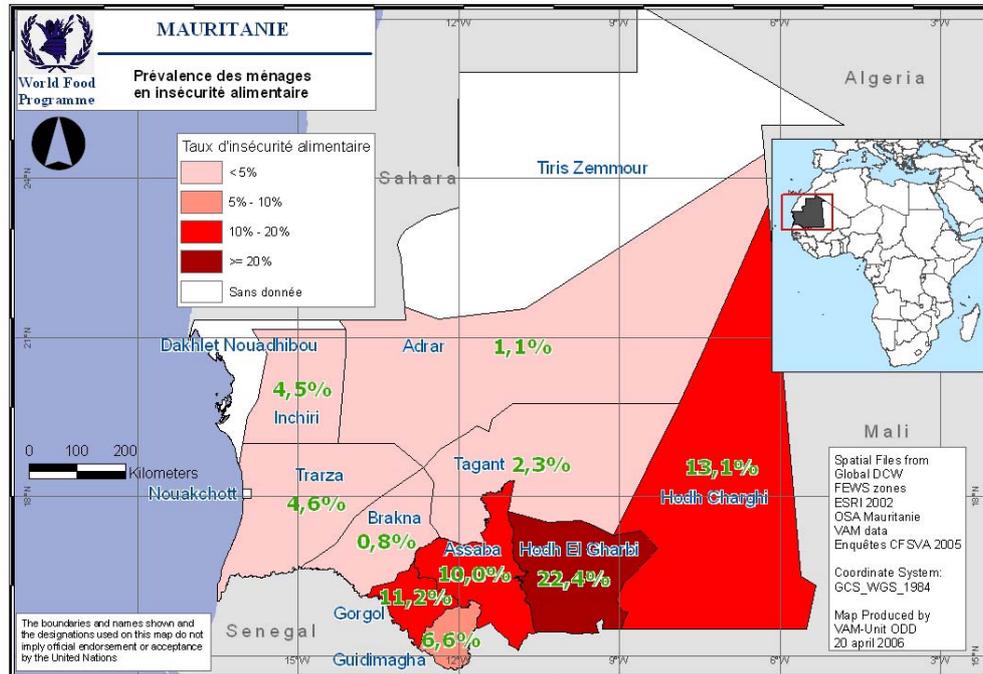
Il est important de rappeler que ces résultats correspondent à une période donnée de l'année et doivent par conséquent être utilisés comme tels et aussi de considérer la complexité et la variabilité des caractéristiques de l'insécurité alimentaire.

Enfin, les groupes de mode de vie peuvent paraître difficiles à utiliser pour combattre l'insécurité alimentaire du fait qu'il est difficile sur le terrain de déceler ces différents groupes dans chaque village, donc le ciblage peut en être affecté. Cependant, les groupes de mode de vie renseignent sur les activités qui permettent aux ménages de réduire ou de se mettre à l'abri de l'insécurité alimentaire et qui seraient par conséquent intéressantes de développer, notamment pour des groupes comme ceux classés "Pauvres activités".

6.3 Répartition géographique de l'insécurité alimentaire

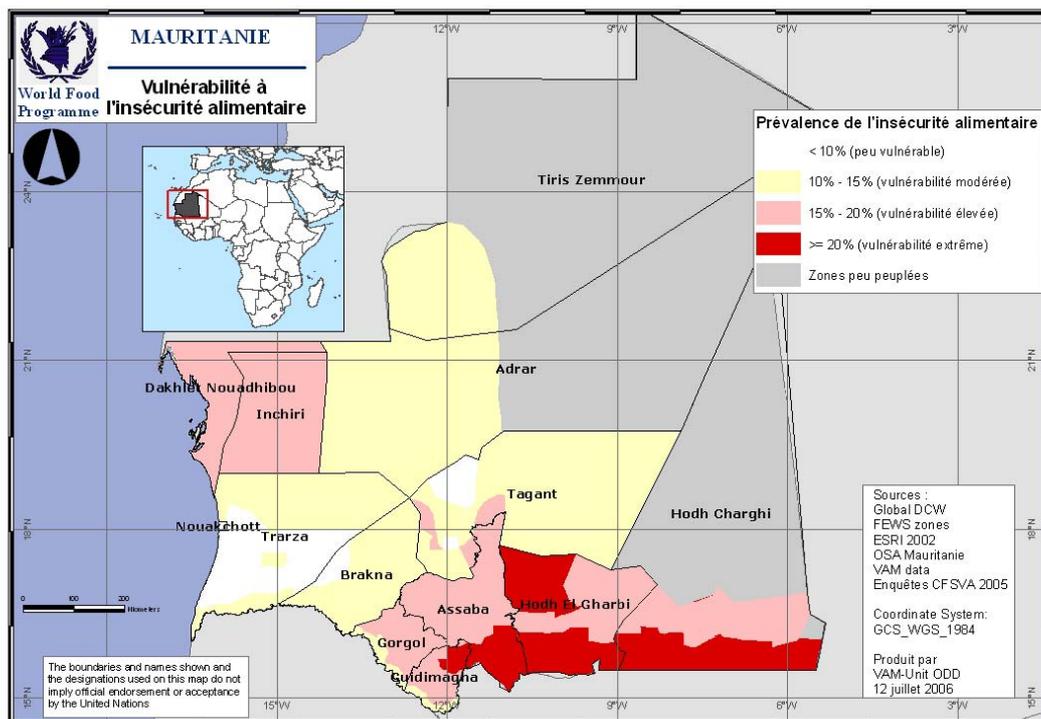
Comme le montre la carte ci-après, la majorité des ménages en insécurité alimentaire ou fortement vulnérables se concentrent dans 4 wilayas : Hodh El Gharbi (22%), Hodh El Charghi (13%), Assaba (10%) et Gorgol (11%), viennent ensuite Guidimakha (7%) et Trarza (5%). Pour ce qui est de la vulnérabilité, on remarque que Brakna, dont l'insécurité est très faible présente 11% de ménages vulnérables.

Carte 6 – Répartition géographique des ménages en insécurité alimentaire

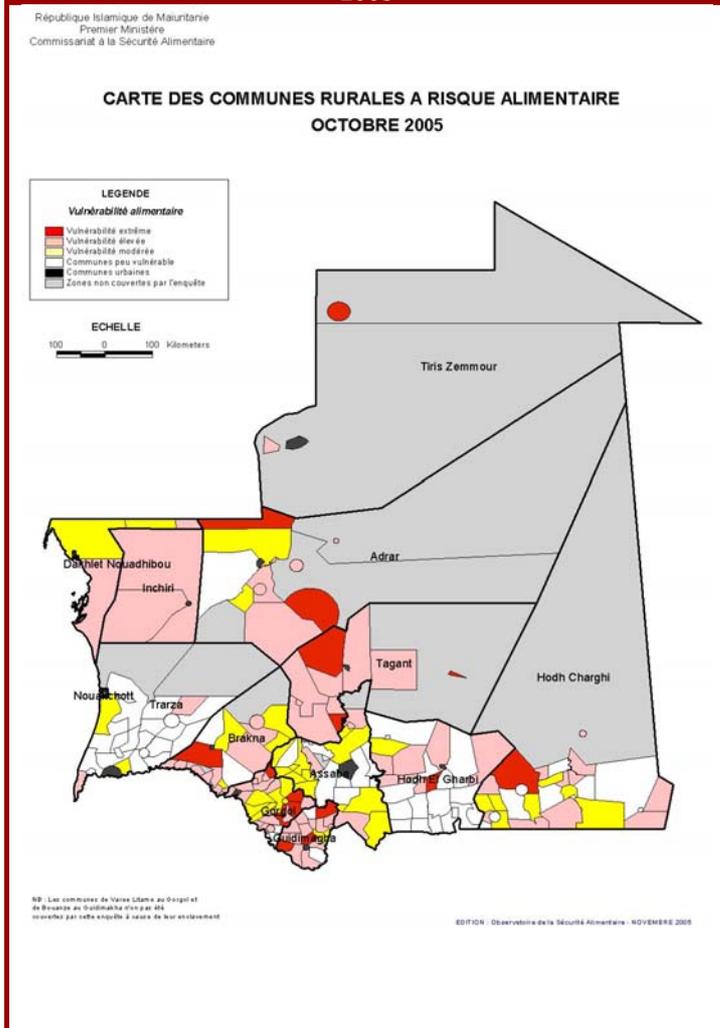


Pour détailler l'analyse géographique, les cartes d'insécurité alimentaire – par wilaya, par zone agro-écologique (zone FEWS Net) et par zone PAM – ont été superposées et la prévalence d'insécurité alimentaire au niveau des moughataa a été déterminée (carte ci-après). Il ressort que la zone la plus touchée par l'insécurité alimentaire est principalement celle située au sud-est du pays, à la frontière avec le Mali, dans la zone agricole du pays.

Carte 7 – Répartition géographique des ménages en insécurité alimentaire



Carte 8 – Carte des communes rurales à risque alimentaire établie par l'Observatoire à la sécurité alimentaire en octobre 2005



L'Observatoire à la Sécurité Alimentaire (OSA) fournit régulièrement des informations sur la situation alimentaire nationale, c'est dans ce cadre qu'une enquête a été menée en octobre 2005, à travers tout le pays. Cette étude se base sur des appréciations qualitatives d'indicateurs liés à la sécurité alimentaire (pluviométrie, situation des cultures, situation pastorale, activités de revenus, accessibilité des produits alimentaires, situation sanitaire et nutritionnelle, activités de sécurité alimentaire et de développement et éléments d'alerte), faute de données quantitatives et une attribution d'une note de vulnérabilité communale, permettant une classification des communes (gradation de la vulnérabilité). Cette étude avait montré une situation alimentaire difficile et localisée dans certaines communes du Tagant et du Brakna où des niveaux de vulnérabilité extrême ont été observés. Cette vulnérabilité alimentaire s'explique par une production agricole déficitaire en 2005-2006 dans le Brakna et les attaques des ennemis de culture qui ont sensiblement affectés la production agropastorale dans le Tagant.

7. Evaluation des causes de l'insécurité alimentaire en Mauritanie

Afin de déterminer les causes de l'insécurité en Mauritanie, le CFSVA a regroupé tous les indicateurs relevés et susceptibles d'avoir un impact sur l'insécurité alimentaire en Mauritanie^{xx}.

En assumant que les caractéristiques de chaque village, ont de fortes chances d'avoir un impact sur le niveau de sécurité alimentaire des ménages, les bases de données ménages et villages ont été couplées et utilisées pour cette analyse. On a noté que 370 des 1953 ménages de la base de données n'ont pas été liés lors de ce processus et n'ont pas pu être associés à leur village d'appartenance. L'échantillon reste cependant assez conséquent et statistiquement représentatif (1583 ménages).

7.1 Sélection des variables

La variable « score de sécurité alimentaire » est la variable de base de cette analyse. En se basant sur le cadre analytique prédéfini, les variables suivantes ont été sélectionnées :

1. Stratégies de mode de vie

- Migration du chef de ménage
- Présence de migrants au sein du ménage
- Groupe de mode de vie
- Nomadisme

^{xx} Plus de détails ainsi que les tableaux statistiques résultant de l'analyse se trouvent en annexes sur le CD Rom (en anglais).

2. Indicateurs de capital humain

- Sexe du chef de ménage
- Age du chef de ménage
- Niveau d'éducation du chef de ménage
- Statut matrimonial du chef de ménage
- Présence de personne chroniquement malade dans le ménage
- Rapport de dépendance
- Taille du ménage

3. Indicateurs du capital financier

- Accès du ménage au crédit

4. Indicateurs naturels

- Stratification administrative par Wilaya
- Strates VAM

5. Indicateurs de capital physique

Niveau communautaire

- Distance du village par rapport à la route principale
- Présence d'une école dans le village

Capital productif

- Surfaces cultivées par le ménage

6. Indicateur d'exposition aux risques

- Type du choc principal affectant le ménage

7.2 Principaux résultats

Stratégies de mode de vie

L'analyse constate que les ménages du groupe "pauvres activités", dont les revenus ne se basent pas sur une source principale et importante comme l'agriculture ou l'artisanat par exemple, sont plus affectés par l'insécurité alimentaire que les autres groupes existants en Mauritanie. Les groupes « *Travail journalier* » et « *Aide Dons* » suivent immédiatement alors que les ménages des groupes « *Artisans* » et « *Commerçants* » semblent être les moins à risque.

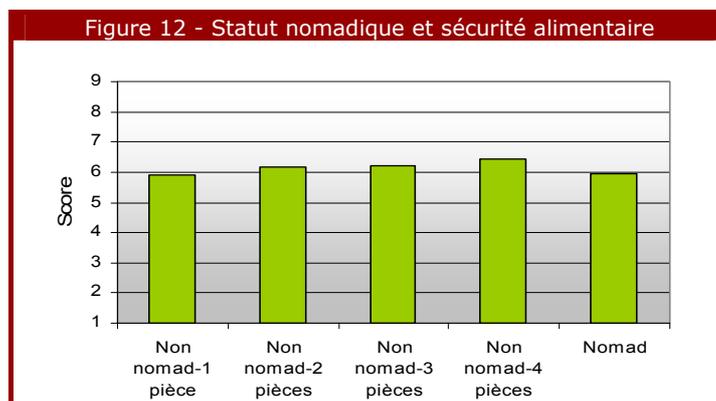
Afin de saisir au mieux le mode de vie nomade, très présent en Mauritanie, il a été ajouté à cette variable le nombre de pièces que possède le ménage dans son logement. Cela permet d'ajouter une dimension de richesse et de style de vie au statut de nomade. Les résultats montrent que, comparés aux ménages nomades, les non nomades possédant plus d'une chambre ont un meilleur niveau de sécurité alimentaire, cette situation s'améliore avec le nombre de pièces du logement (voir tableau ci-après).

Indicateurs de capital humain

Il est ressorti de l'analyse que les ménages dont le chef peut lire ou écrire un simple message, tendent à avoir un score de sécurité alimentaire plus élevé que ceux dont le chef de ménage est illettré voir analphabète.

Indicateurs naturels

La strate dans laquelle vivent les ménages est aussi un indicateur important selon l'analyse. Ainsi, les ménages vivant dans les zones agro écologiques d'agriculture et de mixte pastorale et oasisienne sont plus en insécurité alimentaire que les ménages vivant dans la zone désertique.



8. Chocs et stratégies de compensation

Depuis la sécheresse des années 70, les ménages ruraux ont développé des stratégies plus ou moins efficaces d'adaptation pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Ainsi, les AGR et les revenus de transfert (migrations surtout) sont devenus des composantes essentielles de l'accessibilité.

Choc	%
Sécheresse	26%
Autres	18%
Maladies et ennemis des cultures	12%
Fréquence des maladies	8%
Cérémonies	6%
Vent/ensablement	4%
Hausse des prix	3%
Chômage	3%
Incendie	3%

Il a été demandé aux ménages qui ont subi un choc lors des 12 mois précédents l'enquête de lister par ordre d'importance quatre chocs ayant affecté le ménage. Cette liste de chocs ressentis par le ménage et réunis en quatre groupes (biophysiques, économiques, sociaux et politiques) va permettre de connaître les causes de l'insécurité alimentaire, les types de risques qu'encourent les ménages vulnérables et de dresser des projections d'insécurité alimentaire.

Bien qu'au niveau national 40% des ménages aient subi un choc lors des derniers 6 mois, de grandes disparités sont à noter.

La wilaya la plus affectée est le Trarza où le plus grand nombre de ménages a reporté avoir subi un choc et pratiquement la totalité (92%) des ménages ont été affectés. De même, plus de deux tiers des ménages du Gorgol et du Hodh El Gharbi ont été touchés. A l'opposé, on retrouve l'Adrar et l'Assaba où seulement 4% des ménages ont vécu un choc.

8.1 Sécheresse et stratégie de compensation

La sécheresse a frappé depuis plusieurs années la Mauritanie, par conséquent, elle constitue le choc le plus courant chez les ménages interrogés. Les ménages touchés par des chocs au cours des 12 derniers mois ont cité la sécheresse en priorité comme premier choc subi (26% des ménages).

Pour certaines wilayas, comme le Trarza (45%), le Tagant (47%) et le Hodh El Charghi (54%), la moitié des ménages ont subi les effets de la sécheresse. La répartition par zone agro écologique, montre que le problème est prioritaire dans les zones de transhumance pastorale (44%), mixte pastorale et oasis (35%) et nomade pastorale (33%). Les commerçants et les dépendants d'aide et de dons sont les premiers à subir ce choc.

8.2 Péril acridien et ennemis de cultures

Au niveau des ménages enquêtés, il ressort que 12% ont subi un choc lié aux maladies et ennemis des cultures. Il n'a pas été explicitement demandé si le péril acridien a affecté les ménages. Ainsi, une partie de ce choc pourrait bien concerner la sésamie qui a fait des ravages dans les cultures récemment.

Au niveau des wilayas, les données sont encore plus parlantes surtout pour le Guidimakha où 46% des ménages place ce choc en première place devant la sécheresse, même chose pour le Gorgol avec 26% (contre 4% pour la sécheresse). A part les agriculteurs qui sont les plus touchés (28%), on retrouve les travailleurs journaliers, les petits commerçants (11%) et les ménages vivant de "pauvres activités" (14%). La zone agropastorale est la plus touchée (20%).

8.3 Fréquence des maladies et cérémonies

Les autres chocs les plus fréquemment cités sont la fréquence des maladies qui affectent les membres du ménage (8%) et les cérémonies religieuses et culturelles (6%)^{xxi}. Les maladies arrivent en premier choc des ménages pour l'Assaba (37% des ménages), ce choc affecte tout particulièrement les artisans. Mais dans l'Assaba, les cérémonies constituent aussi un des chocs principaux, les ménages l'ont cité à 43% et en particulier les salariés (12%). Ce choc s'explique par le coût des cérémonies et notamment les mariages qui constituent, dans les villages mauritaniens une dépense importante. Il est

^{xxi} Il est à noter que les chocs "autres" sont cités dans 18% des cas. Ces chocs comprennent tout type de chocs par catégorie non inclus dans la liste des autres chocs proposés (voir annexe pour liste complète).

important culturellement d'offrir un mariage coûteux beau pour montrer la position sociale (et financière) de la famille dans le village. Du coup, beaucoup de familles s'endettent en empruntant ou en vendant des animaux pour cette occasion.

8.4 Autres chocs

Localement, d'autres chocs se présentent comme un problème majeur pour les ménages. C'est le cas notamment du vent et de l'ensablement pour la région d'Hodh El Gharbi (21%) et de l'Inchiri (10%), des incendies pour l'Adrar (14%), du chômage pour l'Adrar (14%) et l'Inchiri (13%), ou encore de la maladie des animaux citée à 9% dans le Hodh El Gharbi et notamment chez les éleveurs. Enfin, la hausse des prix affecte le Trarza et le Hodh El Gharbi (9% chaque) lésant particulièrement les salariés (18%) fortement présents dans la région.

8.5 Stratégies de compensation

Afin de faire face à la sécheresse et aux autres chocs décrits ci-dessus, les ménages ruraux ont mis en place des stratégies de compensation. La plus citée est le changement d'habitudes alimentaires et notamment la baisse de la quantité, de la qualité et du nombre de repas. En deuxième choix, les ménages réduisent leurs dépenses alimentaires, ont recours à l'emprunt familial ou migrent pour réaliser des travaux exceptionnels (tous les chiffres sont disponibles en annexe).

Partie IV - Statut nutritionnel

1. Accès aux soins de santé en Mauritanie

Dans le domaine de la santé, deux plans directeurs (1991-1996 et 1998-2002) ont été mis en œuvre face à la situation préoccupante du secteur. L'objectif principal était la mise en œuvre des soins de santé primaire avec le concept « Initiative de Bamako (IB) ». L'offre d'infrastructure de santé se composait, en 1998, de 43 centres de santé de catégorie « A » et « B », de 255 postes de santé et de 548 Unités de Santé de Base (USB). Ainsi, selon les statistiques officielles, la couverture sanitaire de base est passée de 30% en 1991 à 71,5% en 1998 dans un rayon de 10 km (y compris les USB).

Cependant, il est important de souligner que la réalité sanitaire de la Mauritanie est bien moins heureuse que ne le laissent supposer ces chiffres officiels. En effet, non seulement les centres de santé et les postes de santé ne sont pas tous dotés du « Plateau Minimum d'Activités », mais aussi et surtout les USB ne peuvent en aucun cas être considérées comme des offres d'infrastructures de santé, dans la mesure où ils n'assurent tout au plus que la fourniture de certaines molécules de base. De plus, les données villages permettent de voir que les structures de santé en milieu rural sont insuffisantes. La majorité des villages ne possèdent pas de centre de santé et 59% des villages se disent à plus d'une heure de ces centres. La wilaya du Gorgol est la mieux pourvue avec 20% des villages qui disposent de centre de santé, ce qui reste malgré tout très faible. Les données sont similaires quant à la présence d'une pharmacie dans les villages.

Les infrastructures sanitaires les plus fréquentées se trouvent être les centres de santé intégrés (45%), les cases de santé (20%) et les hôpitaux régionaux (18%). Les ménages des villages interrogés rejoignent ces infrastructures distantes en moyenne de 40 km (76 km pour l'Adrar) en majorité par voiture souvent le taxi (37%), en charrette (31%) ou à dos d'animal (20%).

Encadré 2 - Principales pathologies enregistrées en Mauritanie

- **Paludisme** : un des problèmes majeurs de la santé publique. Fort impact sur la mortalité et la morbidité (les enfants et les femmes enceintes). 41% des villages citent le paludisme comme maladie principale.
- **Diarrhées** : deuxième cause de morbidité. Responsable de 42% des cas d'hospitalisation pédiatrique et de 23% des décès d'enfants de moins de 5 ans. 38% des villages le citent comme maladie principale.
- **Infections Respiratoires Aiguës (IRA)** : très peu mortelles. Comptent parmi les trois principaux motifs de consultation en Mauritanie. Pics en période fraîche. 17% des villages le citent comme maladie principale.
- **Hépatite B** : taux de séropositivité supérieur à 20% chez les élèves et les donneurs de sang.
- **Dracunculose** : connaît une forte régression grâce à la mise en œuvre d'un programme d'éradication dans les 8 wilayas endémiques. Les chiffres disponibles sont très certainement en dessous de la réalité car il n'existe pas de dépistage systématique et les enquêtes épidémiologiques sont rares.
- **Méningite** : cas signalés dans les régions frontalières avec le Mali.
- **VIH/SIDA** : mal connu. Taux de prévalence estimé à moins de 1%. Le nombre de cas enregistrés est passé de 532 en 1993 à 6100 en 1998.
- **Choléra** : près de 2600 cas et plus d'une centaine de décès récemment identifiés dans 6 régions et notamment à Nouakchott

En ce qui concerne le personnel de santé en Mauritanie, le nombre de médecins a doublé (167 en 1991 à 313 en 2006), celui du personnel infirmier est passé de 352 à 1 893. Pour les autres catégories du personnel, l'augmentation, sur la même période, a été de 34 % pour les techniciens supérieurs (176 à 235), de 26% pour les infirmiers médico-sociaux (585 à 736) et de 21,5% pour les sages-femmes (177 à 215). Sur le plan budgétaire, le secteur de la santé a absorbé de 1999 à 2003, 9% du budget de fonctionnement de l'Etat avec un récent pic de 14% en 2003. Cependant, dans le même temps, les dépenses privées du secteur n'ont cessé de baisser²⁶.

Également, les niveaux de couverture sanitaire peuvent cacher une situation sanitaire préoccupante. Le taux de mortalité infantile est de 78 pour 1 000, la mortalité juvénile de 115 pour 1 000, et la mortalité maternelle demeure une des plus élevées d'Afrique avec 930 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ces niveaux élevés de mortalités sont à mettre en rapport avec :

- Les accouchements assistés ne concernent que 17,9% et seulement à Nouakchott, en Inchiri et au Tiris Zemmour, plus de 30% des femmes avaient accouchées en 1997 en bénéficiant d'un suivi et d'une assistance médicalisés. Ce taux atteignait 57%²⁷ en 2001 au niveau du pays mais avec toujours de grandes disparités régionales et sociales. Les femmes ayant un niveau d'éducation plus élevé ayant reçu les meilleurs soins²⁸ ;
- Le faible niveau de la couverture vaccinale, en 1998, il était de 14,1% seulement avec de fortes variations régionales : seules les wilayas de Nouakchott et du Trarza avaient des taux de couverture vaccinale supérieurs à 20%^{xxii}.

L'indice de fertilité (IF) est passé de 6,1 à 5,4 ; tandis que le taux de prévalence du VIH/SIDA est resté relativement stable aux alentours de 0,6%. Sur la même période, le taux d'accessibilité des structures sanitaires, dans un rayon de 10 km, est passé de 30% à 80%.

Globalement, la situation de la Mauritanie en matière d'assainissement est assez mauvaise, près du tiers des ménages mauritaniens (36%) n'a pas d'installation sanitaire. Ce pourcentage est beaucoup plus accentué en milieu rural où la moitié des ménages n'a aucune installation sanitaire (contre 23% en milieu urbain). Les systèmes d'égout ne concernent que 3% des ménages, presque tous en milieu urbain. Le taux de « latrinitisation » est à peine de 31% dans le monde rural et de 59% dans la zone urbaine.

Encadré 3 - Principales observations - Santé

La situation sanitaire en Mauritanie se résume principalement par l'insuffisance de la couverture vaccinale (notamment en milieu rural, du fait de la suspension, depuis quelques années, des activités des équipes mobiles de vaccination). On assiste aussi à un faible recours à l'utilisation des contraceptifs, aux consultations prénatales et aux accouchements assistés. A cela s'ajoutent un accès insuffisant aux visites curatives des enfants de moins de 5 ans et la faiblesse de la prévention et du traitement des maladies infectieuses (VIH/SIDA, paludisme, diarrhées, infections respiratoires, etc.).

Cette situation s'explique par la disponibilité insuffisante des médicaments essentiels, notamment depuis 1998, l'inadéquation de la qualification et de la répartition du personnel, liées aux problèmes de formation, de rémunération ainsi que par une stagnation, en termes réels, des dépenses publiques de santé.

L'UNICEF a signalé un important manque de données nutritionnelles de base en Mauritanie.

Dans le cadre de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans le pays, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans a été caractérisée. Cette étude, menée en décembre 2005, a fourni des informations sur les prévalences de malnutrition infantile, les pratiques d'allaitement et d'alimentation complémentaire et la santé de la mère et de l'enfant.

2. Santé des femmes et pratiques de soins

2.1 Soins prénataux des femmes actuellement enceintes

Les soins prénataux et l'accouchement assistés par un personnel de santé compétent avec les conditions d'hygiène nécessaires, assurent une grossesse et un accouchement en toute sécurité et assure la reconnaissance rapide, le traitement et la référence des cas compliqués. Dans un effort de réduire le nombre de décès d'enfants et/ou de mères, toutes les femmes en état de grossesse devraient bénéficier de soins prénataux.

En Mauritanie, l'enquête a montré que près du quart des femmes actuellement enceintes n'ont pas reçu de soins prénataux au moment de l'enquête. On a noté que 74% des femmes enceintes ont pu consulter un personnel qualifié (Infirmier/sage femme, médecin, agent de santé) au moins une fois. On constate que ces femmes consultées, ont eu à visiter le personnel médical qualifié en moyenne que deux fois lors de la durée de la grossesse. L'analyse a montré que 17% seulement des femmes ont eu à effectuer 4 visites prénatales et plus.

^{xxii} Il est à noter que ces chiffres ne concernent que les activités habituelles du Programme élargi de vaccination (PEV) et n'intègrent donc pas les activités des Journées Nationales de Vaccination (JNV) et les activités dites « avancées » de vaccination).

La prise de fortifiant ferrique n'est pas effective chez les femmes enceintes, en effet l'étude a montré que 38,8% uniquement des femmes actuellement enceintes ont déclaré avoir reçu un fortifiant ferrique au cours des 7 derniers jours. Bien que cette prise de fer ne concerne pas toutes les femmes, elle est journalière et régulière chez celles l'ayant reçu.

La déficience en vitamine A peut causer des problèmes de vision surtout chez les enfants ; ce déficit peut aussi favoriser des décès et des maladies chez les enfants et leurs mères. Il est recommandé aux enfants et aussi aux mères de prendre un supplément en vitamine A pendant la grossesse et pendant la période d'allaitement. Dans cette enquête, les difficultés liées au déficit de vitamine A n'ont pas été cernées, par contre la prise de capsules de vitamine A est très faible chez les femmes s'occupant des enfants. Moins du tiers des femmes évaluées n'ont pas pris de supplément en vitamine A lors de leur dernière grossesse.

Ces faibles taux de prise de fortifiant ferrique et de vitamine A chez les femmes enceintes ou allaitantes constituent un problème de santé publique dans la communauté. Les programmes de sensibilisation devraient être renforcés pour encourager les femmes enceintes ou allaitantes à plus fréquenter les structures sanitaires pour des soins prénataux et postnataux.

2.2 Maladie des femmes et prévention du paludisme

L'information sur les maladies des femmes est essentielle à invertir. La prévalence de diarrhée permet de lier son incidence aux pratiques d'hygiène. La prévalence d'une récente fièvre est utile pour estimer l'incidence du paludisme dans la partie endémique du pays. Un des moyens de réduire la transmission du paludisme est l'utilisation des moustiquaires imprégnées ou d'antipaludéen.

Dans cette enquête, il a été demandé aux femmes si elles ont eu un épisode de diarrhée au cours des 2 dernières semaines. Au total 19,1% des femmes avaient un épisode de diarrhée ; avec une différence significative suivant les wilayas. Les prévalences les plus élevées ont été observées à Tiris Zemmour, dans le Tagant, le Guidimakha et le Gorgol, avec des taux respectifs de 29,9% ; 25,6%, 21,6% et 21,0% ; dans ces wilayas l'accès à l'eau potable y est très difficile.

Tableau 17 - Maladies des femmes de 15-50 ans et utilisation d'antipaludéen

Wilaya	Maladies au cours des deux dernières semaines		Antipaludéen
	Diarrhée	Fièvre	
RURAL			
Adrar	10,0%	16,1%	2,6%
Assaba	18,4%	57,7%	29,8%
Brakna	7,4%	35,6%	21,4%
Gorgol	21,0%	54,3%	38,8%
Guidimakha	21,6%	47,4%	15,9%
Hodh El Chargui	16,3%	53,4%	11,3%
Hodh El Gharbi	17,9%	53,4%	38,3%
Tagant	25,6%	50,7%	20,7%
Tiris Zemmour	29,9%	47,8%	10,3%
Trarza	17,5%	51,4%	31,7%
URBAIN			
Nouadhibou	23,0%	55,2%	22,2%
Nouakchott	23,9%	45,2%	44,0%
Inchiri	23,1%	33,0%	15,4%
Total	19,1%	47,2%	25,0%

Les régions les moins affectées sont le Brakna et l'Adrar qui présentent des taux de prévalence respectifs de 7,4% et 10,0%. En milieu urbain la prévalence de diarrhée reste élevée dans les trois sites avec une prévalence de plus de 23%.

La prévalence de la fièvre au cours des deux dernières semaines est de 47,2% chez les femmes. Les régions dont les femmes sont moins affectées sont le Brakna et l'Adrar. Le paludisme étant très endémique dans le sud du pays, l'utilisation d'antipaludéen est très courant dans cette partie du pays ainsi qu'à Nouakchott (milieu urbain) comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

En plus de l'utilisation d'antipaludéen, un autre moyen de prévention du paludisme est l'utilisation de moustiquaires imprégnées. Cette utilisation de moustiquaires n'est pas systématique chez les enfants et leurs mères, on a noté que 43,5% des mères l'avaient utilisée la veille de l'enquête et 39,8% des enfants et seulement 26,3% de ces

moustiquaires étaient imprégnées. Dans le Gorgol et le Guidimakha, les taux d'utilisation sont respectivement de 64,4% et 51,7% chez les femmes et 56,6% et 49,2% pour les enfants mais seulement 39,7% et 24,4% de ces moustiquaires étaient imprégnées.

2.3 Hygiène des mères s'occupant des enfants

La pratique de lavage des mains aux moments adéquats est une façon de prévenir la diffusion de certaines maladies. Le lavage approprié des mains est une pratique pour améliorer la santé et la nutrition de l'enfant dans les communautés. La promotion du lavage des mains et les pratiques d'hygiène sont importantes pour la réduction des maladies et décès des jeunes enfants et par conséquent la réduction de la sous-nutrition.

Dans cette enquête, les résultats ont montré que le lavage des mains avec du savon ou du détergent n'est pas une pratique courante ; en effet, on a constaté que 4,8% et 9,7% (respectivement en milieu urbain et en milieu rural) des femmes s'occupant de jeunes enfants ne se lavent pas les mains avant de préparer le repas des enfants. Et parmi les femmes qui se lavent les mains, seulement 63,2% et 24,8% (respectivement en milieu urbain et en milieu rural) d'entre elles utilisent du savon ou du détergent.

La pratique de lavage des mains après les toilettes n'est pas effective surtout en milieu rural où l'utilisation du savon ou de détergent ne concerne que le tiers des femmes en milieu rural (33,1%). En ville, près de 75% des femmes se nettoient les mains avec du savon ou du détergent après être allée aux toilettes.

Les femmes en milieu rural n'ont pas l'habitude de se laver les mains après avoir nettoyé un enfant ayant déféqué. Le pourcentage observé de mères qui ne se lavent pas les mains représente 13,6% de l'effectif total, le savon ou le détergent est peu utilisé et ne touche que le tiers des femmes enquêtées. En milieu urbain, on a noté que plus de 75% des femmes se lavent proprement les mains après avoir lavé l'enfant qui est allé aux toilettes.

La pratique de lavage des mains proprement avant l'alimentation des enfants pose un problème crucial dans les communautés en Mauritanie, ce qui a des conséquences négatives sur la morbidité et notamment la sous-nutrition et la mortalité des enfants. Un changement de comportements important et effectif dans les pratiques d'hygiène des communautés, est nécessaire dans la réduction des maladies et de décès au niveau des jeunes enfants.

3. Situation nutritionnelle des enfants

La prévalence de la sous-nutrition est déterminée à partir des données anthropométriques^{xxiii} (âge, poids et taille) prises au cours de l'enquête. En plus de ces mesures, des données sur la santé et les pratiques nutritionnelles collectées ont permis une analyse causale de la sous-nutrition. Ces données établies dans les interviews des ménages concernent la consommation alimentaire des enfants, les pratiques alimentaires, l'hygiène des mères, etc.

Une vérification des données de l'âge de l'enfant a montré qu'elles ne sont pas précises du fait que l'âge a souvent été estimé en année et puis reporté en mois, alors qu'il est préférable d'avoir une estimation précise en mois. Ces informations sont biaisées pour d'environ 60% de l'échantillon des enfants, ce qui a faussé la mesure de la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale chez les enfants. Ainsi, seuls les résultats de la malnutrition aiguë ont été présentés dans ce rapport.

^{xxiii} Les mesures anthropométriques ont été effectuées à l'aide d'une bascule graduée où l'enfant est placé dans un sac spécialement conçu pour la pesée. La taille a été mesurée avec une toise ; les enfants de moins de 24 mois ont été placés horizontalement et ceux âgés de 24 mois et plus ont été installés verticalement.

Tableau 18 - Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6-59 mois

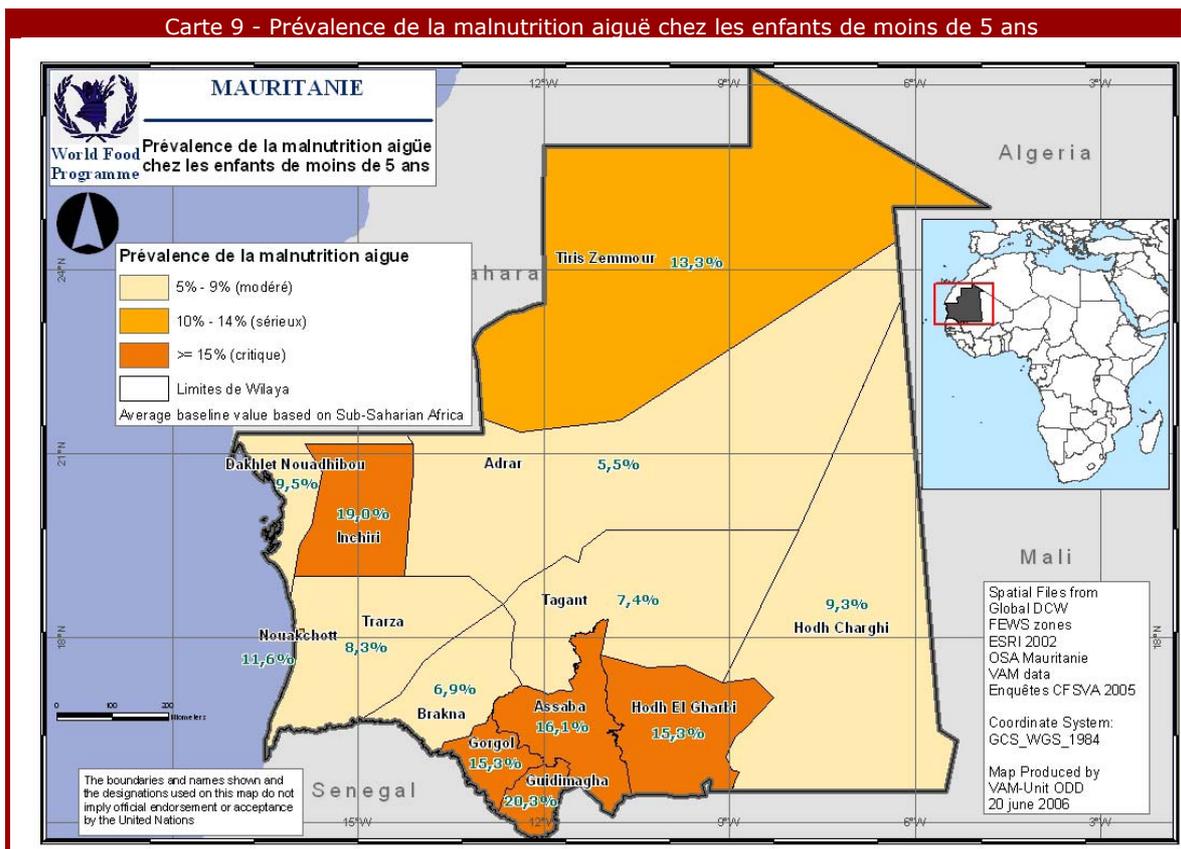
	Taille de l'échantillon	Malnutrition aiguë	Intervalle de confiance à 95%
ZONE AGRO-ECOLOGIQUE			
Agriculture pluviale	977	14,7%	[12,9-17,1]
Agropastoral	1908	12,4%	[11,4-14,5]
Pastoral mixte et Oasis	607	10,2%	[8,0-13,0]
Pastoral Nomade	356	11%	[8,0-14,8]
Vallée du fleuve Sénégal	442	13,1%	[15,7-23,3]
Pastoral Transhumant	643	8,2%	[6,3-10,7]
Littoral	895	10,8%	[8,9-13,1]
WILAYA			
Adrar	439	5,5%	[3,6-8,1]
Assaba	410	16,1%	[12,7-20,1]
Brakna	568	6,9%	[5,0-9,3]
Gorgol	628	15,3%	[12,6-18,4]
Guidimakha ^{xxiv}	525	20,2%	[17,8-22,4]
Hodh El Chargui	507	9,3%	[7,0-12,2]
Hodh El Gharbi	537	15,3%	[12,4-18,7]
Tagant	488	7,4%	[5,3-10,2]
Tiris Zemmour	226	13,3%	[9,1-18,1]
Trarza	484	8,3%	[6,0-11,2]
Inchiri	121	19%	[12,4-27,1]
Nouadhibou	326	9,5%	[6,7-13,4]
Nouakchott	569	11,6%	[9,1-18,4]
MILIEU			
Urbain	4812	11,8%	[9,9-14,0]
Rural	1016	12,1%	[11,0-12,9]
Total	5828	12,0%	[11,2-12,7]

- La prévalence de malnutrition aiguë était déjà très inquiétante en décembre 2005 (période de récolte) avec 12% d'enfants de moins de cinq ans touchés, soit environ 63 000 enfants. Ce taux dépasse largement le seuil sérieux de 10% établi par l'OMS indiquant une situation inquiétante qui nécessite une réponse urgente de prise en charge des enfants malnutris. Cette prévalence est d'autant plus préoccupante qu'elle reflète uniquement une situation de post hivernage. La baisse progressive des stocks alimentaires depuis décembre et l'installation précoce de la soudure en février (FEWSNET, 2006) au lieu de mai/juin comme d'habitude ont sans nul doute aggravé considérablement la situation ;
- La situation de malnutrition et de mortalité qui prévaut actuellement (mai 2006) est probablement une situation plus difficile qui nécessite une réponse adaptée et immédiate. Cette situation continuera de se dégrader jusqu'à la prochaine récolte de septembre/octobre si aucune réponse efficace n'est donnée. C'est d'autant plus vrai qu'on observera un pic de malnutrition et de mortalité durant la saison des pluies correspondant à la fois à la pleine soudure et à la hausse de la morbidité liée au paludisme et aux maladies infectieuses ;
- Les zones (agriculture pluviale et vallée du fleuve Sénégal) sont les plus touchées avec des taux critiques de 13-15% déjà en période de post hivernage (décembre 2005). Les zones du nord (pastoral mixte et oasis et pastoral nomade), du centre-est (agropastoral) et du sud présentent des taux déjà sérieux en décembre 2005, allant de 10 à 13% ;
- Les wilayas de Assaba, du Gorgol, du Hodh El Gharbi, de l'Inchiri^{xxv} et du Guidimakha sont les régions les plus touchées, les taux de la malnutrition aiguë dépassent le seuil critique de 15% établi par l'OMS. Cette situation nécessite une réponse immédiate de prise en charge des enfants malnutris ;
- Les enfants de moins de deux ans sont les plus touchés par la malnutrition et les maladies, notamment les 6-23 mois.

^{xxiv} Certaines données collectées au mois de Décembre 2005 rectifiées au mois de Mai 2006.

^{xxv} Echantillon faible au niveau de la Wilaya d'Inchiri.

Carte 9 - Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans



3.1 Morbidité infantile

Pour évaluer la prévalence de ces maladies, il a été demandé aux mères si les enfants de moins de cinq ans ont souffert de fièvre, de diarrhée ou d'I.R.A. au cours de la semaine précédant l'enquête avec des précisions plus claires pour un meilleur diagnostic symptomatique de ces différentes maladies par les mères et les enquêteurs.

La fièvre est l'une des principaux symptômes de maladies comme la rougeole et le paludisme qui est la première cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans en Afrique et contribue aussi à influencer sur l'incidence de l'anémie. Les résultats de l'analyse ont montré que 22% des enfants ont souffert de fièvre au cours des 7 derniers jours. Les plus jeunes enfants (6-11 mois) sont les plus affectées par la fièvre avec un taux de 25% ; ce taux diminue progressivement avec l'âge des enfants pour s'établir à 20% pour ceux âgés de 36-47 mois et 21,5% chez les plus âgés (48-59 mois). Selon le type de fièvre, on a constaté que plus de 40% des enfants ayant souffert d'une fièvre ont développé aussi une irruption cutanée.

Les maladies diarrhéiques constituent une des principales causes de mortalité des jeunes enfants dans les pays en développement ; les conséquences de ces maladies sont la déshydratation et la sous-nutrition. La prévalence de la diarrhée est de 10,8% avec une différence significative suivant l'âge des enfants. La tranche d'âge la plus affectée est celle de 12-23 mois avec un taux de prévalence de 14,7% ; chez les plus jeunes, cette proportion est de 12,8%. Les enfants les moins affectés sont les classes d'âge 36-47 mois et 48-59 mois avec un taux avoisinant les 9%. On a noté par conséquent qu'un dixième des enfants malades ont eu une diarrhée avec présence de sang dans les selles. Les prévalences les plus élevées chez les enfants de moins de deux ans apparaissent généralement dans la période de sevrage, les âges auxquels les enfants commencent à recevoir des aliments autres que le lait maternel et que ces enfants reçoivent d'autres liquides tel que le lait et ses dérivés. Ces prévalences élevées sont liées aux pratiques alimentaires et d'hygiène néfastes des mères dans la communauté qui exposent les enfants à la contamination par des agents pathogènes.

Les I.R.A. sont moins fréquentes avec un taux de prévalence de 4,7% chez les enfants de moins de cinq ans au cours de la semaine précédant l'enquête. Cette prévalence ne varie

pas trop suivant l'âge des enfants, mais reste plus élevée chez les enfants de moins d'un an (6-11 mois) avec un taux de 6,3%.

3.2 Les causes de la malnutrition infantile

Pour la malnutrition, une analyse semblable à celle faite pour la sécurité alimentaire a été développée. Certains résultats ci-dessous sont d'ordre général et d'autres sont directement issus ou validés par l'analyse. Ainsi, en Mauritanie, les causes sont multiples :

- **alimentation inadaptée** : 20% des nouveaux-nés n'ont pas reçu le colostrum, seuls 30% des nourrissons de moins de 6 mois sont allaités exclusivement au sein, plus des 2/3 des enfants de 6-59 mois n'ont pas une alimentation complémentaire diversifiée, seuls 80% et 60% des enfants de 6-11 mois et 12-23 mois continuent d'être respectivement allaités ; par exemple, les garçons de 48-59 mois ayant une alimentation pas ou peu diversifiée sont notamment deux fois plus émaciés que ceux du même âge avec une alimentation diversifiée ;
- **maladies répétées** : 22% et 11% des enfants de 6-59 mois ont eu respectivement la fièvre et la diarrhée au cours de la semaine précédent l'enquête ;
- **manque d'accès à l'eau potable** : seuls 45% des enfants de 6-59 mois ont bu de l'eau potable la veille de l'enquête ; 21% des enfants n'ayant pas accès à l'eau potable sont émaciés contre seulement 11% chez ceux ayant accès à l'eau potable ;
- **manque d'accès aux soins et aux structures de santé** : seuls 42% des enfants de moins de 12 mois sont vaccinés contre la rougeole, 25% des femmes enceintes au moment de l'enquête n'ont jamais reçu de soins prénataux, seules 39% des femmes enceintes ont consommé un fortifiant ferrique au cours de la semaine précédent l'enquête et 28% des mères ont reçu de la vitamine A dans les 40 jours suivant l'accouchement ; les enfants ayant davantage accès aux soins (vaccination) ainsi que leurs mères (consultation prénatale, prise de vitamine A) sont moins touchés par la malnutrition aiguë ;
- **insécurité alimentaire des ménages** : les zones du sud les plus affectées par l'insécurité alimentaire des ménages, à savoir la vallée du fleuve Sénégal et l'agriculture pluviale sont aussi les plus touchées par la malnutrition aiguë des enfants de 6-59 mois. L'analyse causale a montré que les enfants issus des ménages avec un score d'accès alimentaire élevé, ont moins de chance d'être malnutris.
- **manque d'éducation de la mère** : 41% des mères sont sans éducation ; seules 25% ont le niveau primaire et 5% le niveau secondaire et plus ; les enfants ayant une mère instruite de niveau secondaire et plus sont moins touchés par la malnutrition aiguë que ceux ayant une mère sans aucune instruction ;
- **âge de la mère** : 27% et 6% des mères sont respectivement très jeunes (15-24 ans) et âgées (45-50 ans) ; les enfants ayant une mère très jeune ou âgée sont plus touchés par la malnutrition aiguë que ceux ayant une mère âgée entre 25 à 44 ans. Cette situation peut s'expliquer en partie par l'inexpérience des jeunes mères et la négligence des mères âgées du plus jeune enfant qui est généralement son cinquième ou sixième enfant. De plus, ces mères très jeunes ou âgées sont plus sujettes aux grossesses à risque et notamment à accoucher de nouveaux-nés de petits poids, facteur déterminant de l'apparition de la malnutrition ;
- **manque d'hygiène** : bien que l'analyse causale n'ait pas révélé de corrélation significative, à ce sujet, on peut noter que respectivement 13%, 9% et 14% des mères ne se lavent pas les mains avant de préparer un repas, après être allée aux toilettes et après avoir nettoyé l'enfant qui est allé aux toilettes. La plupart d'entre-elles se lave les mains mais sans utiliser du savon ou du détergent ; d'ailleurs 19% des mères ont eu la diarrhée au cours des deux semaines précédent l'enquête ;
- **manque d'accès à l'information sur les pratiques d'allaitement et d'alimentation complémentaire** recommandées, ce qui est lié notamment au manque d'éducation et au manque d'accès aux services de santé de base ;

- **distance du village à la route principale** : impact surprenant sur la condition nutritionnelle des enfants. En effet, l'analyse a montré que plus le village est enclavé, plus les enfants ont de chances de ne pas souffrir de malnutrition. Ceci semble principalement pointer vers le mode de vie nomade qui favoriserait une bonne nutrition des enfants.

Plus particulièrement, la malnutrition aiguë semble davantage liée à l'insécurité alimentaire des ménages et au manque d'accès à l'eau potable responsable respectivement d'une alimentation inadaptée et d'une morbidité plus élevée. Le manque d'accès aux soins et aux structures de santé, notamment la faible couverture vaccinale et le manque d'éducation ainsi que l'âge de la mère (trop jeune ou trop âgée) sont des facteurs déterminants en Mauritanie.

Partie V - Résumé des résultats

1. Profils et données principales par wilaya

Les profils suivants présentent un récapitulatif des principales observations par wilaya. Les profils sont classés du plus en insécurité alimentaire au moins concerné^{xxvi}.

WILAYA – HODH EL GHARBI

Pop. totale : 212 156
Echantillon : 358

Groupes de mode de vie principaux : Pauvres activités 25%, Eleveurs 27%, Agriculteurs 16%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 22%	Fortement Vulnérable : 13%	Modérément Vulnérable : 16%	Sécurité alimentaire : 49%
------------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 17%	Faible : 17%	Assez bon : 17%	Bon : 49%
-------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 28%	Limite : 48%	Assez bon : 16%	Bon : 8%
--------------	--------------	-----------------	----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 15%

WILAYA – HODH EL CHARGHI

Pop. Totale : 281 600
Echantillon : 358

Groupes de mode de vie principaux : Salariés 28%, Dépendants aide 25%, Pauvres activités 23%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 13%	Fortement Vulnérable : 9%	Modérément Vulnérable : 19%	Sécurité alimentaire : 53%
------------------	---------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 8%	Faible : 7%	Assez bon : 16%	Bon : 61%
------------------	-------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 23%	Limite : 41%	Assez bon : 16%	Bon : 20%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 9%

^{xxvi} Les chiffres sont arrondis, le total peut ne pas être égal à 100%.

WILAYA – GORGOL

Pop. totale : 242 711
Echantillon : 189

Groupes de mode de vie principaux : Eleveurs 23%, Travailleurs journaliers 18%, Dépendants transferts 17%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 11%	Fortement Vulnérable : 14%	Modérément Vulnérable : 14%	Sécurité alimentaire : 60%
------------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 6%	Faible : 22%	Assez bon : 23%	Bon : 48%
------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 16%	Limite : 41%	Assez bon : 22%	Bon : 21%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 15%

WILAYA – ASSABA

Pop. totale : 242 265
Echantillon : 392

Groupes de mode de vie principaux : Agriculteurs 17%, Dépendants transferts 14%, Salariés 14%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 10%	Fortement Vulnérable : 13%	Modérément Vulnérable : 11%	Sécurité alimentaire : 66%
------------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 6%	Faible : 18%	Assez bon : 17%	Bon : 59%
------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 13%	Limite : 42%	Assez bon : 24%	Bon : 21%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 16%

WILAYA – GUIDIMAKHA

Pop. totale : 177 707
Echantillon : 106

Groupes de mode de vie principaux : Agriculteurs 49%, Journaliers 14%, Eleveurs 10%, Travailleurs



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 7%	Fortement Vulnérable : 12%	Modérément Vulnérable : 19%	Sécurité alimentaire : 62%
-----------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 4%	Faible : 17%	Assez bon : 26%	Bon : 54%
------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 12%	Limite : 46%	Assez bon : 23%	Bon : 19%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 20%

WILAYA – TRARZA

Pop. totale : 268 220
Echantillon : 267

Groupes de mode de vie principaux : Dépendants transferts 12%, Petit commerce 12%, Travailleurs journaliers 10%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 5%	Fortement Vulnérable : 2%	Modérément Vulnérable : 13%	Sécurité alimentaire : 81%
-----------------	---------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 5%	Faible : 14%	Assez bon : 17%	Bon : 64%
------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 6%	Limite : 16%	Assez bon : 26%	Bon : 50%
-------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 8%

WILAYA – INCHIRI

Pop. totale : 11 500
Echantillon : 21

Groupes de mode de vie principaux : Salariés 20%, Petit commerce 15%, Eleveurs 15%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 5%	Fortement Vulnérable : 5%	Modérément Vulnérable : 13%	Sécurité alimentaire : 77%
-----------------	---------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 0%	Faible : 10%	Assez bon : 5%	Bon : 85%
------------------	--------------	----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 19%	Limite : 33%	Assez bon : 14%	Bon : 24%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 19%

WILAYA – TAGANT

Pop. totale : 76 620
Echantillon : 89

Groupes de mode de vie principaux : Eleveurs 25%, Agriculteurs 20%, Dépendants aide/dons 16%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 2%	Fortement Vulnérable : 7%	Modérément Vulnérable : 17%	Sécurité alimentaire : 74%
-----------------	---------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 1%	Faible : 6%	Assez bon : 13%	Bon : 80%
------------------	-------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 21%	Limite : 44%	Assez bon : 17%	Bon : 18%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 7%

WILAYA – ADRAR

Pop. totale : 69 542
Echantillon : 95

Groupes de mode de vie principaux : Travailleurs journaliers 23%, Eleveurs 22%, Agriculteurs 18%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 1%	Fortement Vulnérable : 4%	Modérément Vulnérable : 16%	Sécurité alimentaire : 79%
-----------------	---------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 1%	Faible : 3%	Assez bon : 13%	Bon : 83%
------------------	-------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 17%	Limite : 45%	Assez bon : 17%	Bon : 21%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 6%

WILAYA – BRAKNA

Pop. totale : 247 006
Echantillon : 122

Groupes de mode de vie principaux : Petit commerce 23%, Agriculteurs 19%, Dépendants aide/dons 17%



Profil de sécurité alimentaire :

Insécurité : 1%	Fortement Vulnérable : 11%	Modérément Vulnérable : 20%	Sécurité alimentaire : 69%
-----------------	----------------------------	-----------------------------	----------------------------

Profil d'accessibilité :

Très faible : 3%	Faible : 20%	Assez bon : 29%	Bon : 49%
------------------	--------------	-----------------	-----------

Profil de consommation alimentaire :

Pauvre : 12%	Limite : 21%	Assez bon : 24%	Bon : 43%
--------------	--------------	-----------------	-----------

Profil nutritionnel enfants moins de 5 ans :

Aiguë : 7%

2. Projections sur les caractéristiques de la vulnérabilité en Mauritanie

Dénomination	Caractéristique	Type de vulnérabilité	Causes de vulnérabilité	Localisation
Zones agricoles à gamme variée de typologies de culture	<ul style="list-style-type: none"> Potentiels en terres irrigables importants Production variée Disponibilité importante 	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité conjoncturelle liée aux chocs brusques Vulnérabilité structurelle liée à la faiblesse de l'accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Inondations Ennemis de culture Intempéries 	<ul style="list-style-type: none"> Bande longeant le fleuve Sénégal Sud du Guidimakha Lac R'Kiz
Zones agricoles de Diéri sub-humides	<ul style="list-style-type: none"> Potentiels en terres constitués de Diéri quasi exclusivement Production très peu variée Disponibilité importante 	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité conjoncturelle liée aux chocs brusque Vulnérabilité structurelle liée aux conditions socioéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Ennemis de culture Feux de brousse Démographie Santé Education Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Nord Guidimakha Sud Kankossa Sud des deux Hodh
Zones agro-pastorales de Diéri et Bas-fonds sub-désertiques	<ul style="list-style-type: none"> potentiel en terres constituées de Diéri et de Bas-fonds uniquement Production très peu variée Disponibilité assurant moins du tiers des besoins Accessibilité importante 	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité structurelle liée à la possession ou non du bétail Vulnérabilité structurelle liée et aux conditions socio-économiques 	<ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Ennemis des cultures Feux de brousse Epizooties Santé Education Environnement Variation des prix 	<ul style="list-style-type: none"> Keur Macène Est R'Kiz Nord des Moughataa riveraines du fleuve Centre et Nord Assaba Bande Aftout Affolé Tagant agropastoral
Zones pastorales	<ul style="list-style-type: none"> Potentiel en terres constituées de Bas-fonds presque exclusivement Production très peu variée Faible disponibilité Accessibilité très importante 	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité structurelle liée à la possession ou non de cheptel petits et gros ruminants 	<ul style="list-style-type: none"> Sécheresse Feux de brousse Epizooties Variation prix Filière exportation bétail Approvisionnement marché 	<ul style="list-style-type: none"> Nord des deux Hodh Nord Tagant Nord Brakna Nord Trarza
Zones urbano-industrielles et de commerce	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité presque nulle Sécurité alimentaire centrée sur l'accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité structurelle des groupes sociaux (pauvreté) 	<ul style="list-style-type: none"> Emplois Qualifications Démographie Santé Education 	<ul style="list-style-type: none"> Nouakchott Tiris Zemmour Dakhlet Nouadhibou Inchiri Villes et villages de la route de l'espoir

Recommandations

1. Recommandations sur la sécurité alimentaire

- Mettre en œuvre le "cadre harmonisé", dans le processus de renforcement de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages, à partir d'un consensus technique entre les différents partenaires et acteurs en tenant compte des systèmes de vie pour parvenir à une plus grande cohérence dans l'établissement des zones à risque et des profils de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ;
- Renforcer et redynamiser les structures nationales de coordination de la sécurité alimentaire (GTS : suivi campagne agricole, marchés et approvisionnement et des zones à risque) et mener des réflexions approfondies pour la mise en œuvre du cadre harmonisé ;
- Continuer à collecter et à fournir des informations et des données à travers un système de suivi coordonné de la sécurité alimentaire. Suivre régulièrement les indicateurs liés à la vulnérabilité alimentaire (bilan alimentaire, nutrition, bétail, marchés, pluviométrie, ennemis des cultures, etc.) et de collecter les signes d'alerte précoce en collaboration avec toutes les structures œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire ;
- Elaborer et mettre en place une Politique nationale de sécurité alimentaire et définir des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire ;
- Mettre en place et améliorer une base de données pour la cartographie des interventions humanitaires (type d'intervention, zones d'intervention, etc.) ;
- Lister les villages les plus vulnérables en vue des interventions ultérieures, se basant sur la distribution de la sévérité de l'insécurité alimentaire dans les régions du pays qui a identifié un ordre de priorité des zones d'intervention : Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba, Gorgol, Guidimakha et Trarza et en tenant compte des wilayas jugées vulnérables dans l'enquête d'identification des zones à risque menée par l'Observatoire à la sécurité alimentaire en Octobre 2005 notamment le Tagant et le Brakna ;
- Mener les interventions selon une approche intégrée qui adhère au mieux à la mise en pratique du Programme stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- Envisager la diffusion et la restitution des résultats issus de l'enquête sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire au niveaux décentralisés et renforcer les capacités à tous les niveaux de collecte et d'analyse de données.

2. Recommandations sur la nutrition

- Informer et sensibiliser la communauté internationale et notamment les bailleurs de fonds sur la nécessité de financer les projets dans le cadre de la Politique nationale de développement de la nutrition par un plaidoyer conjoint PAM/UNICEF/ONG/gouvernement ;
- Renforcer et élargir le projet PAM/UNICEF en cours (653 CACs à travers le pays) aux poches de malnutrition en milieu rural en réponse à la situation nutritionnelle grave en République Islamique de Mauritanie ;
- Ouvrir pour les zones de malnutrition élevée (malnutrition aiguë >15%), des CREN au niveau des centres de santé, redynamiser et renforcer ceux qui existent en ressources humaines, formation, équipements, matériels, moyens logistiques et financiers, pour assurer les conditions de référence et de prise en charge curative ;

- Mener une étude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en milieu péri-urbain, pour compléter la cartographie de la malnutrition ;
- Assurer un appui alimentaire pour les enfants admis dans les CREN (et leurs accompagnatrices) et aux ménages d'où sont issus les enfants admis aux CREN, l'opération doit tenir compte des zones les plus vulnérables (sur toute l'étendue du territoire national) et se focaliser surtout sur les enfants de 6 à 24 mois ;
- Vulgariser les protocoles et les recettes sur les aliments de complément pour enfants à base de produits locaux et conformer le ravitaillement des CACs avec les habitudes alimentaires locales (expérience des légumineuses qui ne correspondent pas aux habitudes alimentaires) ;
- Former les agents communautaires au dépistage et à la sensibilisation pour servir de relais ;
- Favoriser le changement de comportement et des habitudes alimentaires dans l'alimentation des enfants, des mères allaitantes et femmes enceintes ;
- Instaurer un système d'information national en matière de surveillance nutritionnelle (base de données, système d'information géographique) dans le cadre du Plan national du développement de la nutrition ;
- Décentraliser au niveau régional et local, les outils de suivi nutritionnel (documentation, base de données, activités) ;
- Edifier et informer les partenaires pouvant contribuer au renforcement des capacités en matière de lutte contre la malnutrition.

3. Recommandations sur les marchés

- Eviter les achats locaux de céréales produites, vu le déficit de production, par contre l'achat des produits importés auprès des entreprises basées en Mauritanie n'aurait pas de conséquences négatives sur le marché si le paiement se fait en devises et que l'achat soit planifié à l'avance ;
- Surveiller les prix des principaux produits alimentaires et du bétail ;
- Renforcer les Systèmes d'information sur les marchés (SIM) existants et en faire des outils d'action, alternativement, considérer de retenir la structure envisagée par le PAM à condition qu'elle ne remette pas en cause l'existence du SIM/OSA, un système commun opérationnel de suivi des marchés est nécessaire ;
- Maintenir le suivi des importations du blé et du riz déjà assuré par l'OSA à travers le Groupe technique spécialisé (GTS) et le PAM du fait que le suivi de la sécurité alimentaire n'est pas complet sans une connaissance des flux transfrontaliers principaux déterminants de la sécurité alimentaire en Mauritanie.

Références

-
- ¹ Chiffres FEWS Net, 2004
- ² Seuil calculé à partir des données de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV) réalisée en 1996.
- ³ WFP, EFSA Handbook, 2004
- ⁴ WFP/VAM (June 2002) Standard Analytical Framework – Guideline, World Food Programme
- ⁵ Boulanger P.-M. (juin 2002), Au delà des indicateurs : vers une modélisation de la vulnérabilité, Communication à la journée d'étude AEDES-IRAM
- ⁶ Disponibles sur le site Internet du VAM
- ⁷ Chaque équipe a été dotée du matériel nécessaire à la collecte de données primaires et anthropométriques. Les chefs d'équipe ont reçu du matériel et des informations spécifiques afin de réaliser l'enquête dans les meilleures conditions possibles. Chaque équipe a voyagé par route dans des véhicules de location ou prêtés par les partenaires.
- ⁸ Enquête pauvreté du gouvernement, 2002.
- ⁹ Office National de la statistique 2001 et estimations.
- ¹⁰ Office National de la statistique (également disponible sur le site www.unfpa.org):
- taux de mortalité infantile : 1988 : 124 p. mille ; estimations pour 2000 : 101 p. mille et estimations pour 2001 : 74 p. mille
 - taux de mortalité brut : 1988 : 18,1 p. mille ; estimations 2000-2001 : 13,0 p. mille.
- ¹¹ Office National de la statistique : 1988 : 45,2 p. mille ; estimations 2000 : 42,9 p. mille ; estimations 2001 42,6 p. mille
- ¹² Office National de la statistique, en légère augmentation
- ¹³ Office National de la statistique, tendance constante depuis les années 90
- ¹⁴ Voir à ce sujet les données publiées dans l'Enquête Nationale sur les Indicateurs des Objectifs à Mi-terme en Mauritanie, Analyse des Résultats Prioritaires : MP/DRH-UNICEF
- ¹⁵ Croix Rouge Française : <http://www.croix-rouge.fr>
- ¹⁶ Organisation internationale du travail, les statistiques sur la main d'oeuvre en Mauritanie, Mars 2005.
- ¹⁷ Données de la Banque Mondiale
- ¹⁸ Données de la Banque Mondiale
- ¹⁹ Données de la FAO
- ²⁰ Le revenu des ménages est une estimation basée sur les résultats de l'enquête
- ²¹ UNESCO, Education pour tous (EPT), rapport 2000
- ²² Agences du Groupe Développement des Nations Unies en Mauritanie (UNDG), Rapport sur Les progrès dans la mise en oeuvre des Objectifs de Développement du Millénaire en Mauritanie, 2002
- ²³ Chiffres donnés par l'EPCV
- ²⁴ A cet égard, on peut citer l'exemple de la « route de l'espoir ». En 1984, existaient sur cette route près d'une dizaine de points d'ensablement. Aujourd'hui, on y rencontre plus de 750 points d'ensablement et l'entretien routier absorbe près de 400 millions d'ouguiya par an.
- ²⁵ Observatoire de la sécurité alimentaire, Note sur les résultats de l'identification des zones à risque d'insécurité alimentaire, juin 2006
- ²⁶ Chiffres de l'OMS - World Health Report 2006
- ²⁷ Chiffres de l'OMS - accouchement assisté - milieu urbain : 29% ; milieu rural : 86%
- ²⁸ Chiffres de l'OMS: femmes avec éducation : 91,6% ; femmes sans éducation : 40,4%